



L'état de
l'insécurité alimentaire dans le monde

2008

Prix élevés des denrées alimentaires
et sécurité alimentaire –
menaces et perspectives



Remerciements

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 a été rédigé sous l'autorité générale de Hafez Ghanem, Sous Directeur général, et sous la conduite de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social. La coordination technique de cette publication a été assurée par Kostas Stamoulis et Mark Smulders, de la Division de l'économie du développement agricole. L'équipe de la Division de la statistique a élaboré les données essentielles sur la sous-alimentation, y compris les projections pour 2007.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde» a été rédigé par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales d'Henri Josserand, Kisan Gunjal et Ali Gürkan, de la Division du commerce et des marchés, de Ricardo Sibrian, de la Division de la statistique, et d'Andrew Marx, Jeff Marzilli, Josef Schmidhuber et Jakob Skoet, de la Division de l'économie du développement agricole.

L'analyse de l'impact de la flambée des prix agricoles sur les ménages a été effectuée par l'équipe du projet Activités rurales génératrices de revenus de la FAO conduite par Benjamin Davis, avec la participation d'Alberto Zezza, Gustavo Anriquez, Panagiotis Karfakis et David Dawe, et la section relative aux mécanismes d'adaptation et aux conséquences nutritionnelles doit beaucoup aux apports précieux de Diego Rose, de l'Université Tulane, Brian Thompson et Marie Claude Dop, de la Division de la nutrition et de la protection des consommateurs, et Maarten Immink et Cristina Lopriore, de la Division de l'économie du développement agricole.

Le chapitre «Sur la voie des engagements du Sommet» a bénéficié des contributions techniques fournies par James Tefft, Panagiotis Karfakis, David Dawe et Alberto Zezza, de la Division de l'économie du développement agricole, et par Andrew Shepherd, de la Division des infrastructures rurales et des agro-industries.

Ricardo Sibrian, Cinzia Cerri, Rafik Mahjoubi, Seevalingum Ramasawmy et Nathalie Troubat, de la Division de la statistique, ont apporté des éléments d'une importance cruciale pour l'analyse des données.

Des observations et des apports extérieurs très précieux ont été communiqués par Hartwig de Haen, Peter Hazell, Yasmeen Khwaja et Andrew MacMillan. Bruce Isaacson a prêté un excellent soutien au travail rédactionnel.

La Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques du Département des connaissances et de la communication a assuré les services d'édition, de mise en forme linguistique et graphique et de production. Les traductions ont été faites par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département.

L'ensemble du financement a été fourni au titre du programme interdépartemental de la FAO sur les Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).

Des copies des publications de la FAO peuvent être obtenues auprès du:

**GROUPE DES VENTES
ET DE LA COMMERCIALISATION**
Division de la communication
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: +39 06 57053360
Site Web: [www.fao.org/icalog/
inter-e.htm](http://www.fao.org/icalog/inter-e.htm)

Publié en 2008 par
L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au: Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à: copyright@fao.org

© FAO 2008

ISBN 978-92-5-206049-9

Imprimé en Italie

Photographies

En couverture (de gauche à droite): FAO/22071/G. Bizzarri; FAO/24503/D. White; FAO/23283/A. Proto.



L'état de
l'insécurité alimentaire dans le monde

2008

Prix élevés des denrées alimentaires
et sécurité alimentaire –
menaces et perspectives



À propos de ce rapport

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 constitue le neuvième rapport intérimaire de la FAO sur la faim dans le monde depuis le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996. Dans les rapports précédents, la FAO a exprimé sa profonde préoccupation quant à l'absence de progrès dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde, qui est resté élevé.

Dans le rapport de cette année, l'accent est mis sur les conséquences des prix élevés des denrées alimentaires qui ont de sérieuses conséquences sur les populations les plus pauvres du monde, puisqu'ils réduisent considérablement leur pouvoir d'achat, déjà faible. Les prix élevés des denrées alimentaires ont aggravé la pénurie alimentaire, tout en rendant indispensable la réalisation des objectifs internationaux de réduction de la faim d'ici 2015. Ce rapport examine

également comment des prix alimentaires élevés présentent une occasion de relancer l'agriculture paysanne dans les pays en développement.

Comme indiqué dans le rapport, les estimations de la FAO sur la sous-alimentation pour la période allant de 1990-92 à 2003-05 ont été revues sur la base des nouvelles normes concernant les besoins énergétiques de l'être humain établies par les Nations Unies (ONU) et des données révisées sur les populations (2006).

Principaux messages

- 1 La faim dans le monde progresse.** L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) – réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde d'ici 2015 – devient plus difficile à atteindre dans de nombreux pays. Les estimations les plus récentes de la FAO avancent le nombre de 923 millions de personnes souffrant de la faim en 2007, soit une augmentation de plus de 80 millions de personnes par rapport à la période de référence 1990-92. Les estimations à long terme (disponibles jusqu'en 2003-05) montrent qu'avant la crise alimentaire, quelques pays étaient sur la bonne voie pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Toutefois, même ces pays pourraient avoir subi des revers.
- 2 Les prix élevés des denrées alimentaires sont les principaux responsables.** Ces dernières années, c'est entre 2003-05 et 2007 que la faim chronique a le plus progressé. Selon des estimations provisoires de la FAO, 75 millions de personnes sont venues s'ajouter, en 2007, au nombre total de personnes sous-alimentées par rapport à la période 2003-05. Même si plusieurs facteurs peuvent être invoqués, les prix alimentaires élevés font basculer des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire, aggravent les conditions de nombreuses personnes qui étaient déjà en situation d'insécurité alimentaire et menacent la sécurité alimentaire mondiale à long terme.
- 3 Les ménages les plus pauvres, sans terre et dirigés par des femmes sont les plus durement touchés.** La grande majorité des ménages urbains et ruraux des pays en développement comptent sur des achats alimentaires pour se nourrir et sortent donc perdants de la crise alimentaire, au moins dans le court terme. Des prix alimentaires élevés réduisent les revenus réels et aggravent l'insécurité alimentaire et la malnutrition au sein de la population pauvre en diminuant la quantité et la qualité des aliments consommés.
- 4 Les interventions initiales des gouvernements n'ont eu que des effets limités.** Pour contenir les effets négatifs de la hausse des prix alimentaires, les gouvernements ont adopté diverses mesures comme le contrôle des prix et les restrictions à l'exportation. Ces mesures, prises pour protéger dans l'immédiat le bien-être social, sont souvent ponctuelles et risquent de se révéler inefficaces et non viables. Certaines d'entre elles ont eu des effets dommageables sur les niveaux et la stabilité des prix alimentaires dans le monde.
- 5 Les prix élevés des denrées alimentaires sont aussi une occasion à saisir.** À long terme, des prix alimentaires élevés représentent une occasion à saisir pour l'agriculture des pays en développement, y compris pour les petits exploitants agricoles, à condition d'aller de pair avec la fourniture de biens publics essentiels. Les gains des petits exploitants pourraient être à la base d'un développement économique et rural plus vaste. On voit les gains immédiats pour les ménages agricoles mais à plus long terme, d'autres ménages ruraux pourraient bénéficier de cette conjoncture si des prix plus élevés permettaient d'accroître la production et de créer des emplois.
- 6 Il est essentiel d'adopter une approche globale sur deux fronts.** Les gouvernements, les bailleurs de fonds, les Nations Unies, les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé doivent immédiatement combiner leurs efforts afin d'adopter une approche sur deux fronts pour faire face aux prix élevés des denrées alimentaires et à leurs conséquences sur la faim dans le monde: i) mesures permettant au secteur agricole, et surtout aux petits exploitants dans les pays en développement, de répondre à la crise alimentaire; et ii) filets de sécurité minutieusement ciblés et programmes de protection sociale pour les personnes qui souffrent le plus de l'insécurité alimentaire et qui sont les plus vulnérables. C'est un enjeu mondial, qui exige une réponse mondiale.



Table des matières

Avant-propos

- 4 Des millions de personnes supplémentaires frappées d'insécurité alimentaire – Il faut agir de toute urgence et accroître les investissements

La sous-alimentation dans le monde

- 6 Prix élevés des denrées alimentaires: 75 millions de personnes viennent grossir les rangs de ceux qui ont faim
- 9 Les causes de la hausse des prix des denrées alimentaires
- 12 La faim dans le monde: état des lieux et révision des estimations
- 18 Zones sensibles et crises

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

- 22 Les ménages pauvres sont les plus durement touchés
- 28 Mécanismes d'adaptation et conséquences nutritionnelles

Sur la voie des engagements du Sommet

- 32 Les réponses politiques sont-elles efficaces et durables?
- 34 Réduire la pauvreté grâce aux petites exploitations agricoles
- 41 Garantir l'accès à l'alimentation
- 43 Pour conclure

Annexe technique

- 45 Mise à jour des paramètres
- 48 Tableaux

- 56 **Notes**

Des millions de personnes supplémentaires frappées d'insécurité alimentaire – Il faut agir de toute urgence et accroître les investissements

Partout dans le monde, la flambée des prix alimentaires a suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire mondiale, après l'insouciance injustifiée suscitée par de nombreuses années de denrées alimentaires bon marché. Du 3 au 5 juin 2008, des représentants de 180 pays et de l'Union européenne, dont de nombreux chefs d'État et de gouvernement, se sont réunis à Rome pour exprimer leur conviction que «la communauté internationale doit prendre des mesures urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires sur les pays et les populations les plus vulnérables du monde». Lors du Sommet du G8 au Japon, en juillet 2008, les dirigeants des nations les plus industrialisées du monde ont exprimé leur profonde inquiétude à l'égard de «la forte augmentation des prix alimentaires dans le monde qui, conjuguée à des problèmes de pénurie dans certains pays en développement, menace la sécurité alimentaire mondiale».

S'écarter des objectifs de réduction de la faim

Les inquiétudes de la communauté internationale sont bien fondées. Pour la première fois depuis que la FAO a entrepris de suivre les tendances de la sous-alimentation, le nombre de personnes qui souffrent chroniquement de la faim est plus élevé que lors de la période de référence. La FAO estime que le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim dans le monde a augmenté de 75 millions en 2007 pour atteindre 923 millions d'individus, principalement en raison de la crise alimentaire.

Aux effets dévastateurs des prix élevés des denrées alimentaires sur le nombre de personnes qui souffrent de la faim viennent s'ajouter des tendances déjà inquiétantes à long terme. Notre analyse montre qu'au cours de la période 2003-05, avant la récente hausse des prix alimen-

taires, le nombre de victimes de la faim chronique avait *déjà augmenté* de 6 millions de personnes par rapport à 1990-92, la période prise comme référence lorsque les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et le Sommet du Millénaire pour la réduction de la faim sont mesurés. Force est de constater, en effet, que les premiers progrès obtenus vers le milieu des années 90 en matière de réduction de la faim dans plusieurs régions en développement n'ont pas été maintenus. Ces 10 dernières années, la faim a augmenté alors que le monde s'enrichissait et produisait plus de denrées que jamais. Le présent rapport souligne à maintes reprises que ces résultats décevants montrent l'absence d'actions concertées pour combattre la faim en dépit des engagements pris sur le plan international. La flambée des prix des denrées alimentaires a battu en brèche certains des acquis et des réussites de la lutte contre la faim, rendant encore plus ardue la réalisation des objectifs internationaux convenus de réduction de la faim. Il faudra agir avec détermination, déployer des efforts de grande ampleur à l'échelle mondiale et prendre des mesures concrètes pour réduire de 500 millions le nombre de personnes victimes de la faim au cours des sept années qui nous séparent de 2015.

Les plus pauvres et les plus vulnérables sont les plus durement touchés

La hausse des prix des denrées alimentaires a aggravé la situation de nombreux pays qui avaient déjà besoin d'interventions d'urgence et d'aide alimentaire pour d'autres raisons, telles qu'intempéries et conflits. Les nations déjà touchées par des crises doivent en plus s'occuper de l'incidence des prix des aliments sur la sécurité alimentaire; quant aux autres pays, ils sont davantage exposés à l'insécurité alimentaire, du fait de la hausse des prix. Les pays en développement, les plus pauvres surtout, seront confrontés

à des choix délicats: maintenir une certaine stabilité macroéconomique ou mettre en place des politiques et des programmes destinés à contrecarrer les effets négatifs des prix élevés des denrées alimentaires et des carburants sur leurs populations.

Les émeutes et les troubles civils qui ont éclaté dans de nombreux pays en développement à revenus faibles et moyens montrent le désespoir engendré par la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants pour des millions de ménages pauvres, mais également au sein des classes moyennes. L'analyse menée dans ce rapport démontre que des prix d'aliments élevés ont des effets particulièrement dévastateurs sur les couches les plus pauvres, dans les villes comme dans les campagnes, ainsi que sur les paysans sans terre et les ménages dirigés par des femmes. Si des mesures ne sont pas prises de toute urgence, la crise alimentaire peut avoir des retombées négatives à long terme sur le développement humain puisque les ménages, pour faire face à la hausse des coûts de l'alimentation, réduisent la quantité et la qualité des aliments consommés, freinent les dépenses consacrées à la santé et à l'éducation ou vendent leurs biens. Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes sont les plus exposés. L'expérience acquise lors de hausses de prix précédentes justifie pleinement de telles craintes.

Une réponse stratégique: l'approche sur deux fronts

Il faut apporter une réponse urgente et concrète à la crise alimentaire provoquée par la flambée des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays en développement. Il faut toutefois reconnaître que des prix de denrées alimentaires élevés sont le résultat d'un équilibre fragile entre l'offre et la demande. Ces deux éléments montrent que, plus que jamais, l'approche sur deux fronts pour



réduire la faim, telle que préconisée par la FAO et ses partenaires de développement, est essentielle non seulement pour s'attaquer aux menaces que la hausse des prix des denrées alimentaires fait peser sur la sécurité alimentaire, mais également pour gérer les perspectives qu'ouvre une telle hausse. Il faut au plus vite mettre en place des filets de sécurité minutieusement ciblés et des programmes de protection sociale afin que tous puissent avoir accès aux aliments dont ils ont besoin pour mener une vie saine. Parallèlement, il faut s'attacher à aider les producteurs, particulièrement les petits agriculteurs, pour leur permettre d'accroître la production vivrière, grâce à un meilleur accès aux semences, aux engrais, aux aliments pour animaux et aux autres intrants. Cette mesure devrait accroître l'offre alimentaire et réduire les prix sur les marchés locaux.

À moyen et long terme, il faudra se concentrer sur le renforcement du secteur agricole des pays en développement pour leur permettre de répondre à la hausse de la demande. L'accroissement de la production vivrière dans les pays pauvres grâce à l'amélioration de la productivité doit être au cœur des politiques, des stratégies et des programmes visant à assurer la sécurité alimentaire sur une base durable. Des prix alimentaires élevés et les stimulants qu'ils génèrent peuvent être exploités pour relancer l'agriculture dans les pays en développement. C'est un élément essentiel, non seulement pour faire face à la crise actuelle, mais également pour répondre à la hausse de la demande de produits alimentaires, d'aliments du bétail et de biocarburants ainsi que pour éviter de telles crises à l'avenir.

Relancer l'agriculture des pays en développement est fondamentale pour parvenir à des résultats significatifs dans la lutte contre la pauvreté et la faim et pour inverser les tendances inquiétantes que nous notons aujourd'hui. Il faudra, dans cette optique, donner à de nombreux

petits agriculteurs du monde entier les moyens dont ils ont besoin pour accroître la production agricole. Pour faire de la croissance agricole une arme contre la pauvreté, il faut s'attaquer aux contraintes structurelles auxquelles est confrontée l'agriculture, notamment pour des millions de petits producteurs vivant dans des pays où l'économie est fortement tributaire de l'agriculture. Cela suppose une augmentation des investissements publics dans les infrastructures rurales et les services essentiels (routes, irrigation, collecte d'eau, stockage, abattoirs, ports de pêche et crédits ainsi qu'approvisionnement en électricité, écoles et services de santé) pour mettre en place des conditions propices aux investissements privés dans les zones rurales. Dans le même temps, des moyens supplémentaires doivent être consacrés à des technologies plus durables pour une agriculture plus intensive, qui en même temps aident les agriculteurs à augmenter les capacités d'adaptation de leur système de production alimentaire et à faire face aux changements climatiques.

Il est indispensable d'adopter une stratégie cohérente et coordonnée

De nombreux pays en développement ont adopté des mesures unilatérales pour tenter de remédier aux effets négatifs de la hausse des prix des denrées alimentaires: contrôles des prix, subventions et restrictions à l'exportation. De telles réponses risquent de ne pas être durables et même d'accroître les niveaux et l'instabilité des prix dans le monde. Pour faire face aux menaces et exploiter efficacement les possibilités offertes par la hausse des prix alimentaires, les stratégies doivent prévoir une réponse multilatérale, complète et coordonnée.

Il faut, de toute urgence, consentir des investissements de grande ampleur pour s'attaquer de façon durable aux problèmes croissants de l'insécurité alimentaire qui touchent les pauvres et les personnes

souffrant de la faim. Aucun pays, aucune institution, ne parviendra, seul, à résoudre cette crise. Les gouvernements des pays en développement et des pays développés, les bailleurs de fonds et les institutions spécialisées des Nations Unies, les institutions internationales, la société civile et le secteur privé, ont tous un rôle important à jouer dans la lutte mondiale contre la faim.

Il est indispensable que la communauté internationale ait une vision commune des mesures à prendre pour aider au mieux les gouvernements à éradiquer la faim chronique et toutes les parties doivent, ensemble, s'attacher à concrétiser cette vision, à l'échelle requise. Le moment est venu de passer à l'action.

La détermination affichée par les dirigeants du monde lors de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale de Rome, tenue en juin 2008, et l'importance accordée à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants par le Sommet du G8 sont la preuve d'une volonté politique croissante de réduire la faim. Par ailleurs, un soutien financier nettement supérieur a été annoncé pour aider les pays en développement à combattre les menaces que la hausse des prix fait planer sur la sécurité alimentaire. Toutefois, si cette volonté politique et les engagements des bailleurs de fonds ne sont pas immédiatement traduits dans les faits, des millions de personnes risquent de basculer, elles aussi, dans la pauvreté et la faim chronique.

Jamais une action concertée pour combattre la faim et la malnutrition n'a été si nécessaire. J'ai bon espoir que la communauté internationale relèvera ce défi.

Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

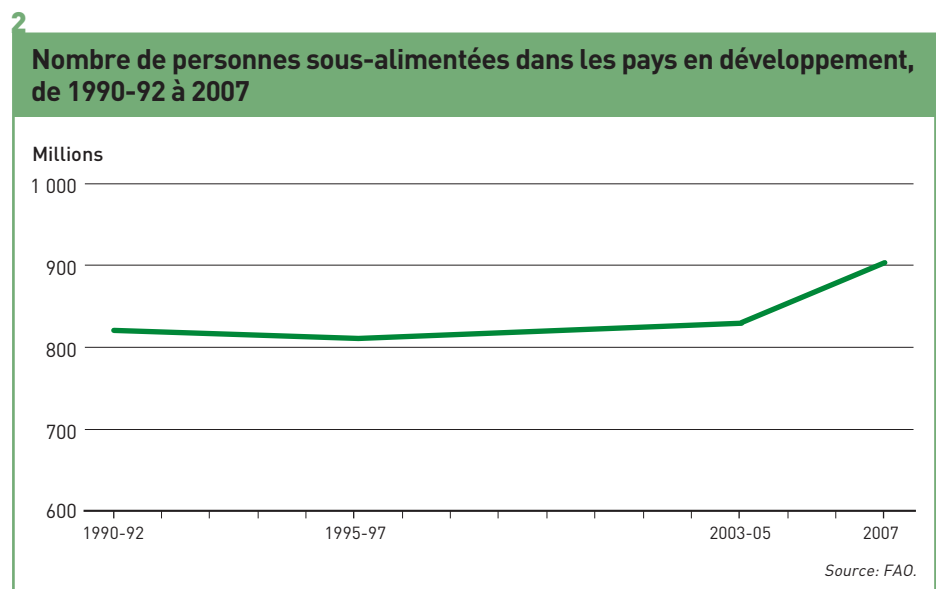
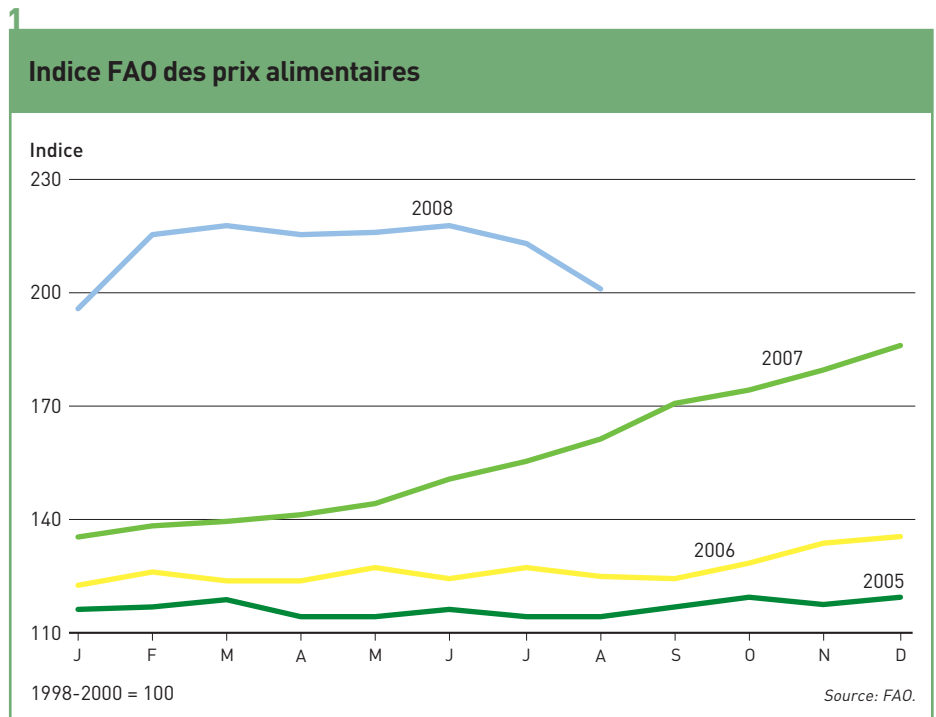
La sous-alimentation dans le monde

Prix élevés des denrées alimentaires: 75 millions de personnes viennent grossir les rangs de ceux qui ont faim

La hausse des prix des denrées alimentaires a déterminé une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. Selon des estimations provisoires de la FAO, le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim a augmenté de 75 millions en 2007, venant s'ajouter aux 848 millions qui, selon la FAO, souffraient de faim en 2003-05. Une grande partie de cette augmentation est attribuée à la hausse des prix des denrées alimentaires (voir les détails dans le Tableau n° 1, page 48). Cela signifie donc que le nombre total de personnes sous-alimentées dans le monde atteignait 923 millions en 2007. Comme les prix des céréales alimentaires de base et des oléagineux restent en forte hausse au cours du premier trimestre de 2008, le nombre de personnes qui souffrent chroniquement de la faim risque encore de croître.

En 2007, le nombre de personnes sous-alimentées s'élevait donc à 923 millions, soit 80 millions de plus qu'en 1990-92, la période de référence pour l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation. Il sera donc d'autant plus difficile de réduire le nombre de personnes sous-alimentées à 420 millions d'ici 2015, surtout dans un contexte de prix alimentaires élevés et de perspectives économiques mondiales incertaines.

L'impact de la hausse des prix des aliments sur la proportion de personnes sous-alimentées (indicateur de la faim du premier Objectif du Millénaire pour le développement [OMD]) est préoccupant. Des progrès satisfaisants avaient été accomplis en matière de réduction de la proportion de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement, passant de près de 20 pour cent en 1990-92 à moins de 18 pour cent en 1995-97 et à un peu plus de 16 pour cent en 2003-05. Les estimations montrent que la hausse des prix des denrées alimentaires a inversé cette progression: la proportion de personnes sous-alimentées dans le



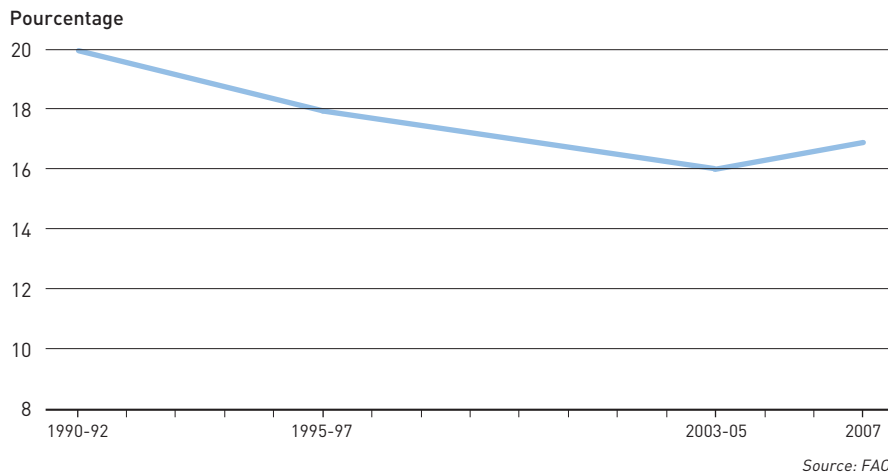
monde est revenue à 17 pour cent. Il s'ensuit qu'avec la flambée des prix des denrées alimentaires, les progrès accomplis pour atteindre les objectifs internationaux de réduction de la faim ont accusé un recul, à la fois en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées et la prévalence de la faim.

Les effets prévus des prix élevés sur la sous-alimentation mondiale ont été confirmés par une analyse des données recueillies à l'échelon des ménages (pages 22-27). L'analyse confirme que la flambée des prix des aliments a eu des retombées négatives, surtout sur les populations pauvres et les plus vulnérables.



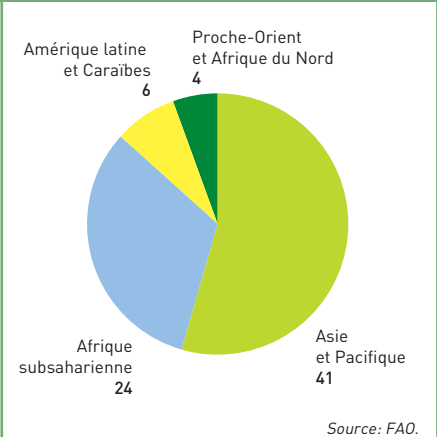
3

Proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, de 1990-92 à 2007



4

Incidences régionales des prix alimentaires élevés: nombre de sous-alimentés supplémentaires en 2007 (millions)



La hausse des prix freine les progrès

Au niveau régional, les augmentations les plus fortes du nombre de personnes sous-alimentées en 2007 sont survenues dans la région Asie et Pacifique et en Afrique subsaharienne. Ensemble, ces deux régions comptabilisaient 750 millions de personnes qui souffraient de la faim en 2003-05 (soit 89 pour cent du total mondial). Selon la FAO, la hausse des prix a fait basculer 41 millions de personnes supplémentaires dans la région Asie et Pacifique et 24 millions en Afrique subsaharienne sous le seuil de la faim.

Ensemble, l'Asie et l'Afrique comptent plus des trois quarts des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) du monde en développement. C'est également en Afrique que l'on retrouve 15 des 16 pays où la prévalence de la faim dépasse déjà 35 pour cent, les rendant particulièrement vulnérables à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Même si les chiffres sont moins impressionnants, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Proche-Orient et l'Afri-

Quelles sont, selon la FAO, les répercussions de la hausse des prix sur les personnes sous-alimentées?

Les estimations complètes les plus récentes de la sous-alimentation au niveau des pays portent sur la période 2003-05. Ces données fournissent une base pour la surveillance et l'analyse régulières des progrès réalisés en matière de réduction de la faim et sont présentées dans la section «La faim dans le monde: état des lieux».

Pour répondre aux inquiétudes croissantes quant aux effets de la flambée des prix des aliments sur la sécurité alimentaire dans le monde, la FAO a mis au point une méthodologie visant à évaluer l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les personnes sous-alimentées en 2007, sur base de données partielles pour 2006-08. Cette méthodologie tient compte des tendances des disponibilités énergétiques alimentaires, issues de deux bases de données différentes de la FAO: i) des «comptes disponibilités-utilisations» détaillés provenant de la base de données principale de la FAO (FAOSTAT) qui couvrent des centaines de produits par pays; et ii) des données plus récentes sur les céréales, les huiles et les

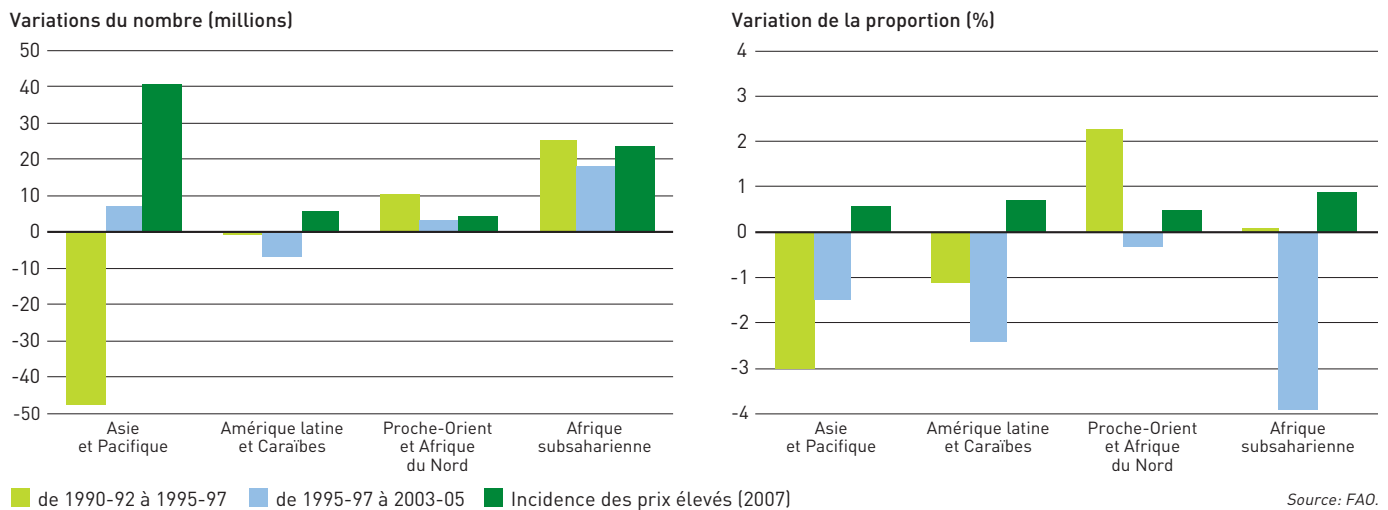
viandes disponibles pour la consommation humaine (qui représentent environ 80 pour cent des disponibilités énergétiques alimentaires journalières). Il était nécessaire d'utiliser les deux sources d'informations car la base de données principale de la FAO ne dispose de données complètes que jusqu'en 2005. La seconde base de données est moins complète mais elle dispose d'estimations jusqu'en 2008 et couvre donc une grande partie de la période au cours de laquelle les prix des aliments ont rapidement grimpé. Un lien entre les données historiques contenues dans les deux bases a été établi pour extrapoler les données de la base principale jusqu'en 2007.

Les estimations de 2007 portent sur les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la faim aux niveaux mondial et régional uniquement (elles ne sont pas encore disponibles au niveau national). Ces estimations doivent donc être considérées comme provisoires, en raison notamment de la façon dont elles ont été calculées.

La sous-alimentation dans le monde

5

Variations régionales du nombre de personnes sous-alimentées



que du Nord connaissent également des augmentations du nombre de personnes souffrant de la faim à cause de la crise alimentaire (un rude revers pour l'Amérique latine alors qu'elle avait connu

plus d'une décennie de progrès réguliers sur la voie de l'objectif du SMA).

À l'échelle mondiale, l'augmentation de la prévalence de la faim et l'accroissement estimé de 75 millions de person-

nes sous-alimentées en 2007 confirment les inquiétudes quant à la crise de la sécurité alimentaire mondiale provoquée par la hausse des prix des denrées alimentaires, du moins à court terme.

Les estimations de la FAO sont-elles trop prudentes?

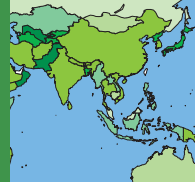
L'encadré page 7 décrit comment la FAO a établi ses estimations de la faim dans le monde pour 2007. En partie en raison des paramètres mis à jour, le calcul du nombre de personnes sous-alimentées repose sur l'hypothèse selon laquelle la *répartition* de l'apport énergétique alimentaire au sein d'un pays ou d'une région *n'a pas évolué* entre les périodes de «diminution» et de «hausse» des prix alimentaires. D'autre part, l'analyse à l'échelle des ménages (pages 22-27) montre qu'à court terme, les pauvres ont, proportionnellement, souffert davantage de la hausse des prix des aliments que les riches.

Une analyse détaillée réalisée dans huit pays révèle qu'à la suite de la flambée des prix des denrées alimentaires, la répartition des disponibilités énergétiques alimentaires par personne s'est détériorée au sein des ménages. La FAO estime donc que l'impact mondial de la hausse des prix des aliments sur la faim pourrait bien être sous-estimé. C'est pourquoi, on peut avancer sans risques que la crise alimentaire a engendré une hausse d'au moins 75 millions du nombre de personnes souffrant de la faim,

personnes qui n'ont donc pas accès à une quantité suffisante d'aliments par jour.

De son côté, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), utilisant une méthodologie différente, a estimé que la hausse des prix des aliments a provoqué une augmentation de 133 millions du nombre de personnes sous-alimentées dans les 70 pays analysés¹. Les deux méthodes d'estimation de la faim diffèrent dans leur façon de calculer l'inégalité de la distribution des aliments disponibles pour la consommation humaine. Par rapport à la FAO, le USDA s'est servi d'une limite définitive plus élevée (et constante) pour déterminer le seuil de la faim. Il s'est basé sur le chiffre de 2 100 kilocalories par personne et par jour alors que ceux utilisés par la FAO fluctuent en fonction de l'âge et du sexe dans chaque pays, variant généralement de 1 600 à 2 000 kilocalories par personne et par jour.

¹ Département de l'agriculture des États-Unis. 2008 *Food Security Assessment, 2007*, par S. Rosen, S. Shapouri, K. Quanbeck et B. Meade. Economic Research Service Report GFA-19 [disponible à l'adresse suivante: www.ers.usda.gov/PUBLICATIONS/GFA19/GFA19.PDF].

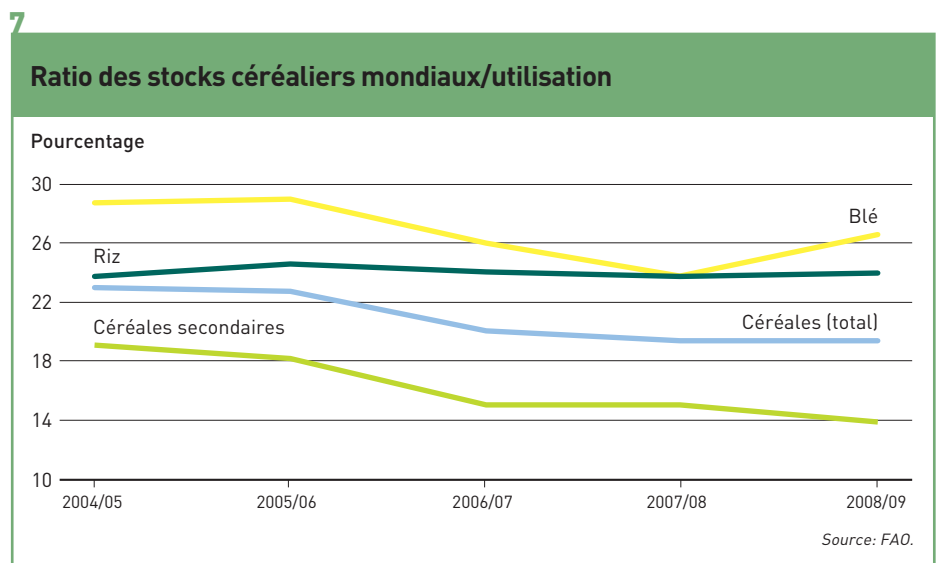
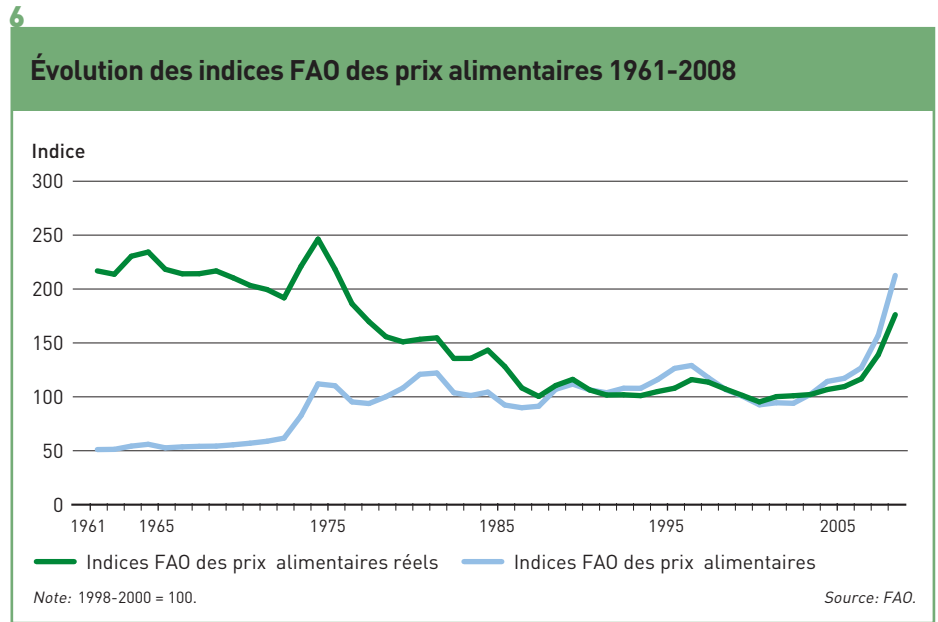


Les causes de la hausse des prix des denrées alimentaires

Les prix des produits agricoles ayant fortement augmenté en 2006 et 2007 et poursuivi leur course au début de l'année 2008, les causes de la flambée des prix des aliments ont été analysées sous plusieurs angles afin d'esquisser des réponses. Cette partie reprend certains des principaux facteurs expliquant la flambée des prix des denrées alimentaires¹. Si l'on en croit les projections à moyen terme, les prix des denrées alimentaires devraient se stabiliser en 2008-09 pour ensuite diminuer, mais ils resteraient, dans un avenir proche, supérieurs aux niveaux d'avant 2004².

L'indice FAO des prix nominaux des denrées alimentaires a doublé entre 2002 et 2008. En termes réels, l'augmentation est moins prononcée mais reste importante. L'indice des prix alimentaires réels a commencé à croître en 2002, après quatre décennies de tendances principalement à la baisse, et est monté en flèche en 2006 et 2007. Vers la mi-2008, les prix réels des aliments étaient 64 pour cent plus élevés qu'en 2002. L'unique autre période de hausse significative des prix réels des denrées alimentaires depuis que ces informations sont disponibles remonte au début des années 70, à l'aube de la première crise pétrolière internationale.

Avant de prendre des mesures appropriées – mesures de politique générale, décisions d'investissement ou interventions d'urgence – afin d'atténuer les conséquences humaines et économiques de la flambée des prix alimentaires, il faut en comprendre pleinement les causes sous-jacentes. Ces causes sont multiples et complexes et comportent des facteurs liés tant à l'offre qu'à la demande. Les tendances structurelles à long terme qui sous-tendent la hausse de la demande en aliments ont coïncidé avec des facteurs cycliques à court terme ou temporaires qui ont des conséquences négatives sur l'offre de produits alimentaires, ce qui a mené à une situation où



la hausse de la demande a toujours été plus élevée que celle de l'offre.

Les facteurs liés à l'offre

Niveaux des stocks et instabilité des marchés. Plusieurs des principaux producteurs de céréales dans le monde (la Chine, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et l'Union européenne) ont récemment modifié leur politique agricole. L'un des résultats de ce changement de politique

a été une importante diminution des stocks de céréales par rapport aux années précédentes.

Le rapport entre les stocks et l'utilisation des céréales à l'échelle mondiale est estimé à 19,4 pour cent pour 2007/08, le plus bas depuis 30 ans. Des stocks en baisse participent à une plus grande volatilité des prix sur les marchés mondiaux en raison des incertitudes quant aux disponibilités en cas de baisse de production.

Prix alimentaires: des marchés mondiaux aux marchés nationaux

L'analyse des informations par pays révèle que les prix mondiaux, exprimés en dollars EU, ne se répercutent qu'en partie sur les prix nationaux (exprimés en monnaies locales). Même avant les hausses de 2008, les cours mondiaux des céréales avaient considérablement augmenté entre 2002 et 2007. Au cours de cette période, les cours mondiaux du riz, du blé et du maïs ont respectivement augmenté de 50, 49 et 43 pour cent, en dollars EU. Pourtant, la répercussion sur les prix nationaux n'était en général que partielle puisque les prix exprimés en monnaie locale n'augmentaient pas autant que les cours internationaux, comme cela a été le cas avec le riz dans divers pays asiatiques.

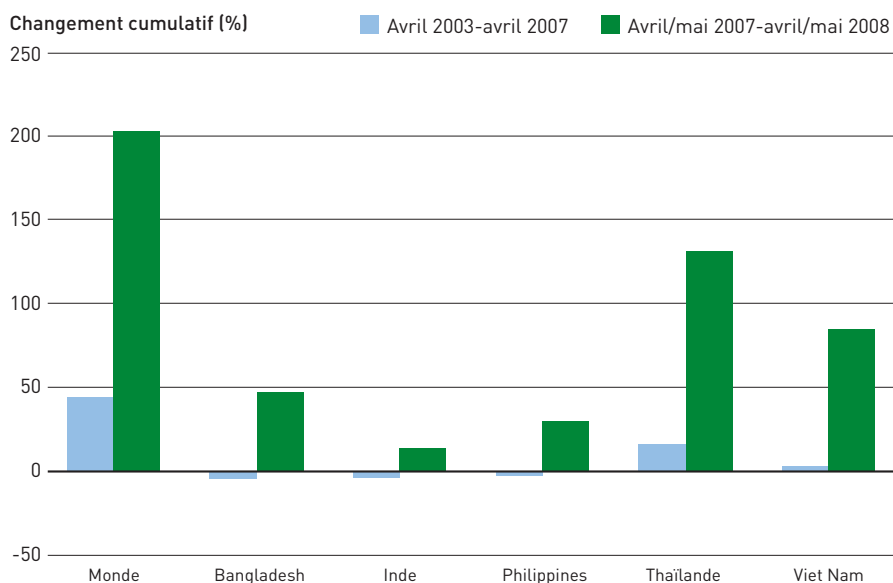
Plusieurs facteurs ont contribué à réduire la répercussion des cours mondiaux sur les marchés nationaux. Le dollar EU se déprécie depuis maintenant quelques années par rapport à diverses monnaies, y compris celles de nombreux pays en développement. De 2002 à 2007, les pays à faible revenu ont

connu une hausse réelle moyenne de leur monnaie de 20 pour cent par rapport au dollar EU. (contre 18 pour cent pour les pays à revenu élevé). Jusqu'en 2007, l'appréciation des taux de change a annulé en partie la hausse des cours mondiaux exprimés en dollars EU, à la fois pour les importateurs et les exportateurs de denrées alimentaires. Des politiques commerciales et des initiatives propres à certains produits ont également limité les répercussions.

Les politiques nationales et la variation des taux de change ont atténué l'impact de la hausse des cours mondiaux pendant quelques temps, mais les prix nationaux ont finalement augmenté considérablement dans de nombreux pays à la fin de 2007 et au début de 2008.

Source: FAO. 2008. *Have recent increases in international cereal prices been transmitted to domestic economies? The experience in seven large Asian countries*, par D. Dawe. Document de travail n° 08-03 de la Division de l'économie du développement agricole (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai506e/ai506e00.pdf>).

Riz: répercussion des prix sur le consommateur



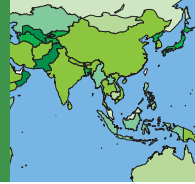
Source: FAO.

Baisses de production. Des épisodes climatiques extrêmes, y compris sécheresses et inondations, ont touché les principaux pays producteurs de céréales en 2005-07. La production céréalière mondiale a chuté de 3,6 pour cent en 2005 et de 6,9 pour cent en 2006 avant de se rétablir en 2007. Deux années successives de faible production dans un contexte de stocks déjà bas ont engendré une situation préoccupante de l'offre sur les marchés mondiaux. L'inquiétude croissante à propos des effets possibles du changement climatique sur les disponibilités futures en produits alimentaires n'a fait qu'aggraver ces craintes.

Prix pétroliers. Jusqu'au milieu de 2008, la hausse de prix de l'énergie a été très rapide et brutale: l'un des principaux indices des prix des produits de base (l'indice Reuters-CRB des prix de l'énergie) a plus que triplé depuis 2003. Or, les prix du pétrole et des denrées alimentaires sont intimement liés. La rapide augmentation des prix pétroliers a exercé une pression à la hausse sur les prix alimentaires, les prix des engrais ayant presque triplé et les frais de transport doublé en 2006-08. Les prix élevés des engrais ont des conséquences négatives sur les coûts de production et sur leur utilisation par les producteurs, surtout les petits agriculteurs.

Facteurs liés à la demande

Demande en biocarburants. Les marchés émergents des biocarburants exigent des volumes importants de produits agricoles comme le sucre, le maïs, le manioc, les graines oléagineuses et l'huile de palme. L'augmentation de la demande pour ces produits a fait que leurs prix sont montés en flèche sur les marchés mondiaux, ce qui a entraîné, à son tour, un renchérissement des denrées alimentaires. La production et l'utilisation de biocarburants sont soutenues par des politiques gouvernementales d'un certain nombre de



pays et l'augmentation rapide des prix du pétrole brut a provoqué une nouvelle augmentation de la demande pour les matières premières agricoles servant à produire les biocarburants. La production de biocarburants devrait utiliser 100 millions de tonnes de céréales (4,7 pour cent de la production mondiale) en 2007-08.

Modes de consommation. La première décennie de ce siècle est marquée par une croissance économique rapide et continue ainsi que par une urbanisation accrue dans plusieurs pays en développement, notamment en Chine et en Inde. Ces deux pays représentent à eux seuls plus de 40 pour cent de la population mondiale. Le pouvoir d'achat de centaines de millions de personnes s'étant accru, leur demande en produits alimentaires a, elle aussi, augmenté. Cette nouvelle richesse a entraîné une modification du régime alimentaire, notamment une plus forte consommation de viandes et de produits laitiers qui dépendent dans une large mesure des céréales données au bétail. Pourtant, la récente hausse des prix des denrées alimentaires ne semble pas provenir de ces pays émergents. Les importations de céréales de la Chine et de l'Inde ont diminué, passant d'une moyenne d'environ 14 millions de tonnes au début des années 80 à environ 6 millions de tonnes ces trois dernières années, ce qui indique que les nouveaux besoins générés par la modification des modes de consommation ont en grande partie été couverts par la production nationale. L'essor économique constant de la Chine et de l'Inde pourrait affecter de plus en plus les prix des denrées alimentaires, mais cela ne constitue pas encore un facteur exceptionnel.

Autres facteurs

Politiques commerciales. Pour tenter de minimiser les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les groupes de population vulnérables au

sein de leur pays, un certain nombre de gouvernements et d'acteurs du secteur privé ont adopté des mesures qui ont parfois accentué les effets des tendances susmentionnées sur les cours internationaux des denrées alimentaires. L'adoption de restrictions et d'interdictions à l'exportation par certains pays a diminué l'offre mondiale, aggravé les pénuries et entamé la confiance des partenaires commerciaux. Dans certains pays, ces mesures ont également eu pour effet de réduire les incitations qui pouvaient amener les agriculteurs à répondre à la hausse des cours internationaux. La reconstitution des stocks et le pré-stockage spéculatifs opérés par certains grands importateurs disposant d'une trésorerie relativement solide ont également participé à la hausse des prix.

Marchés financiers. Les récents troubles qui ont agité les marchés d'actifs traditionnels ont eu des conséquences sur les prix des denrées alimentaires dans la mesure où de nouveaux types d'investisseurs se sont intéressés aux marchés des dérivés basés sur des produits agricoles dans l'espoir d'obtenir de meilleurs rendements que ceux offerts sur les marchés traditionnels. Les activités boursières mondiales sur les contrats à terme et les options ont plus que doublé ces cinq dernières années. Dans les neuf premiers mois de 2007, elles ont progressé de 30 pour cent par rapport à l'année précédente. Ces intenses activités de spéculation sur les marchés des produits agricoles ont conduit certains analystes à désigner l'augmentation de la spéculation comme un important facteur responsable de la flambée des prix des denrées alimentaires. Il est toutefois difficile de déterminer si la spéculation a fait grimper les prix ou si elle est attirée par des prix qui augmentent de toute façon. Dans les deux cas, d'importantes entrées de fonds pourraient en partie expliquer le *maintien* de prix alimentaires élevés et leur *instabilité* accrue. D'autres

recherches doivent être menées. On s'interroge de plus en plus sur le rôle des investisseurs financiers dans la hausse des prix des aliments et sur la nécessité de réglementations limitant l'impact des bulles spéculatives sur les prix des denrées alimentaires.

Les prix vont-ils se maintenir à un niveau élevé?

La production céréalière s'est redressée: elle a augmenté de 4,7 pour cent en 2007 et elle devrait augmenter de 2,8 pour cent en 2008. Toutefois, même si les prix alimentaires pourraient baisser avec le repli de certains des facteurs à court terme qui sous-tendent les prix élevés, les prix réels des produits alimentaires devraient, dans les 10 prochaines années, rester supérieurs à ceux de la décennie précédente. Trois hypothèses principales expliquent cette estimation. D'abord, la croissance économique du monde en développement, particulièrement des grandes économies émergentes, devrait se poursuivre au rythme d'environ 6 pour cent par an, augmentant d'autant le pouvoir d'achat et le changement de modes de consommation de centaines de millions de consommateurs. Ensuite, la demande en biocarburants pourrait poursuivre sa rapide croissance, en raison des prix élevés du pétrole et des politiques gouvernementales et à cause de la lente évolution vers l'adoption généralisée de biocarburants et de technologies de deuxième génération. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la part des sols consacrés à la culture de biomasses pour la production de biocarburants liquides pourrait tripler au cours des 20 prochaines années³. Enfin, les coûts de production en hausse, liés aux prix élevés du pétrole, qui se répercutent sur ceux des engrais et du transport, auxquels s'ajoutent les contraintes en matière de sols et d'eau, pourraient peser sur la production alimentaire, ce qui rendra plus difficile l'approvisionnement alimentaire de la planète⁴.

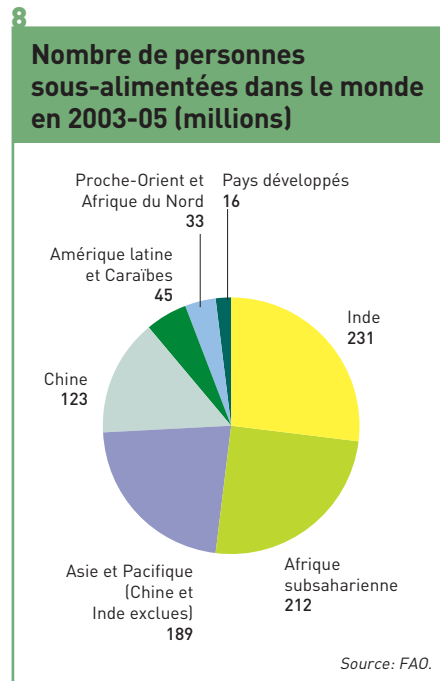
La sous-alimentation dans le monde

La faim dans le monde: état des lieux et révision des estimations

Aperçu général

Les estimations à long terme de la FAO sur la sous-alimentation aux niveaux régional et national pour la période allant de 1990-92 à 2003-05 (à partir de la base de données principale de la FAO, FAOSTAT) confirment que les progrès accomplis étaient insuffisants pour atteindre les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et les OMD relatifs à la réduction de la faim, même avant les effets négatifs de la flambée des prix alimentaires. Partout dans le monde, 848 millions de personnes souffraient chroniquement de la faim en 2003-05, la période la plus récente pour laquelle des données individuelles par pays sont disponibles. Ce chiffre est légèrement plus élevé que les 842 millions de personnes sous-alimentées recensées en 1990-92, période de référence pour le Sommet mondial de l'alimentation et les Objectifs du Millénaire pour le développement.

La grande majorité de la population sous-alimentée du monde vit dans des pays en développement où se trouvaient 832 millions de personnes souffrant chroniquement de la faim en 2003-05. Sept pays rassemblent, à eux seuls,



65 pour cent de ces personnes: l'Inde, la Chine, la République démocratique du Congo, le Bangladesh, l'Indonésie, le Pakistan et l'Éthiopie. Si des progrès étaient accomplis en matière de réduction de la faim dans ces pays, où la population est nombreuse, cela aurait évidemment d'importantes répercussions sur la diminution générale de la faim

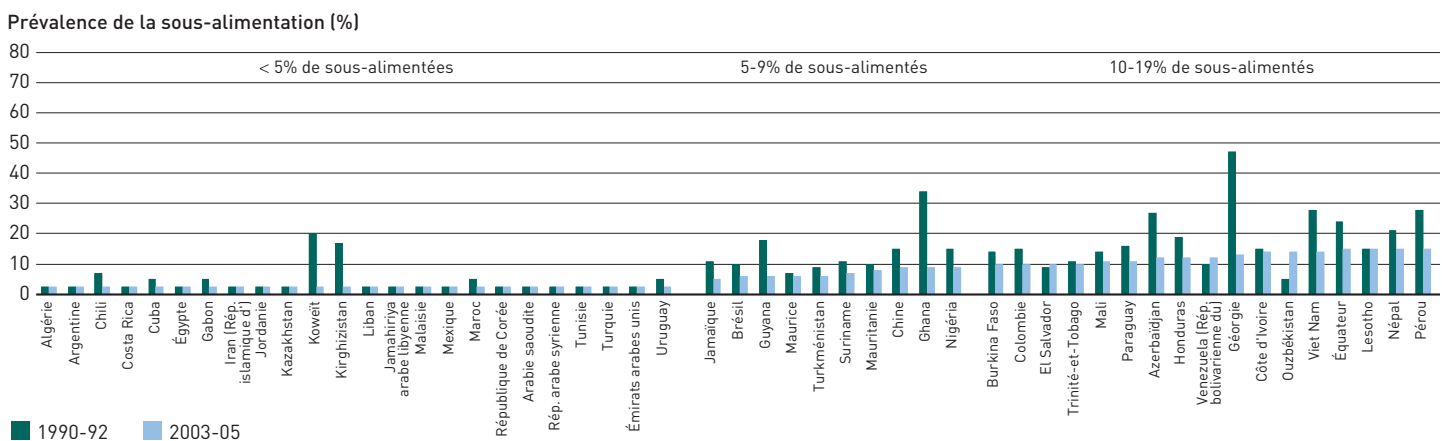
dans le monde. Parmi ces pays, la Chine a enregistré des progrès significatifs au niveau de la réduction de la sous-alimentation, après des années de croissance économique rapide.

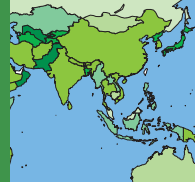
C'est en Afrique subsaharienne que la proportion de personnes qui souffrent de la faim par rapport à la population totale reste la plus élevée: une personne sur trois souffre de faim chronique. L'Amérique latine et les Caraïbes continuaient à bien progresser sur la voie de la réduction de la faim avant la hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires. Cette dernière région connaît, avec l'Asie de l'Est, le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, les niveaux les plus bas de sous-alimentation du monde en développement (Tableau 1, page 48).

L'Afrique subsaharienne

Entre le début des années 90 et 2003-05, la population de l'Afrique subsaharienne a augmenté de 200 millions d'individus pour atteindre 700 millions d'habitants. Cette forte augmentation, conjuguée à un développement insuffisant de toute l'économie et de l'agriculture en particulier, a entravé les efforts de réduction de la faim. Pourtant, alors que le nombre

9 Proportions de personnes sous-alimentées dans les pays en développement, 1990 92 et 2003 05





total de personnes sous-alimentées dans la région s'est accru de 43 millions, passant de 169 millions à 212 millions de personnes, l'Afrique subsaharienne est parvenue à faire quelques progrès en réduisant la proportion de personnes souffrant de faim chronique, leur chiffre passant de 34 à 30 pour cent.

Cette augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim en Afrique subsaharienne est due, en grande partie, à un seul pays, la République démocratique du Congo. Perpétuellement secoué par des conflits de grande ampleur, le pays a vu son nombre de personnes souffrant de faim chronique passer de 11 millions à 43 millions d'individus alors que la proportion de personnes sous-alimentées augmentait de 29 à 76 pour cent. Depuis 1990-92, le nombre de personnes sous-alimentées a également augmenté dans 25 autres pays de la région qui devra donc relever un défi de taille si elle veut intensifier ses efforts afin de réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD.

Il faut par ailleurs préciser que plusieurs pays qui ont réussi à réduire fortement la part de leur population sous-alimentée se situent également en Afrique subsaharienne. Il s'agit notamment du

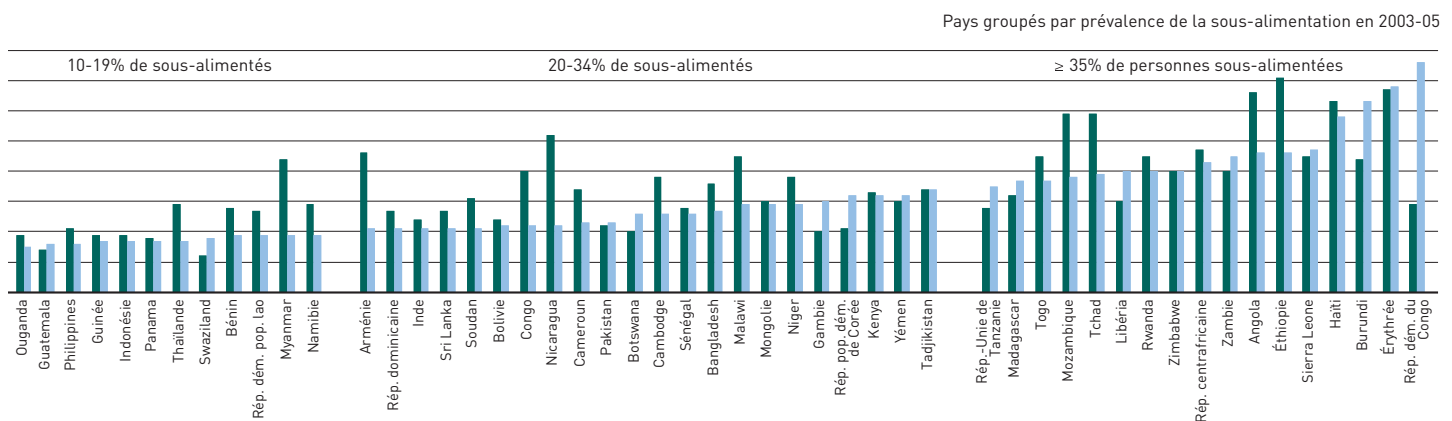
Révision des estimations sur la sous-alimentation

Par rapport aux estimations présentées dans l'édition 2006 du présent rapport, les informations pour la période de référence 1990-92 et celles qui ont suivi ont été revues sur base des nouvelles normes en matière de besoins énergétiques de l'être humain et des statistiques démographiques des Nations Unies, intégrées aux estimations de la FAO sur la sous-alimentation. L'Annexe technique présente l'impact global des modifications de ces paramètres clés et la façon dont ils ont influencé les estimations (pages 45-47). Il convient de souligner que l'analyse dans cette partie ne tient pas compte des effets des prix alimentaires élevés.

Ghana, du Congo, du Nigéria, du Mozambique et du Malawi. Le Ghana est le seul pays qui soit parvenu à atteindre les objectifs du SMA et des OMD. La croissance économique robuste qu'a connue le Ghana, y compris dans le secteur agricole, a contribué dans une large mesure à la réussite du pays. Grâce à des politiques qui permettent aux pro-

ducteurs de réaliser de meilleurs gains et à des prix du cacao relativement élevés, le produit intérieur brut (PIB) agricole du pays a considérablement augmenté. Une récente étude de la Banque mondiale a révélé que les Ghanéens sont deux fois plus nombreux à revenir à l'agriculture qu'à la quitter.

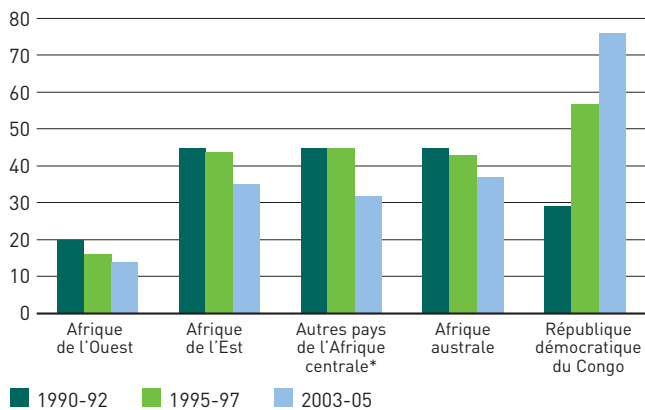
Dans les 14 pays africains qui sont sur la bonne voie pour réaliser l'Objectif du Millénaire pour le développement (réduction de moitié de la prévalence de la faim d'ici 2015), le secteur agricole a connu une croissance constante et relativement rapide, caractérisée par une augmentation de la valeur ajoutée agricole, de la production vivrière et de la production et du rendement des céréales. Cela contraste fortement avec la situation des 14 pays africains qui ne sont pas parvenus à réduire la prévalence de la sous-alimentation ou même l'ont vu croître depuis 1990-92. Dans ces pays, la production vivrière a fortement diminué, alors que la progression de la valeur ajoutée agricole a atteint moins du quart du taux obtenu par les pays du groupe plus avancé. Il convient également de noter que parmi ceux qui ont enregistré des succès, on compte plusieurs pays qui sont sortis de décennies de guerres civiles et de



10

Tendances sous-régionales en Afrique subsaharienne

Prévalence de la sous-alimentation (%)



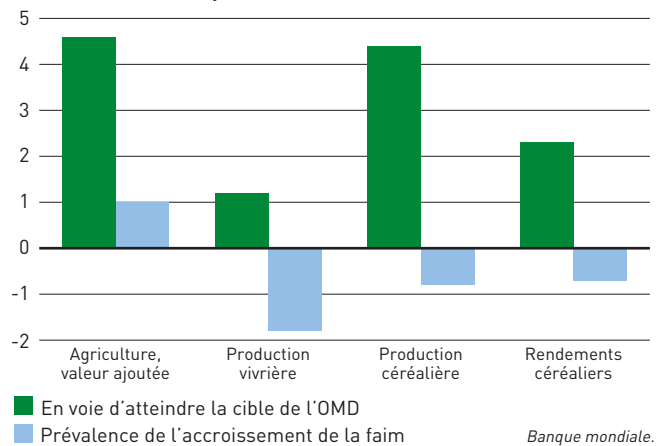
* À l'exclusion de la République démocratique du Congo.

Source: FAO.

11

Croissance de l'agriculture dans les pays les plus et les moins performants d'Afrique

Variation annuelle moyenne 1990-2005 (%)



Banque mondiale.

conflits, apportant la preuve évidente que la paix et la stabilité politique sont essentielles pour la réduction de la faim.

L'Amérique latine et les Caraïbes

De toutes les sous-régions, l'Amérique du Sud a obtenu les meilleurs résultats en matière de réduction de la faim avec 10 pays sur 12 qui sont sur la bonne voie

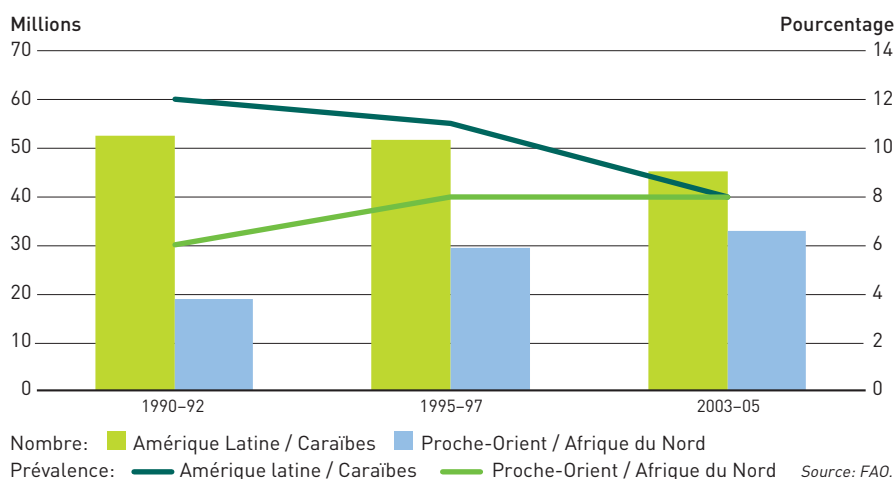
pour réaliser le premier Objectif de Millénaire pour le développement. Forts de revenus nationaux relativement élevés, d'un solide essor économique et d'une bonne croissance de la productivité agricole, cinq pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili, Guyana, Pérou et Uruguay) sont parvenus à réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire.

Toute fois, ailleurs dans la région, les progrès n'ont pas été aussi uniformes. Le Costa Rica, la Jamaïque et le Mexique ont rejoint Cuba sur la liste des pays qui sont parvenus à réaliser les objectifs de réduction de la faim du SMA et des OMD en 2003-05.

D'autre part, El Salvador, le Guatemala, Haïti et le Panama éprouvent toujours des difficultés à réduire la prévalence de la faim. Alors que le pays est toujours confronté à une forte instabilité politique et économique, à la pauvreté et à la faim, Haïti a enregistré une faible diminution de la sous-alimentation depuis 1990-92. Toutefois, avec 58 pour cent de la population souffrant de faim chronique, il a l'un des niveaux de sous-alimentation les plus élevés du monde.

12

Sous-alimentation en Amérique latine, au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Nombre: ■ Amérique Latine / Caraïbes ■ Proche-Orient / Afrique du Nord
Prévalence: — Amérique latine / Caraïbes — Proche-Orient / Afrique du Nord Source: FAO.

Le Proche-Orient et l'Afrique du Nord

Les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sont en général ceux chez qui les taux de sous-alimentation sont les plus bas du monde en développement. Toutefois, pour le Proche-Orient, les conflits ont eu des conséquences importantes: le nombre total de personnes sous-alimentées a presque doublé, passant de 15 millions



en 1990-92 à 28 millions en 2003-05. Cela est en grande partie dû au conflit en Afghanistan et en Iraq où le nombre de personnes sous-alimentées a augmenté respectivement de 4,9 millions et 4,1 millions. Leur nombre est également plus élevé au Yémen où une personne sur trois (6,5 millions de personnes) souffre de faim chronique.

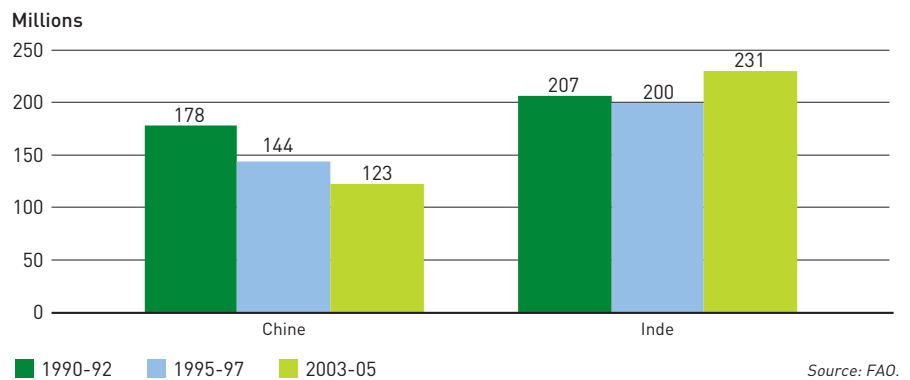
En Afrique du Nord, la FAO estime qu'environ 3 pour cent de la population souffrait toujours de faim chronique en 2003-05 (4,6 millions de personnes contre un peu plus de 4 millions en 1990-92). Même si la prévalence de la sous-alimentation est en général faible au Proche-Orient et en Afrique du Nord, la région devrait réduire le nombre de personnes souffrant de faim chronique, qui de 33 millions en 2003-05 devrait tomber à 10 millions d'ici 2015 si elle veut réaliser l'objectif du SMA.

L'Asie et le Pacifique

À l'instar d'autres régions du monde, la région Asie et Pacifique présente autant de réussites que de revers dans la lutte contre la faim. L'Asie a enregistré des progrès modestes en ce qui concerne la réduction de la prévalence de la faim (de 20 à 16 pour cent) et une réduction modérée du nombre de personnes souffrant de la faim (de 582 millions à 542 millions de personnes). Cependant, comme la région est très peuplée et que les progrès sont relativement lents en matière de réduction de la faim, environ deux tiers des personnes souffrant de la faim vivent en Asie. Parmi les sous-régions, l'Asie du Sud et l'Asie centrale ont essuyé des revers en matière de réduction de la faim alors que certains pays très peuplés avaient au départ enregistré des progrès (par exemple, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan; voir le Tableau 1, page 48). Un fait positif doit être signalé: la sous-région d'Asie du Sud-Est est sur la bonne voie pour parvenir à l'objectif de réduction de la faim de l'OMD, même si le Viet Nam était le

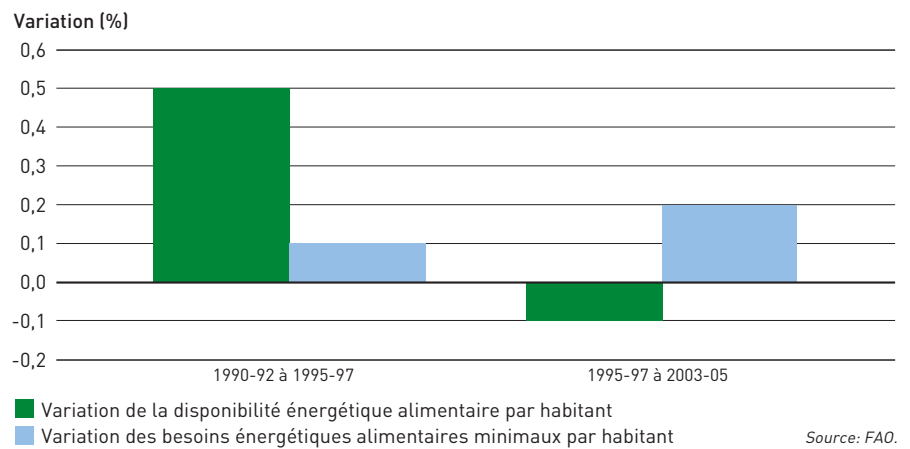
13

Estimations révisées du nombre de personnes sous-alimentées en Chine et en Inde



14

Inde: les besoins énergétiques alimentaires sont supérieurs à l'offre



seul pays de la région à avoir atteint cet objectif en 2003-05. Certains pays, comme la Thaïlande et le Viet Nam ont bien progressé vers l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation.

La Chine et l'Inde

Du fait de leur taille, la Chine et l'Inde rassemblent 42 pour cent des personnes qui souffrent de faim chronique dans le monde en développement. Étant donné que la Chine et l'Inde jouent un rôle déterminant dans la situation générale,

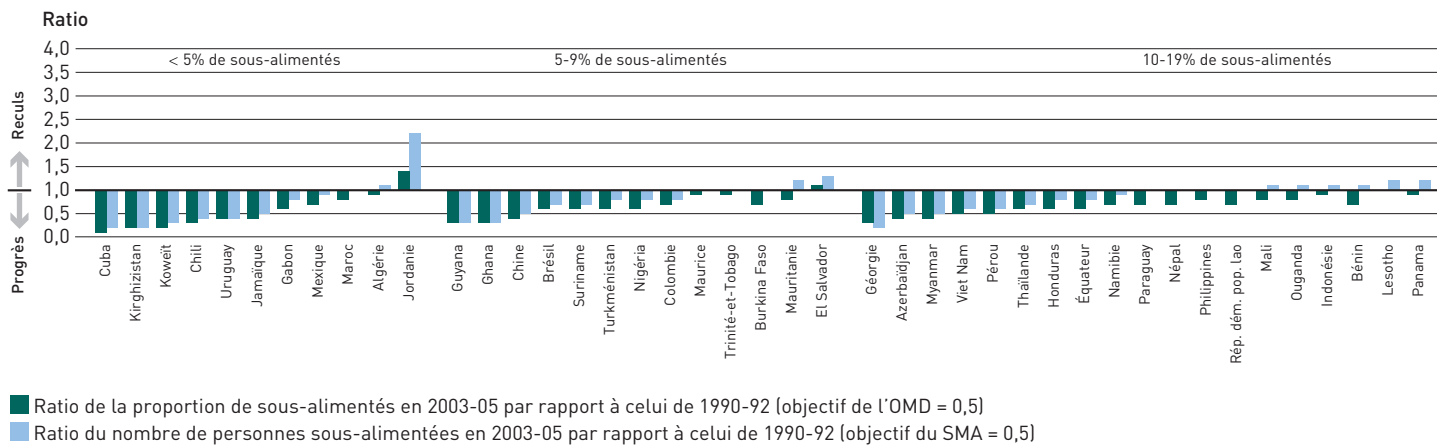
il est utile d'analyser ici les principaux facteurs qui sont à l'origine des tendances de la faim.

Après avoir enregistré des avancées considérables entre la période de référence de 1990-92 et la moitié des années 90, la lutte contre la faim a marqué le pas, en Inde, à partir des années 1995-97.

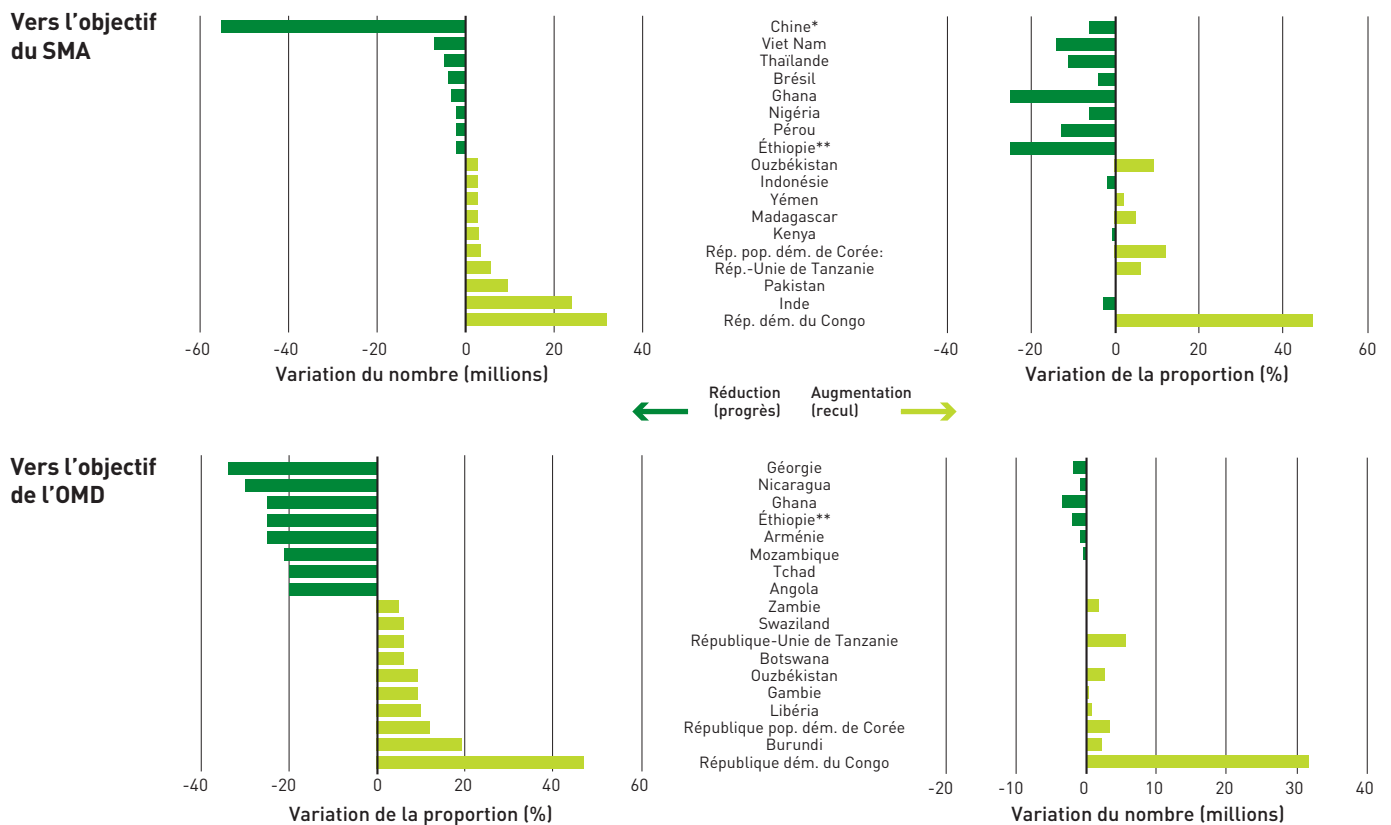
Vu la forte proportion de personnes sous-alimentées pendant la période de référence (24 pour cent) et son importante croissance démographique, l'Inde était confrontée à une tâche extrêmement ardue pour réduire le nombre de

La sous-alimentation dans le monde

15 Progrès et reculs: ratio du nombre de sous-alimentés et ratio de la prévalence de la sous-alimentation, de 1990-92 à 2003-05

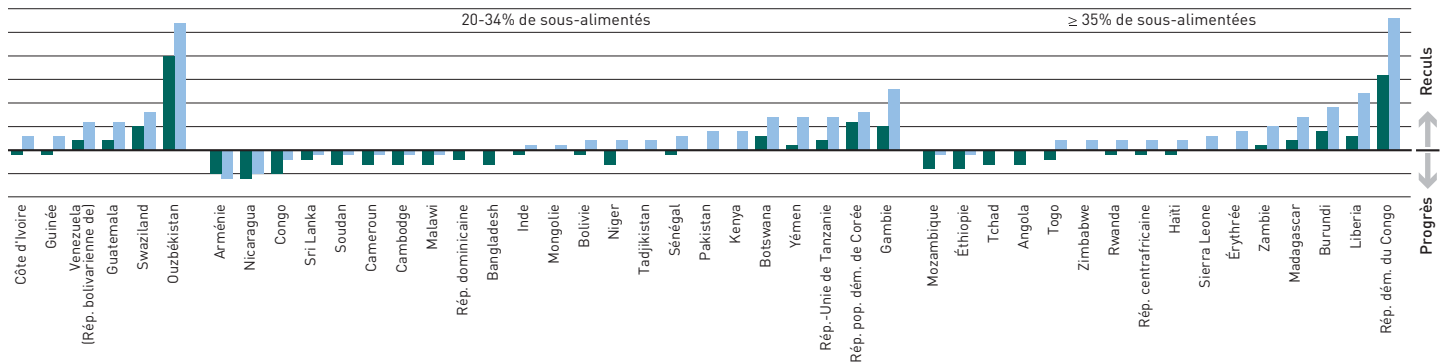
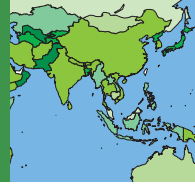


16 Progrès et échecs dans la réduction de la sous-alimentation



* Comprend Taïwan, province de Chine. ** Estimations pour l'Éthiopie PDR utilisées pour 1990-92.

Source: FAO.



Note: Pays classés par proportion de la sous-alimentation en 2003-05 (objectifs du SMA et de l'OMD = 0,5).

Source: FAO.

personnes sous-alimentées (Tableau 1, page 48).

L'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées en Inde peut être attribuée à un ralentissement de la croissance, voire à un léger déclin, des disponibilités énergétiques alimentaires par habitant depuis 1995-97. Sur le plan de la demande, l'espérance de vie en Inde est passée de 59 à 63 ans depuis 1990-92. Cet accroissement a eu une incidence importante sur l'évolution générale de la structure démographique, à tel point qu'en 2003-05, la hausse des besoins énergétiques alimentaires minimaux a dépassé la croissance des disponibilités énergétiques alimentaires.

En raison de l'action combinée du ralentissement de la croissance des disponibilités énergétiques alimentaires par habitant et de la hausse des besoins énergétiques alimentaires minimaux, l'Inde comptait, en 2003-05, 24 millions de personnes sous-alimentées de plus qu'en 1990-92. La hausse des besoins alimentaires de la population vieillissante représente environ 6,5 millions de tonnes par an en équivalent céréales. Toutefois, la prévalence de la faim en Inde a diminué de 24 pour cent en 1990-92 à 21 pour cent en 2003-05, constituant un progrès vers

la réalisation de l'objectif de réduction de la faim de l'OMD.

Progrès et échecs par pays

Étant donné que le nombre de personnes souffrant de faim chronique dans le monde en 2003-05 est resté à un niveau équivalent à celui de 1990-92 et qu'il augmente rapidement en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires, l'objectif du SMA, de réduire de moitié ce nombre d'ici 2015, semble désormais plus difficile à atteindre. À peine un tiers des pays en développement repris dans les estimations de la FAO sont parvenus à réduire le nombre de personnes sous-alimentées depuis 1990-92. Parmi ceux-ci, seuls 25 étaient, en 2003-05, sur la bonne voie pour réaliser l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, avant la hausse des prix alimentaires. Le défi de la lutte contre la faim sera particulièrement difficile à relever si les prix des denrées alimentaires restent élevés.

Principaux ratios retenus pour suivre la situation

Les objectifs du SMA et de l'OMD étaient de «réduire de moitié la faim» d'ici 2015.

Le Sommet mondial de l'alimentation préconisait de réduire le *nombre* de personnes souffrant de la faim de 50 pour cent d'ici 2015, alors qu'en adoptant le premier Objectif du Millénaire pour le développement, les pays se sont engagés à «réduire la *proportion* de personnes qui souffrent de la faim entre 1990 et 2015». Pour évaluer le degré de réalisation de ces objectifs, la FAO a établi une simple série de ratios pour chaque pays, divisant les estimations les plus récentes du nombre ou de la proportion de personnes souffrant de la faim par les chiffres correspondant pour la période de référence de 1990-92. Une valeur de 0,5 (un demi) signifie que l'objectif de «réduire de moitié» a été atteint. Une valeur inférieure à 1 signifie qu'il y a eu des progrès alors qu'une valeur supérieure à 1 correspond à un échec. La Figure 15 présente les valeurs pour les objectifs de réduction de la faim du SMA et de l'OMD pour chaque pays (données reprises dans le Tableau 1, page 48).

Zones sensibles et crises

L'analyse ci-dessus des tendances à long terme de la sous-alimentation met en évidence la prévalence marquée de la faim chronique dans des pays qui ont subi des crises alimentaires pendant plusieurs années consécutives. Les crises alimentaires peuvent subvenir à tout moment et partout dans le monde en raison de mauvaises conditions météorologiques, de catastrophes naturelles, de crises économiques, de conflits ou d'une combinaison de ces facteurs. Pour soutenir des mesures correctives et des interventions rapides destinées à prévenir toute détérioration de la situation de la sécurité alimentaire dans les pays touchés, le système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO surveille continuellement la situation

sur tous les continents et met à jour une liste de pays en crise. De nombreux pays repris sur la liste du SMIAR y restent longtemps ou y font de fréquentes apparitions et sont considérés comme des «zones sensibles», c'est-à-dire des régions où un nombre considérable de personnes souffrent gravement de la faim et de la malnutrition, de façon constante ou récurrente. La Figure 17 représente une carte des pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure (33 pays en août 2008).

Il est essentiel de mener une analyse rétrospective de la nature et des causes sous-jacentes des crises passées et en cours pour déterminer les interventions d'urgence et les mesures appropriées à déployer dans les zones sensibles. Cette analyse établit une base pour évaluer l'impact de la flambée des prix des pro-

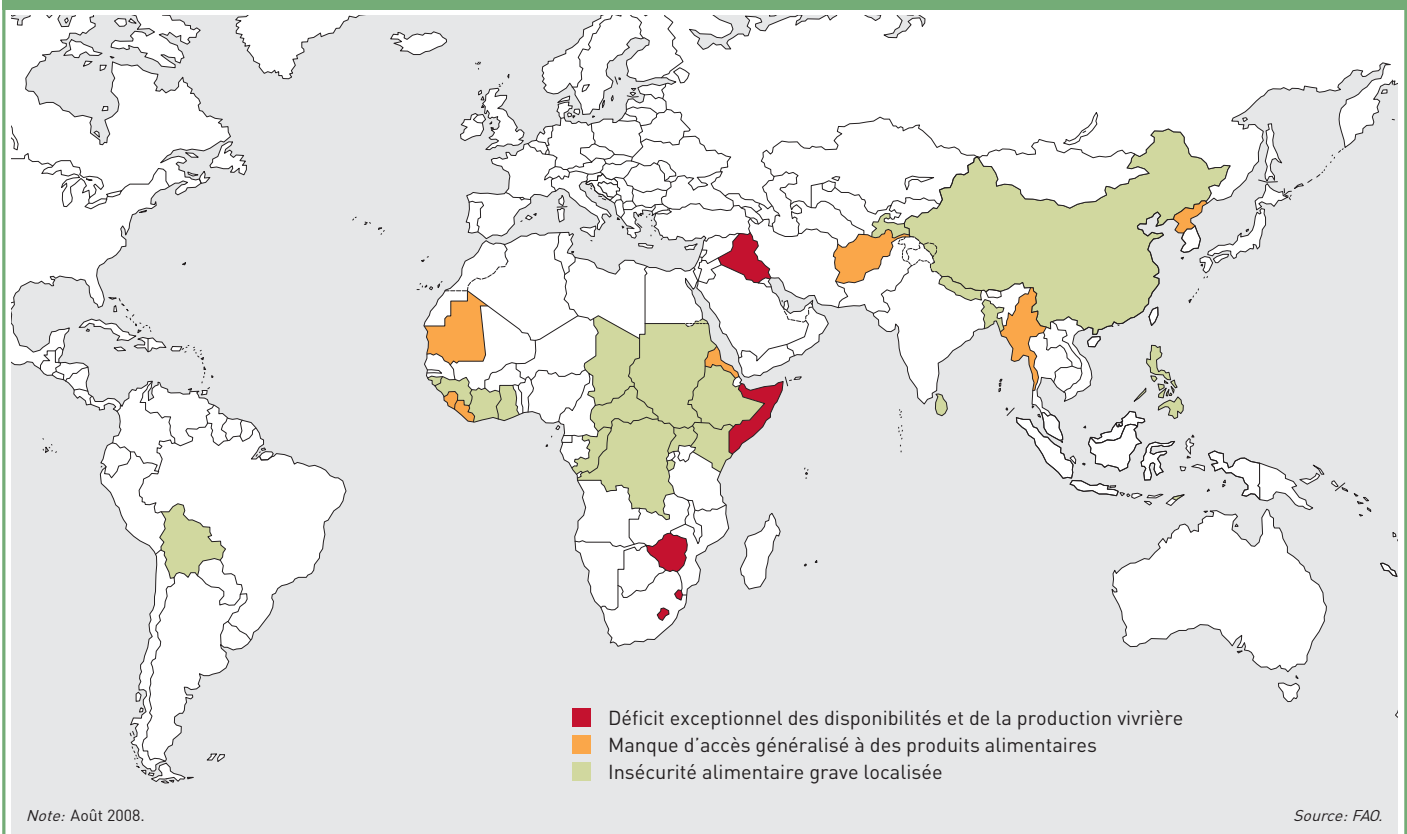
duits agricoles, des denrées alimentaires et des carburants sur des pays qui subissent déjà une crise (et sur de nombreux autres fortement vulnérables à ces chocs). Comme il est difficile de prévoir les conséquences de la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants sur les pays, les ménages et les individus du monde entier, la distinction entre pays «en crise» et pays «à risque» devient plus floue, ce qui complique singulièrement les activités de surveillance et le lancement en temps voulu d'une alerte rapide appropriée concernant les crises alimentaires imminentes.

Tendances des crises

En 2007, un nombre record de pays (47) a été confronté à des crises exigeant une

17

Pays confrontés à des crises alimentaires





aide d'urgence: vingt-sept pays d'Afrique, 10 d'Asie et 10 autres répartis dans d'autres régions du monde. Pour la période 1993-2000, 15 pays africains en moyenne ont été confrontés, chaque année, à des crises alimentaires. Depuis 2001, ce chiffre est passé à près de 25 pays. Après avoir été confrontés à une grave insécurité alimentaire pendant une saison, bon nombre de pays sont restés sur la liste des pays en crise pendant plusieurs années en raison des effets persistants de la sécheresse et/ou d'un conflit et d'une faible résilience. D'autres n'apparaissent sur la liste qu'occasionnellement et une surveillance attentive s'impose.

Au cours des 20 dernières années, un nombre accru de pays a été confronté à des crises alimentaires, dont les causes sous-jacentes sont devenues plus complexes. Dans de nombreux cas, les catastrophes causées d'origine humaine sont venues s'ajouter aux catastrophes naturelles, débouchant sur des crises longues et complexes. Dans d'autres cas, des

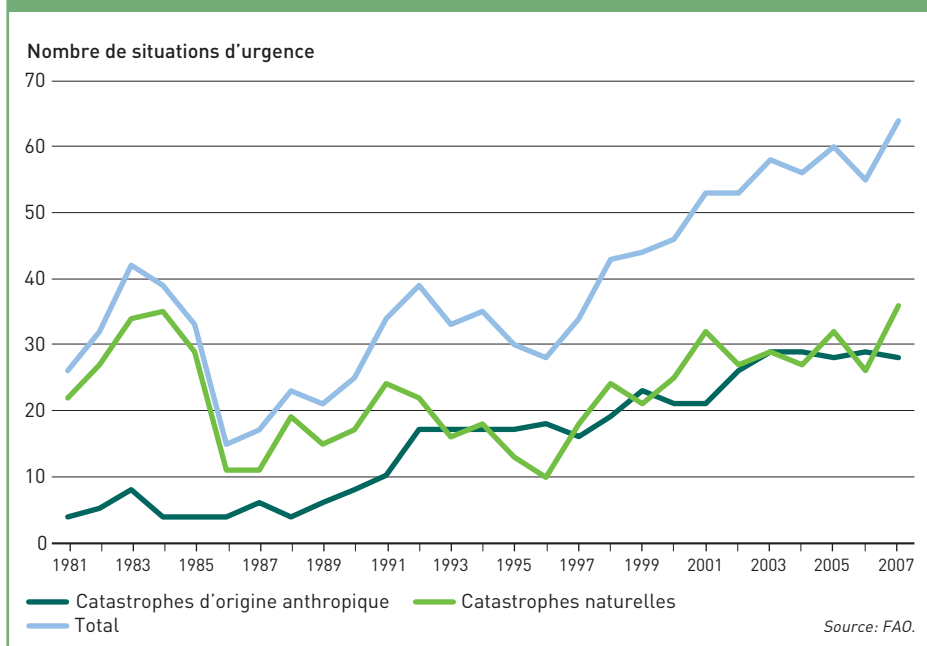
crises dues à l'intervention humaine ont été aggravées par des catastrophes naturelles. Ces dernières ont été les causes premières de l'insécurité alimentaire jusqu'au début des années 90; depuis 10 ans, les crises d'origine humaine gagnent en importance.

Catastrophes naturelles. Les catastrophes naturelles peuvent être classées selon qu'elles surviennent «lentement» (par exemple, une sécheresse ou des vagues de sécheresse) ou «soudainement» (par exemple, des inondations, des cyclones, des ouragans, des tremblements de terre et des éruptions volcaniques). Même si la proportion de catastrophes naturelles a diminué d'une manière générale avec le temps, les informations du SMIAR de la FAO indiquent que les catastrophes survenues soudainement, surtout les inondations, ont augmenté: elles représentaient 14 pour cent de toutes les catastrophes naturelles dans les années 80, pour passer à 20 pour cent dans les années 90 et à 27 pour cent

depuis 2000. Partout dans le monde, la fréquence des inondations a augmenté: d'environ 50 inondations par an vers la moitié des années 80, on arrive à plus de 200 inondations de nos jours⁵. Par contre, il y a eu un recul des crises alimentaires causées par des catastrophes naturelles survenues lentement. Les catastrophes qui apparaissent soudainement laissant nettement moins de temps à la planification et à l'intervention que celles qui surviennent plus lentement, leur augmentation a d'importantes implications pour les mesures d'atténuation et la mobilisation des moyens nécessaires pour se préparer aux urgences et intervenir afin de sauver des vies et de protéger les moyens d'existence.

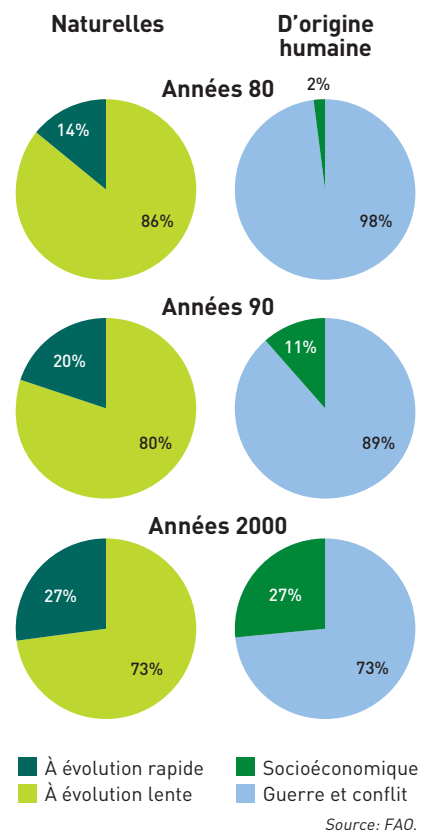
18

Causes des crises alimentaires, 1981-2007



19

Variation de la nature des catastrophes naturelles et d'origine humaine



La sous-alimentation dans le monde

Facteurs socioéconomiques. Les crises de nature humaine peuvent être divisées en deux catégories: les crises découlant de guerres ou de conflits et celles provoquées par des chocs socioéconomiques. Ces derniers peuvent provenir de facteurs internes – politiques économiques ou sociales inappropriées, différends liés à la propriété foncière ou détérioration de la santé publique – ou de facteurs externes. Parmi, les causes externes possibles, à noter l'effondrement des prix des produits exportés par un pays, provoquant une baisse des recettes d'exportation ou une forte augmentation des prix des denrées alimentaires importées (comme cela a été le cas ces deux dernières années). La part relative des crises alimentaires engendrées par des facteurs socioéconomiques a augmenté ces 30 dernières années pour passer de 2 pour cent dans les années 80 à 11 pour cent dans les années 90 et à 27 pour cent depuis 2000. Même si la proportion relative de pays subissant des crises alimentaires provoquées par des guerres et des conflits a diminué, le nombre absolu de crises de ce type a augmenté au cours de la même période, entraînant de nombreuses pertes de vies humaines, des destructions de biens et des déplacements de populations.

Nouvelles dimensions de la vulnérabilité

Les prix élevés des denrées alimentaires ont touché tous les pays, d'une façon ou d'une autre, mais ils ont eu des conséquences plus graves dans les pays qui connaissent un déficit structurel de la production vivrière, où les revenus sont faibles et où la plupart des ménages dépensent une part importante de leur budget pour se procurer des aliments. Bon nombre de ces pays ont déjà des taux élevés de sous-alimentation et la plupart d'entre eux font partie de la catégorie des «pays à faible revenu et à déficit vivrier» (PFRDV)⁶, établie par la FAO

dans les années 70, à la suite d'une précédente crise alimentaire mondiale. En 2008, 82 PFRDV devraient dépenser environ 169 milliards de dollars EU pour leurs importations alimentaires, contre 121 milliards en 2007, soit une augmentation de 40 pour cent. Leurs importations de céréales de base ont connu une augmentation encore plus forte, puisqu'elle atteint 50 pour cent. Vers la fin de 2008, la facture des importations alimentaires des PFRDV pourrait être quatre fois plus élevée qu'en 2000, représentant une charge énorme pour ces pays.

Les PFRDV en tant que groupe dépendent beaucoup plus pour des denrées alimentaires de base importées, mais il existe d'importantes différences parmi les pays et au sein des populations. Ces différences dépendent de nombreux facteurs: degré de dépendance à l'égard des importations, modes de consommation alimentaire, degré d'urbanisation, incidence des cours internationaux sur les prix à la consommation et à la production des produits de base (degré de répercussion des prix), variation des taux

de change réels et efficacité des mesures adoptées par les gouvernements pour faire face à la crise. Par exemple, parmi les pays qui importent la plupart des produits pétroliers et céréaliers dont ils ont besoin et qui connaissent également des taux élevés de sous-alimentation, on trouve l'Érythrée, Haïti, le Libéria, le Niger, la Sierra Leone et le Tadjikistan⁷. La plupart d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne et beaucoup figurent déjà sur la liste des pays en crise, établie par le SMIAR.

Implications pour les investissements

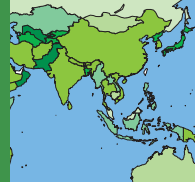
Les pays donateurs et les agences de développement, conscients de la nécessité de définir les priorités en matière d'aide d'urgence et de décisions d'investissement dans le contexte de la crise alimentaire mondiale actuelle, souhaitent obtenir des listes de pays jugés à risque.

Récemment, la FAO a analysé les principaux facteurs qui déterminent le degré

Échanges informels aux frontières

Le cas du Pakistan illustre la dynamique complexe des prix des marchandises aux niveaux national et régional. Le pays est un producteur et un consommateur assez important de blé au niveau régional et dispose généralement d'excédents. La production de blé en 2008 a baissé d'un peu plus de 6 pour cent par rapport au niveau record de l'année précédente et les importations de blé devaient s'élever à 2,5 ou 3 millions de tonnes. Malgré une intervention vigoureuse du gouvernement sur le marché national du blé, les prix ont fortement augmenté depuis la mi-2007. En effet, en juin 2008, les prix avaient presque doublé, dans les provinces en déficit, par rapport à l'année précédente. Dans ce cas, un

facteur déterminant doit être pris en compte: le prix du blé au Pakistan reste beaucoup plus faible que dans ses pays voisins et surtout en Afghanistan, où les conditions climatiques sont défavorables et où l'insécurité règne. Les fortes différences de prix entre les deux pays ont entraîné des échanges informels aux frontières et l'importation par le Pakistan de blé provenant des marchés internationaux. Dans le même temps, les ressources disponibles pour subventionner l'utilisation d'engrais étant limitées, les prix des engrais à base de phosphate diammonique ont augmenté de 60 pour cent au niveau des producteurs, entraînant une forte chute de leur utilisation et une baisse des rendements des cultures.



Pays pour lesquels une hausse des prix alimentaires peut aggraver l'insécurité alimentaire

| En crise alimentaire | À risque élevé |
|----------------------------------|-------------------------------|
| République centrafricaine | Cameroun |
| République démocratique du Congo | Comores |
| Côte d'Ivoire | Djibouti |
| Érythrée | Gambie |
| Éthiopie | Madagascar |
| Guinée | Mongolie |
| Guinée-Bissau | Mozambique |
| Haïti | Nicaragua |
| Kenya | Niger |
| Lesotho | Territoire palestinien occupé |
| Libéria | Rwanda |
| Sierra Leone | Sénégal |
| Somalie | Îles Salomon |
| Swaziland | Togo |
| Tadjikistan | République-Unie de Tanzanie |
| Timor-Leste | Yémen |
| Zimbabwe | Zambie |

Source: FAO.

de vulnérabilité des pays à l'égard des prix élevés des denrées alimentaires; pour ce faire, elle a examiné dans quelle mesure ils sont importateurs nets d'énergie et de céréales (après pondération de la proportion de céréales dans l'apport énergétique alimentaire) et quels sont les niveaux relatifs de la pauvreté et de la sous-alimentation dans ces pays. Outre les pays déjà en crise, qui ont besoin d'une aide extérieure (dont certains figurent dans la partie gauche du tableau), de nombreux autres pays ont été sérieusement touchés par la hausse des prix des marchandises, surtout ceux de l'énergie et des denrées alimentaires de base. Il s'agit notamment des pays repris dans la partie droite du tableau⁸.

Il est important de noter que certains pays qui ne figurent pas aujourd'hui sur la liste pourraient bien connaître une crise alimentaire dans un avenir proche, notamment à cause d'une catastrophe naturelle soudaine, de troubles civils, d'une crise financière ou d'une combinaison de facteurs. Le Bangladesh est l'un de ces pays: il figure toujours sur la

liste du SMIAR de la FAO en tant que pays connaissant une «insécurité alimentaire grave localisée» à la suite d'inondations et du passage du cyclone Sydr à la fin de 2007, mais on peut noter des signes évidents d'amélioration de la sécurité alimentaire. Le Bangladesh figure également sur la liste des pays sérieusement touchés par les prix élevés des denrées alimentaires qui doivent faire l'objet d'une surveillance étroite et constante de la situation. Dans d'autres cas, la hausse des prix des denrées alimentaires dans certains pays est fortement influencée par la situation dans les pays limitrophes, comme c'est le cas pour les prix du blé au Pakistan.

Répercussions sur les alertes rapides

Étant donné que la situation alimentaire mondiale est très dynamique, le SMIAR a dû revoir le concept de «pays en crise nécessitant une aide extérieure». Outre les crises provoquées par des événements naturels et par des chocs économiques

occasionnels, les lourdes retombées de la hausse des prix alimentaires vont faire basculer certains pays qui sont déjà en crise dans une situation encore plus précaire ou vont aggraver la situation d'autres pays, qui pourraient devenir, eux aussi, des pays en crise.

Le SMIAR surveille la production vivrière, tient à jour les bilans de l'offre et de la demande au niveau national et produit des agrégats au niveau mondial. Par ailleurs, il surveille et analyse les marchés mondiaux et les échanges des produits de base (y compris les prix des denrées alimentaires), rédige des rapports réguliers à ce sujet et dresse également les perspectives générales de l'alimentation. Pour améliorer ces fonctions tout en fournissant des avis ainsi qu'une assistance technique aux pays pour les aider à faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, le SMIAR a renforcé ses capacités de collecte et d'analyse des données dans trois grands domaines:

- la surveillance des prix des marchandises/denrées alimentaires aux niveaux international et national, y compris à l'échelon infranational;
- la surveillance des mesures adoptées par les pays pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires;
- l'analyse des répercussions de la hausse des prix des aliments sur les ménages, en milieu urbain et rural, en prenant en considération les variables mentionnées ci-dessus.

Le SMIAR tient le monde au courant de l'évolution de la situation, en prenant constamment le pouls d'une situation alimentaire mondiale en constante mutation et en surveillant les nombreux facteurs de risque qui exposent les pays à une détérioration subite de leur sécurité alimentaire.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Les ménages pauvres sont les plus durement touchés

Les estimations de la FAO indiquent que la faim a augmenté à l'échelon mondial sous l'effet des prix élevés des aliments. Alors que les médias consacrent de nombreux reportages aux personnes, familles et communautés touchées, il apparaît important de comprendre qui, en dernière analyse, se trouve pénalisé par ces prix élevés et qui en tire parti et pourquoi. Ces connaissances permettront de mettre en œuvre des politiques et programmes au bénéfice des plus pauvres.

La FAO a examiné l'incidence des prix élevés des denrées alimentaires sur le bien-être des ménages. Les analyses empiriques présentées dans cette section montrent que, à court terme, ce sont les ménages pauvres des zones rurales et urbaines qui, en grande majorité, sont les plus affectés. Parmi eux, ceux sans terre ou ceux dirigés par des femmes sont les plus vulnérables. Les répercussions sont toutefois variables, même chez les ménages pauvres, et dépendent de plusieurs facteurs.

La mesure dans laquelle les ménages produisent les aliments qu'ils consomment, plutôt que de les acheter sur le marché, est un facteur particulièrement important. On considère qu'un ménage est acheteur net d'aliments lorsque la valeur des denrées de base qu'il produit est inférieure à celle des denrées de base qu'il consomme. Les ménages pauvres sont généralement acheteurs nets d'aliments, même dans les zones rurales où l'agriculture et la production de denrées de base déterminent les principaux moyens d'existence. Selon les chiffres de la FAO portant sur neuf pays en développement, les trois quarts environ des ménages ruraux et 97 pour cent des ménages urbains sont acheteurs nets d'aliments (voir le tableau).

Les acheteurs nets d'aliments devraient être pénalisés par le renchérissement des denrées de base. L'ampleur du choc dépend en partie des régimes types. Les ménages qui consacrent une grande

partie de leurs revenus à l'achat d'aliments faisant l'objet d'un commerce international (tels que l'orge, le riz et le maïs) risquent davantage de voir baisser leur bien-être global. Cette catégorie comprend la plupart des ménages urbains. L'ampleur de cette baisse dépend de la capacité du ménage à modifier ses habitudes de consommation au profit de denrées moins onéreuses, généralement non commercialisées sur les marchés internationaux,

comme les racines et les tubercules. À l'inverse, les ménages qui possèdent des terres ou tirent une part de leurs revenus de la production et de la vente d'aliments de base qui font également l'objet d'un commerce international pourraient profiter de l'envolée des cours mondiaux. Toutefois, le niveau élevé du prix des carburants et des engrais devrait absorber une partie de ces gains. À moyen terme, la plupart des agriculteurs tendent

Philippines: le prix du riz accentue la pauvreté

Aux Philippines, le renchérissement du riz pousse de plus en plus de familles vers la pauvreté, ce qui pèse sur la réalisation de l'OMD 1 (qui est de réduire de moitié le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1 dollar EU par jour à l'horizon 2015). L'extrême pauvreté, qui touchait plus de 24 pour cent des familles philippines en 1991 était tombée à 13,3 pour cent en 2003, mais elle recommence aujourd'hui à augmenter.

L'inflation a gagné près de 2 pour cent entre mars et avril 2008, pour s'établir à 8,3 pour cent. Elle a atteint 9,6 pour cent en mai, soit son plus haut niveau depuis

1999. Joel Saracho, Coordonnateur national de l'Alliance mondiale contre la pauvreté aux Philippines note que les «revenus sont déjà à peine suffisants pour satisfaire les besoins quotidiens et, pourtant, le pouvoir d'achat [des ménages] enregistre un nouveau recul». Leonardo Zafra, agent de sécurité à Manille, explique que son ménage a été contraint d'emprunter à des taux exorbitants: «Nos dettes s'accumulent». Son salaire de 260 pesos par jour (environ 6,50 dollars EU) ne suffisait pas à payer les services de base, l'éducation de ses enfants et la nourriture.

Source: IRIN news service, mai/juin 2008.

Acheteurs nets de denrées de base

| | Ensemble des ménages | | | Ménages pauvres | | |
|----------------------|----------------------|--------|------|-----------------|--------|------|
| | Urbains | Ruraux | Tous | Urbains | Ruraux | Tous |
| | (en pourcentage) | | | | | |
| Albanie, 2005 | 99,1 | 67,6 | 82,9 | * | * | * |
| Bangladesh, 2000 | 95,9 | 72,0 | 76,8 | 95,5 | 83,4 | 84,2 |
| Ghana, 1998 | 92,0 | 72,0 | 79,3 | * | 69,1 | * |
| Guatemala, 2000 | 97,5 | 86,4 | 91,2 | 98,3 | 82,2 | 83,1 |
| Malawi, 2004 | 96,6 | 92,8 | 93,3 | 99,0 | 94,8 | 95,0 |
| Nicaragua, 2001 | 97,9 | 78,5 | 90,4 | 93,8 | 73,0 | 79,0 |
| Pakistan, 2001 | 97,9 | 78,5 | 84,1 | 96,4 | 83,1 | 85,4 |
| Tadjikistan, 2003 | 99,4 | 87,0 | 91,2 | 97,1 | 76,6 | 81,4 |
| Viet Nam, 1998 | 91,1 | 32,1 | 46,3 | 100,0 | 40,6 | 41,2 |
| Moyenne non pondérée | 96,4 | 74,1 | 81,7 | 97,2 | 87,9 | 78,5 |

* Données insuffisantes.

Source: FAO.



à accroître la part des cultures les plus rentables, ce qui pourrait leur permettre de passer du statut d'acheteurs nets à celui de vendeurs nets. Leur capacité d'adaptation dépend de l'évolution de la structure des prix relatifs et de leur accès aux terres, aux ressources et aux servi-

ces nécessaires (voir pages 34-40). La FAO a simulé les répercussions à court terme qu'une hausse de 10 pour cent du prix de plusieurs aliments de base faisant l'objet d'un commerce international pourrait avoir sur les revenus de différents types de ménages, en milieu urbain et

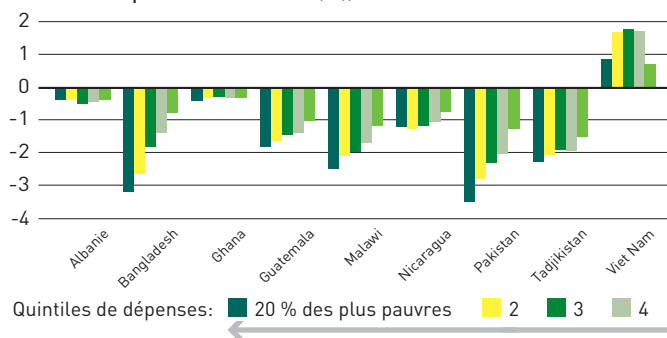
rural (voir l'encadré pour la méthodologie). Il s'est révélé impossible d'utiliser les variations de prix effectivement observées dans chaque pays. En effet, les prix en devises locales ne reflètent pas toujours fidèlement les cours mondiaux (voir l'Encadré page 10) et les hausses varient

20

Une hausse de 10 pour cent du prix des denrées de base fragilise encore davantage les ménages les plus pauvres

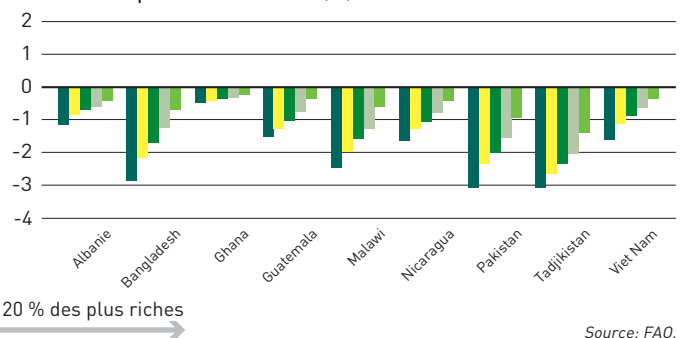
Ménages ruraux

Variation des prix sur le bien-être (%)



Ménages urbains

Variation des prix sur le bien-être (%)



Source: FAO.

Incidence sur le bien-être d'une hausse des denrées de base

L'incidence probable à court terme sur le bien-être a été calculée pour des groupes de ménages classés selon leurs revenus, leurs biens fonciers et leurs stratégies de subsistance, sur la base de données d'enquête portant sur des échantillons représentatifs de plusieurs pays. Elle correspond au revenu nécessaire pour que le ménage revienne à sa situation d'avant le choc des prix élevés, c'est-à-dire qu'elle indique la perte de revenu réel due aux prix élevés des aliments. On retrouve ce chiffre aux Figures 20-23 du corps du texte, exprimé en pourcentage de variation des dépenses totales de consommation. Pour parvenir à cette estimation, on a comparé l'évolution de la part des principaux produits alimentaires dans la consommation et les revenus des ménages après une hausse de 10 pour cent de leur prix. La méthodologie employée est similaire à celle de Deaton¹ et de Minot et Goletti².

Dans chaque pays, ces denrées ont été choisies selon leur poids dans les dépenses totales d'alimentation, avec le résultat suivant: blé, maïs et riz pour l'Albanie; riz, blé et légumes secs pour le Bangladesh; maïs et riz pour le Ghana; maïs, blé et haricots pour le Guatemala; maïs, riz et haricots pour le Malawi et le Nicaragua;

blé, riz et haricots pour le Pakistan et le Tadjikistan; et riz, maïs et haricots pour le Viet Nam.

Les résultats présentés font exclusivement référence à l'incidence à court terme des prix élevés des aliments. Les répercussions sur le comportement de production et de consommation des ménages au fil du temps ne sont pas intégrées. En outre, les augmentations de prix pourraient s'étendre, dans certains pays, à des denrées qui ne sont pas commercialisées sur le plan international, par exemple le manioc. Dans ce cas, les résultats seraient sous-estimés pour les groupes de ménages qui dépensent une part importante de leurs revenus en produits de base non échangeables. Enfin, et pour simplifier, la simulation présume que les variations des prix se transmettent de la même manière aux différents types de ménages, aux consommateurs urbains comme aux petits agriculteurs de zones reculées.

¹ A. Deaton. 1989. Rice prices and income distribution in Thailand: a non-parametric analysis. Dans *The Economic Journal*, 99(395): 1-37.
² N. Minot et F. Goletti. 2000. *Rice market liberalization and poverty in Viet Nam*. Rapport de recherche n° 114 de l'IFPRI. Washington.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

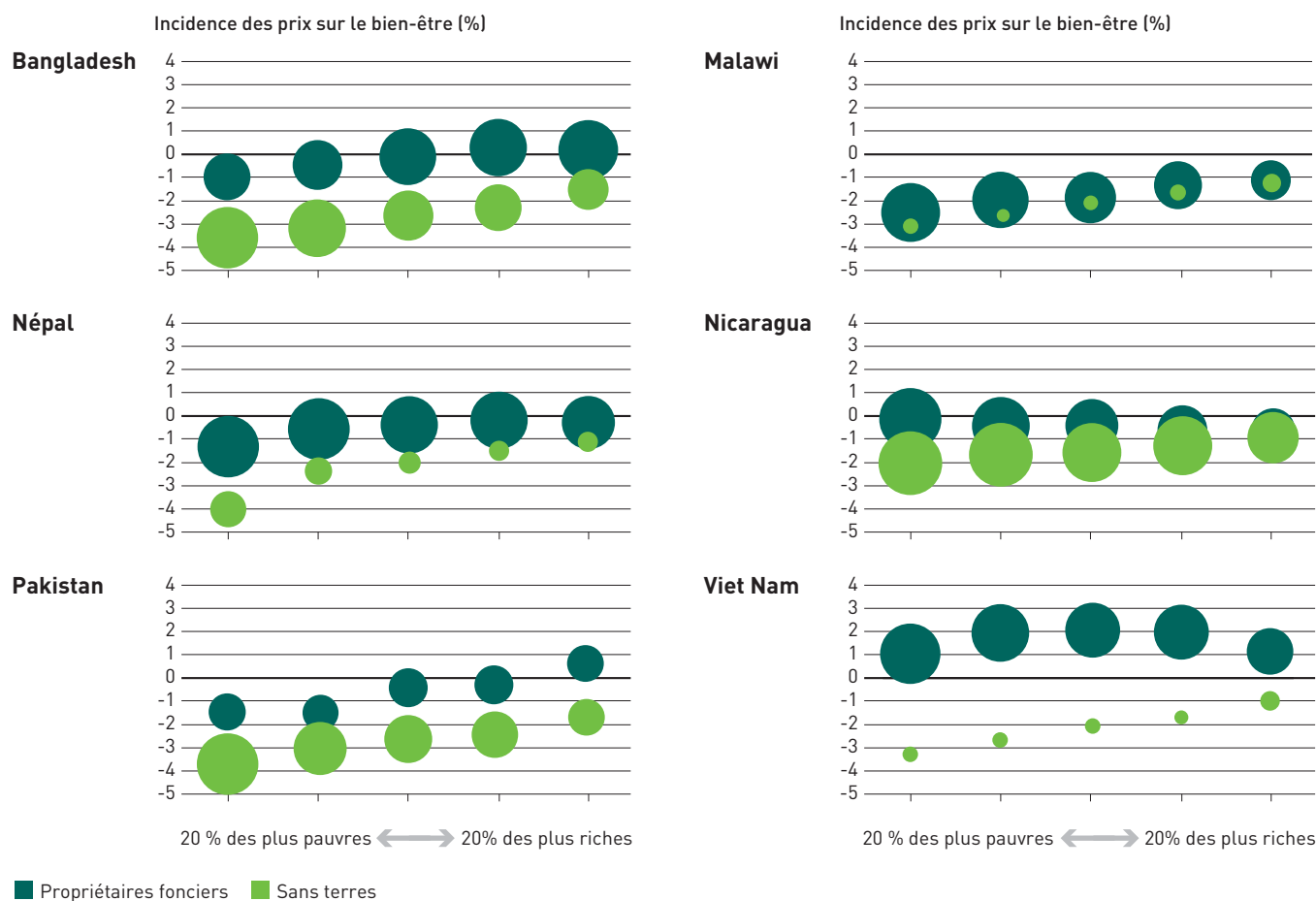
au sein des pays. L'hypothèse d'une augmentation uniforme de 10 pour cent permet d'illustrer la distribution des effets entre les différents groupes de ménages et de faire des comparaisons plus pertinentes entre pays. Des simulations intégrant des augmentations plus importantes, comme on en voit beaucoup dans les pays, généreraient des effets plus marqués mais la distribution entre groupes de ménages resterait identique.

En termes de pourcentage de baisse des revenus, les ménages les plus pauvres des zones urbaines et rurales appa-

raissent les plus affectés par la hausse des prix alimentaires. Cela est inquiétant car l'érosion de leurs revenus réels pèse sur leur capacité à subvenir à leurs besoins de base mais aussi sur leurs perspectives d'échapper à la pauvreté. Pour supporter la pression supplémentaire exercée par les prix élevés des denrées alimentaires, les ménages pauvres pourraient devoir vendre des actifs, et diminuer ainsi leurs moyens d'existence, réduire le nombre et/ou la diversité de leurs repas ou revoir à la baisse certaines dépenses non alimentaires essentielles comme la santé et l'éducation.

Les ménages sont en général moins affectés dans les pays où le régime alimentaire est largement composé de denrées non commercialisées sur le plan international. Par exemple, les ménages ghanéens semblent relativement protégés des fluctuations des marchés alimentaires internationaux car leur alimentation se compose en grande partie de denrées locales telles que le manioc et le sorgho. Si leurs prix augmentaient du fait d'un accroissement de la demande, le renchérissement des aliments aurait une incidence bien plus forte.

21 Incidences sur le bien-être d'une augmentation de 10 pour cent des prix des produits de base sur les ménages ruraux, par propriété



Note: La taille de la bulle représente la portion relative de cette catégorie de population rurale qui possède ou non des terres.

Source: FAO.



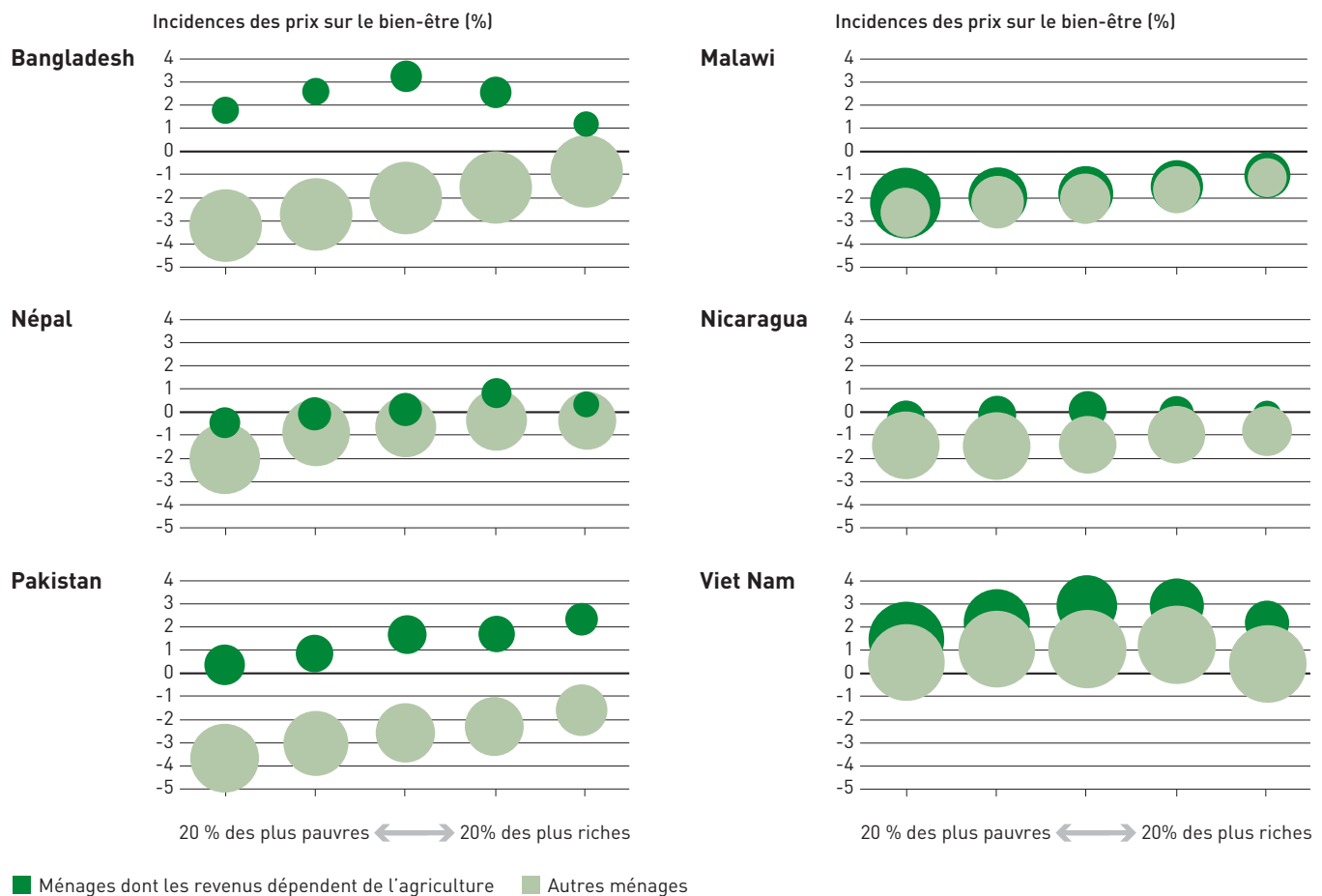
Les effets du renchérissement peuvent varier sensiblement entre les pays où les habitudes alimentaires sont semblables mais non la distribution des terres et les niveaux de productivité. Au Bangladesh et au Viet Nam, le riz est à la fois le principal aliment et la première culture vivrière des petits agriculteurs. La répartition des terres est assez égalitaire au Viet Nam, où la plupart des agriculteurs produisent et vendent du riz. Du fait des gains de productivité spectaculaires réalisés par les petits paysans ces dernières décennies, le pays est devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux de

cette céréale. La plupart des agriculteurs du Bangladesh ont au contraire un accès limité à la terre, souvent par l'intermédiaire de contrats fonciers, notamment des accords de métayage. Compte tenu des différences de régimes fonciers, et donc de la part variable de l'agriculture dans les revenus des ménages, le renchérissement du riz a une incidence très différente sur le bien-être des populations rurales des deux pays. Au Viet Nam, même les ménages les plus pauvres en tirent parti. Au Bangladesh, le phénomène a globalement des répercussions négatives sur les différents groupes de revenus et

en particulier sur les ménages les plus pauvres et sans terre.

L'accès aux principaux biens de production, la terre en particulier, influence la mesure dans laquelle les ménages, même à niveau de revenus similaire, sont touchés par la flambée des aliments ou en tirent parti. Dans l'ensemble, ce sont les ménages sans terre qui sont le plus durement affectés par le phénomène. Les propriétaires fonciers, en particulier les plus riches, sont bien placés pour tirer parti de la hausse des aliments de base faisant l'objet d'un commerce international.

22 Incidences sur le bien-être d'une augmentation de 10 pour cent des prix des produits de base sur les ménages ruraux, par moyen d'existence



Note: La dimension de la bulle représente la part relative de cette catégorie de la population rurale qui est spécialisée dans les activités agricoles ou non agricoles.

Source: FAO.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Le prix élevés des aliments peuvent-ils aider les pauvres?

Par définition, les ménages pauvres produisent rarement suffisamment de denrées pour se nourrir et plus rarement encore un excédent commercialisable, ce qui en fait des acheteurs nets d'aliments. À brève échéance, le niveau élevé des prix des aliments pénalise les acheteurs nets, riches ou pauvres, mais son impact sur les plus démunis peut être dévastateur. Cela dit, il peut également, dans certaines circonstances, leur être favorable à court terme. Si les plus démunis sont vendeurs nets d'aliments, comme au Viet Nam, la flambée contribuera à réduire la pauvreté (le fait que ce pays exporte une grande partie de sa production joue également un rôle positif). Cette situation semble toutefois plutôt rare. En règle générale, malgré certaines exceptions, le renchérissement des aliments pénalise les pauvres. À moyen terme, la hausse du prix des aliments incite à augmenter la production, ce qui implique un accroissement de la demande de main-d'œuvre agricole et un relèvement des salaires du secteur. Les salaires agricoles sont une source de revenus importante pour les ruraux pauvres. Leur hausse pourrait amplement compenser les pertes de bien-être dues à la flambée des prix des denrées.

Toutefois, il convient de tenir compte de la rapidité des hausses des salaires agricoles et de leur ampleur. Au Bangladesh, elles ont bien compensé la hausse des prix des aliments au cours des années 50 et 60, mais seulement après plusieurs années¹. Des travaux supplémentaires doivent être menés sur cette question.

Enfin, il apparaît clairement que la croissance agricole axée sur la productivité, en particulier lorsqu'elle est le fait de petits producteurs, a dans l'ensemble une incidence économique positive sur les zones rurales. La hausse de la productivité et des salaires agricoles se traduit aussi par une hausse de la demande pour les biens et services non agricoles produits dans les zones rurales, ce qui alimente la progression de l'emploi, des salaires et des revenus ruraux. La question est alors de savoir dans quelle mesure la hausse des prix des denrées alimentaires se traduira par des gains de production et de productivité, et combien de temps il faudra attendre pour que la croissance agricole entraîne un développement rural global.

¹ M. Ravallion. 1990. Rural welfare effects of food price changes under induced wage responses: theory and evidence for Bangladesh. *Oxford Economic Papers*, 42(3): 574-585.

Les stratégies de subsistance des ménages sont un autre facteur essentiel déterminant l'incidence du renchérissement des denrées sur le bien-être des ménages. Les ménages agricoles (ceux qui tirent de l'agriculture plus de 75 pour cent de leurs revenus) devraient profiter de la hausse, ou moins en souffrir, selon

La Corne de l'Afrique: la population pauvre urbaine frappée de plein fouet

Les citoyens pauvres sont le nouveau visage de la faim dans la Corne de l'Afrique, une région où plus de 14,6 millions de personnes ont aujourd'hui besoin d'aide humanitaire du fait de l'insuffisance des pluies, du renchérissement des aliments et des carburants, des conflits, des maladies animales, de l'inflation et de la pauvreté. Selon le Programme alimentaire mondial, la situation des citoyens pauvres s'est aggravée car ils continuent de subir les répercussions de la flambée du prix des aliments. D'autres ont réclamé une action immédiate pour faire en sorte que la faim ne devienne un engrenage sans issue dans la région, tout en soulignant que les urbains pauvres sont ceux le plus à risque.

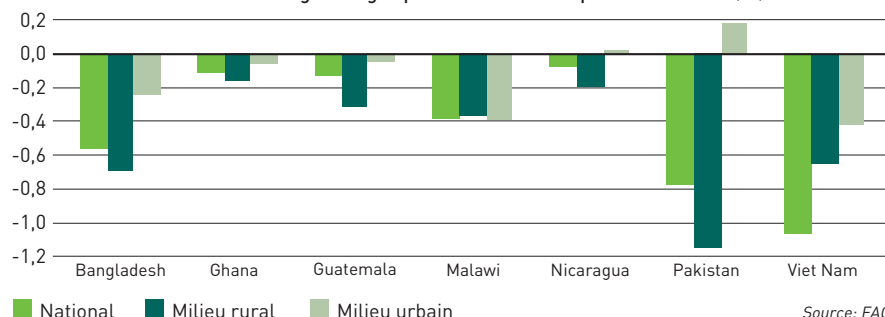
À ce jour, près de 20 millions de personnes vivent dans les bidonvilles de la Corne de l'Afrique et souffrent directement des fluctuations des denrées de base, qui réduisent le pouvoir d'achat et les économies des familles. Bellatu Bakane, 38 ans, une mère de trois enfants qui habite à Addis-Abeba, se sent très frustrée: «Je me fâche, car chaque fois que je me rends [sur le marché], les prix des aliments sont plus élevés» ... «car étant donné que les prix des aliments augmentent, cela nous contraint à moins manger.» De nombreux Éthiopiens sautent des repas et doivent supprimer des «produits de luxe» tels que les légumes et les œufs.

Source: IRIN news service, juin/juillet 2008.

23

L'augmentation des prix alimentaires frappe plus durement les ménages dirigés par des femmes

Variation du bien-être des ménages dirigés par des femmes ou par des hommes (%)





l'importance de leur production d'aliments de base. Au Pakistan et au Viet Nam, et même au Bangladesh, les ménages agricoles tirent un gain substantiel de la hausse, ces bénéfices s'étendant même à certains ménages pauvres. Plus surprenant peut-être, les ménages agricoles les plus aisés n'en profitent pas toujours car ils cultivent parfois d'autres produits qui ne se renchérissent pas nécessairement, comme les cultures à forte valeur ou non alimentaires (par exemple le tabac au Malawi) ou pratiquent l'élevage.

L'incidence sur le bien-être d'une hausse de 10 pour cent du prix des denrées de base varie également selon le sexe. Parmi les ménages urbains (pour l'essentiel acheteurs nets d'aliments), ceux dirigés par des femmes enregistrent, en proportion, un recul de leur bien-être supérieur à ceux dirigés par des hommes. Parmi les pays analysés, le Pakistan est sur ce point l'exception la plus notable. Les ménages dirigés par des femmes y représentent une part plus importante des groupes de revenus les plus aisés. Chez les ménages ruraux, cette catégorie enregistre un recul du bien-être beaucoup plus marqué dans tous les pays.

Au plan national, les ménages dirigés par des femmes sont dans l'ensemble plus vulnérables aux chocs découlant de la flambée des prix alimentaires. Il existe à cela deux raisons. Tout d'abord, ils tendent à dépenser, pour se nourrir, une part plus importante de leur budget que ceux dirigés par des hommes; par conséquent, ils sont davantage touchés par la hausse des prix des denrées. Deuxièmement, ils font face à divers obstacles qui pèsent sur la capacité des femmes à produire davantage d'aliments et donc à profiter de la flambée des prix, au premier chef les différences d'accès aux intrants et aux services, en particulier à la terre et au crédit.

Prix élevés et sous-alimentation – analyse au niveau des ménages

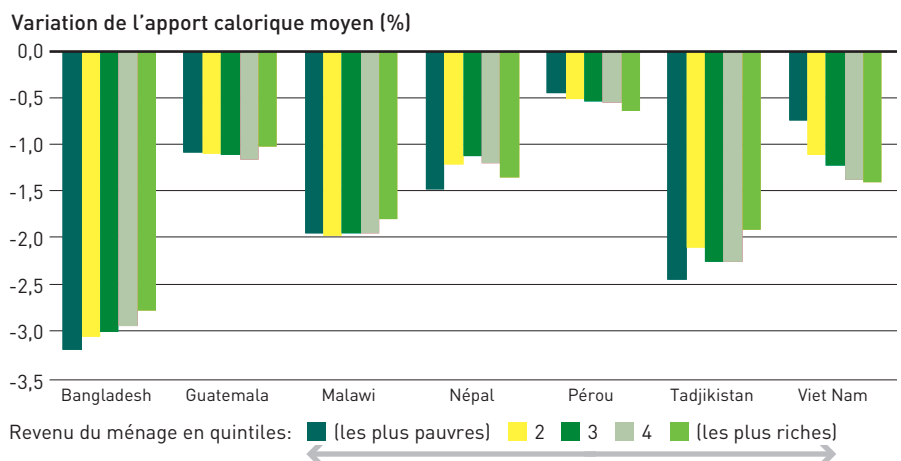
Au-delà des effets sur le bien-être des ménages, il convient de comprendre comment les variations de prix se répercutent sur l'apport calorique et, en bout de chaîne, sur les statistiques nationales ayant trait à la sous-alimentation. À cette fin, on a étudié l'effet d'une hausse de 10 pour cent du prix de la principale céréale de base sur l'apport énergétique alimentaire à partir de données collectées chez des ménages de sept pays différents. Les céréales en question étaient le riz au Bangladesh, au Népal et au Viet Nam; le maïs au Guatemala et au Malawi; et le blé au Pérou et au Tadjikistan. Bien que restreint, ce groupe de pays présente une grande diversité en termes d'habitudes et de production alimentaires ainsi que de sources de revenus.

Il est difficile d'établir quels sont les ménages les plus exposés à une augmentation de la sous-alimentation sous l'effet d'une hausse des prix alimentaires. En effet, les facteurs déterminant l'apport énergétique varient sensiblement entre les pays, et même à l'intérieur de ceux-ci. Tout d'abord, la baisse de pouvoir d'achat est plus marquée pour les ménages qui dépensent le plus pour se nourrir, qui sont

aussi généralement les plus pauvres. Toutefois, la hausse des prix des denrées alimentaires également celle des revenus des ménages producteurs d'aliments, qui peuvent être surreprésentés chez les plus pauvres comme chez les plus aisés. Les préférences sont également importantes, car elles déterminent les modalités de substitution alimentaire et la modification de la consommation alimentaire en fonction des variations de revenu.

Les résultats ne sont pas aussi clairs que ceux de l'analyse du bien-être. Ménages urbains et ruraux confondus, il apparaît que les pays où l'aliment de base constitue une part importante de l'apport énergétique alimentaire total (Bangladesh, Malawi et Tadjikistan) sont les plus durement touchés et que la baisse de la consommation de calories est relativement plus marquée chez les pauvres. Toutefois, au Viet Nam, où le principal aliment de base représente 60 pour cent de l'apport énergétique alimentaire total, la hausse des revenus tirés de la production de riz atténue l'incidence du renchérissement des aliments et cet effet est relativement plus marqué chez les ménages les plus pauvres.

Variation de l'apport énergétique alimentaire, par groupes de revenus



Source: FAO.

Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

Mécanismes d'adaptation et conséquences nutritionnelles

La section précédente a montré comment la hausse des prix des aliments de base peut affecter le bien-être des ménages, un facteur important déterminant l'accès à l'alimentation, en particulier pour les plus pauvres. À court terme, les ménages ont un choix restreint ou même nul quant aux moyens de s'adapter au niveau élevé des prix alimentaires, ce qui les amène souvent à réduire leur régime alimentaire quotidien. À moyen et long terme cependant, ils peuvent utiliser différentes stratégies pour faire face à la baisse de pouvoir d'achat imputable au renchérissement des aliments.

Selon l'ampleur, la fréquence et la durée des hausses, les stratégies d'adaptation des ménages peuvent être alimentaires, non alimentaires ou mixtes.

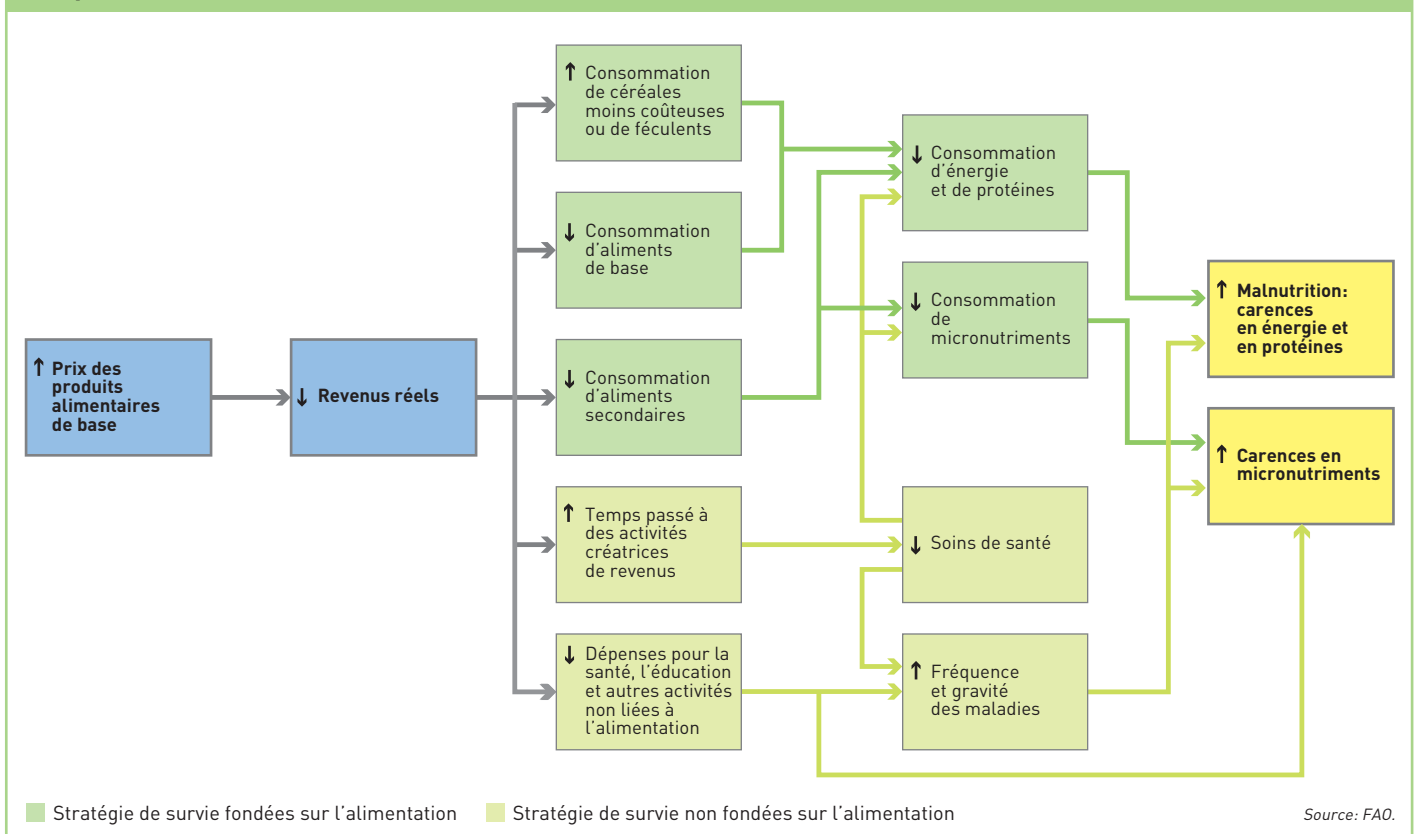
Dans les pays où prévaut un régime diversifié, ils réagiront à une montée en flèche soudaine des prix alimentaires en réduisant d'abord le nombre d'aliments consommés dans les différents groupes, sans modifier leur consommation globale d'aliments de base.

Le prix élevé des produits faisant l'objet d'un commerce international, tels que les céréales de base et les huiles végétales, devrait accroître la prévalence de la malnutrition chez les ménages urbains et ruraux, en particulier dans les pays où les régimes sont déjà peu diversifiés. Les liens entre des prix alimentaires élevés et la nutrition sont complexes et dépendent du contexte, notamment de la distribution géographique des hausses, du nombre de produits concernés dans le pays et

des choix des ménages influant sur les pratiques alimentaires, sanitaires et de soins. La Figure 24 présente les différentes réponses que peuvent apporter les ménages et les répercussions potentielles des différentes stratégies d'adaptation sur l'état nutritionnel des personnes.

Lorsqu'on analyse l'incidence sur la nutrition du comportement adopté par les ménages et les individus du fait du prix élevé des aliments, on classe généralement les stratégies d'adaptation en deux catégories: alimentaires ou non alimentaires. Parmi les stratégies alimentaires, un fléchissement soudain du pouvoir d'achat peut, par exemple, amener les populations à modifier la quantité et la qualité des aliments consommés et/ou à en réduire la diver-

24 **Comportement de survie des ménages et incidences nutritionnelles résultant d'une hausse soudaine des prix alimentaires**





sité. Ainsi, une hausse du riz importé en Afrique de l'Ouest pourrait contraindre les ménages à basculer vers un riz national moins onéreux ou d'autres féculents tels que le sorgho ou le mil. Les ménages à faible revenu qui n'ont guère la possibilité de réduire la diversité de leurs régimes alimentaires réagiront simplement en diminuant le nombre de repas quotidiens et leurs dépenses non alimentaires. Parmi les stratégies d'adaptation non alimentaires figure la réduction des dépenses de santé et d'éducation ainsi que la recherche d'autres sources de revenus visant à compenser la perte de pouvoir d'achat. Il est important de noter que l'ampleur des répercussions sur les ménages et les personnes dépend largement de leur comportement de consommation et de leurs revenus *avant* le choc de prix.

Des incidences variables sur la nutrition

Au plan national, plus le revenu par habitant est important, plus la part allouée à l'alimentation se réduit. En moyenne, elle va d'environ 60 pour cent dans les pays les plus pauvres à 15 pour cent ou moins dans ceux à revenu élevé. Les ménages des pays à faible revenu tirent généralement des céréales une part plus importante de leur apport énergétique total. Par conséquent, le renchérissement des aliments, en particulier des céréales, aura un impact plus marqué dans les pays à faible revenu. Cet effet est amplifié dans ceux où une large part de la population est déjà sous-alimentée et où les régimes des pauvres sont moins diversifiés. Les ménages doivent alors réduire le nombre de repas et/ou leurs portions, d'où un recul de l'apport énergétique et une progression de la sous-alimentation. Dans les pays aux régimes plus diversifiés, le principal problème nutritionnel associé au choc de prix est l'augmentation du risque de carences en micro-

nutriments essentiels tels le fer et la vitamine A, les ménages étant contraints de consommer moins d'aliments.

Diversité alimentaire et nutrition

Les bilans alimentaires nationaux témoignent de la forte influence que les revenus exercent sur les choix alimentaires. La part de l'apport calorique issu d'aliments d'origine animale, des huiles végétales, du sucre, des fruits et des légumes augmente avec le revenu par habitant, alors que celle des racines, des tubercules et des légumes secs se réduit. Par conséquent, les régimes alimentaires des pays à faible revenu sont généralement riches en céréales, en racines et en tubercules, alors que les pauvres consomment moins de viande, de produits laitiers, d'huile ainsi que de fruits et légumes (englobés sous l'intitulé «Autres» à la Figure 25). Ces aliments sont généralement plus chers mais ce sont aussi ceux où la concentration de nombreux nutriments est la plus élevée. Les produits carnés et laitiers sont riches en protéines et micronutriments de grande qualité comme le fer, le zinc et la vitamine A. Les fruits

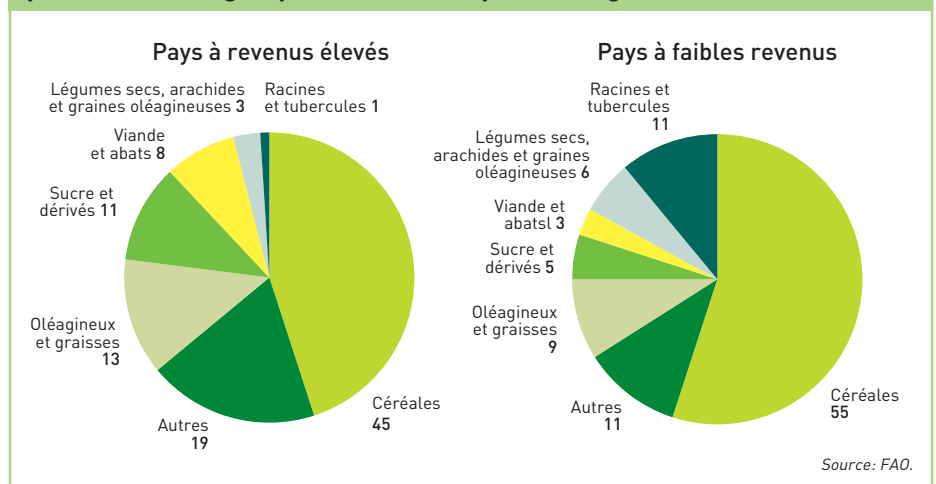
et légumes contiennent des précurseurs de la vitamine A. Les huiles sont riches en énergie alimentaire. Ainsi, les pauvres des pays en développement souffrent généralement de façon disproportionnée de la malnutrition car une alimentation diversifiée et bien équilibrée leur est trop onéreuse.

La première réaction des ménages face aux prix élevés des aliments est d'acheter moins de denrées ou de basculer vers des produits moins chers. Malgré le renchérissement du riz à l'importation après la dévaluation du franc CFA en 1994, de nombreux ménages urbains de Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal ont continué d'en consommer dans les mêmes quantités. La charge pesant sur les budgets alimentaires a amené les ménages les plus pauvres de ces régions à réduire la diversité de leurs régimes. Ainsi, à Dakar (Sénégal) et Brazzaville (Congo), la part des graisses et des légumes dans l'alimentation a encore diminué⁹.

Les femmes et les enfants sont particulièrement exposés aux effets nutritionnels dus aux prix élevés des aliments et, contraints à des régimes moins diversifiés, ils sont également plus susceptibles de souffrir de carences en micro-

25

Diversification du régime alimentaire par source énergétique alimentaire (pourcentage)



Prix élevés des aliments et sécurité alimentaire

nutriments. La Figure 26 montre qu'en Afrique subsaharienne, seulement 40-50 pour cent en moyenne des enfants de moins de deux ans ont un régime suffisamment diversifié, ce chiffre tombant à 10 pour cent au Niger et au Togo.

En Zambie, le taux de retard de croissance a progressé chez les enfants dont les mères étaient tombées enceintes durant le renchérissement du maïs qui a été observé en 2001 après la sécheresse.

Lors de la sécheresse et de la crise financière qui ont frappé l'Indonésie en 1997/98, la réaction des mères de famille pauvres a été celle de réduire leur propre ration calorique afin de mieux nourrir leurs enfants, ce qui s'est traduit par une aggravation de leur dépérissement¹⁰. Les enfants risquaient en outre d'être confiés à des familles d'adoption pour réduire le nombre de bouches à nourrir. Les ménages ont également réduit leurs achats d'aliments plus nutritifs et riches en protéines pour pouvoir acheter le principal aliment de base (le riz), ce qui a accru la prévalence de l'anémie chez les mères et les enfants. Les conséquences ont été particulièrement dévastatrices pour ceux conçus et sevrés durant la crise. Ces exemples témoignent des effets à long terme et intergénérationnels de l'augmentation des prix alimentaires sur la croissance et le développement des enfants.

Comme expliqué précédemment, l'incidence effective de la hausse des denrées, en particulier pour les céréales échangeables, dépend également des cultures et habitudes alimentaires des différents pays.

Incidence sur la dénutrition

On a vu que la hausse des denrées de base peut se traduire par une augmentation de la sous-alimentation (du fait de la baisse de l'apport énergétique alimentaire). La Figure 27 montre les liens qui, de manière générale, existent entre sous-alimentation et prévalence de la dénutrition chez les enfants de moins de cinq ans. On peut raisonnablement en conclure que la dénutrition des enfants croît parallèlement à la sous-alimentation. Les niveaux de dénutrition sont particulièrement aigus lorsque la sous-alimentation touche plus de 10 pour cent de la population. La dénutrition devrait donc progresser chez les enfants de moins de cinq ans, en

Indonésie: une hausse des prix synonyme de malnutrition accrue

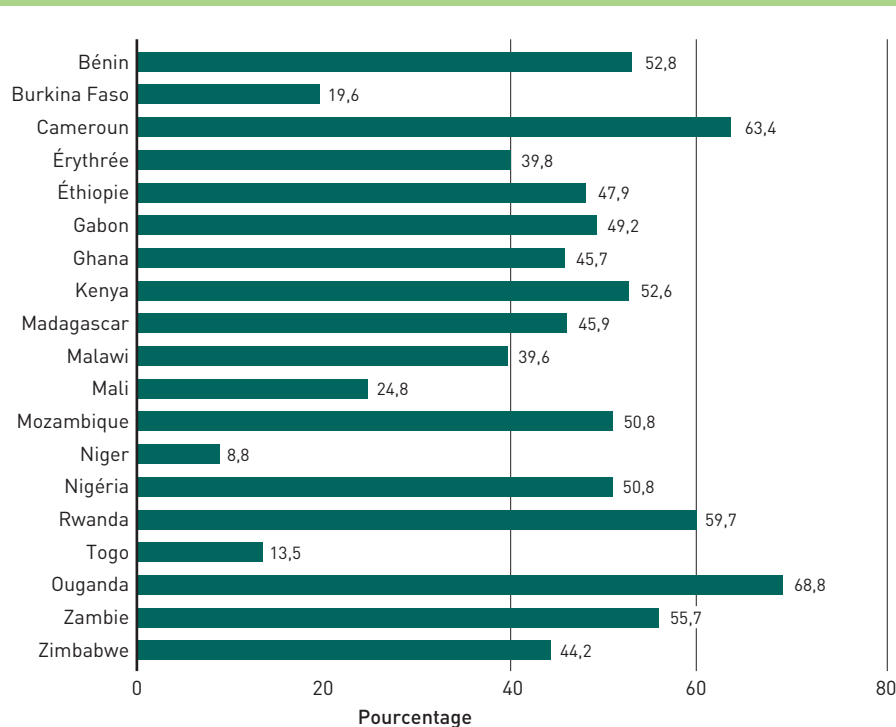
Bien que la croissance de l'économie indonésienne se situe à environ 6 pour cent par an, près de 100 millions de personnes y vivent avec moins de 1 dollar EU par jour. Les données de l'UNICEF font état d'une progression de la malnutrition infantile. Au premier semestre 2008, elle a causé la mort de dizaines d'enfants de moins de cinq ans.

Dans le même temps, le coût des produits à base de soja qui, comme le tofu et le tempeh, sont une source vitale de protéines a renchéri de quelque 50 pour cent du fait de la montée en flèche du prix des denrées sur les marchés internationaux.

Source: IRIN news service, juin 2008.

26

Enfants âgés de 6 à 23 mois d'Afrique subsaharienne reçoivent un nombre approprié* de groupes d'aliments



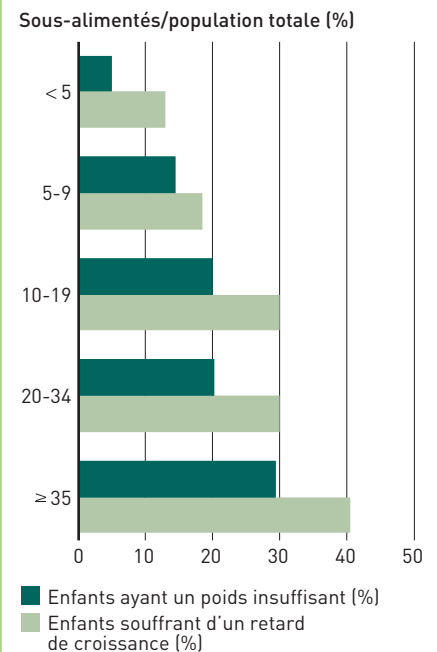
* Le nombre approprié de groupes d'aliments est de trois pour les enfants qui sont allaités et de quatre pour les enfants qui ne le sont pas.

Source: A.G. Mukuria, M.T. Kothari and N. Abderrahim. 2006. Infant and young child feeding updates. Calverton, États-Unis d'Amérique, ORC Macro.



27

Dénutrition des enfants de moins de cinq ans



Côte d'Ivoire: des prix élevés pèsent sur les dépenses de santé

En Côte d'Ivoire, le renchérissement des aliments conduit les citoyens pauvres à réduire leurs dépenses en produits non alimentaires essentiels tels que les médicaments. Ainsi l'exemple de Drissa Kone, un homme qui souffre d'une grave infection respiratoire et, à leur prix officiel, les médicaments de son ordonnance lui coûteraient 35 000 francs CFA (83 dollars EU). Conscient qu'il ne pourra rassembler les sommes nécessaires, il a décidé d'acheter à un coût très inférieur des médicaments contrefaits sur le marché du quartier d'Adjamé, à Abidjan. Il a dit «Je peux acheter les mêmes produits au cachet plutôt qu'à la boîte, pour seulement 150 francs CFA (0,35 dollar EU). Avec 500 francs CFA (1,19 dollar EU), j'ai de quoi tenir trois jours!» explique-t-il. Mais la qualité de ces médicaments laisse à désirer. Ils sont généralement moins effi-

caces que les produits originaux, un grave problème lorsque l'on traite des maladies mortelles comme le paludisme. Parfois même, ils peuvent contenir un mélange de produits chimiques qui aggravent l'état de santé.

Ambroise Kouadio est docteur à Abidjan. Selon lui, même si les risques associés à l'utilisation des médicaments contrefaits sont assez bien compris, le nombre de personnes qui, comme Drissa Kone, se tournent vers eux va croissant. «L'État a construit un grand nombre de nouveaux centres sanitaires et d'hôpitaux, mais les gens restent pauvres. Ils doivent choisir entre les soins de santé et la nourriture et le plus souvent, c'est l'alimentation qui l'emporte.»

Source: IRIN news service, juillet 2008.

particulier si les prix demeurent élevés et si des mesures préventives ne sont pas adoptées.

Stratégies d'adaptation non alimentaires

Une fois examinées les répercussions à court terme de l'envolée des prix alimentaires sur la sous-alimentation, il convient d'apprécier ses effets négatifs à long terme sur les niveaux nutritionnels et leurs conséquences lorsque les ménages cherchent à s'adapter en réduisant leurs dépenses non alimentaires et/ou en augmentant leurs revenus. La réduction des dépenses d'éducation, souvent déjà faibles chez les pauvres, et de santé se traduit par une détérioration de l'état sanitaire et par un recul de la scolarisation, ce qui compromet les futures activités rémunératrices des enfants et leurs perspectives générales de développement.

Les ménages pourraient dans certains cas rechercher de nouvelles activités rémunératrices. Les mères de jeunes enfants auraient donc moins de temps à leur consacrer, d'où des répercussions sur leur santé et leur nutrition. Par ailleurs, la maladie et la malnutrition sont étroitement liées. En effet, la malnutrition augmente la probabilité d'observer différents types d'infections dues à une réduction de l'utilisation par le corps de certains nutriments essentiels. Les activités sanitaires courantes, telles que le suivi de la croissance des enfants et les vaccinations, ont reculé après la dévaluation du franc CFA en 1994 à Brazzaville, en partie car les mères avaient moins la capacité ou la volonté d'emmener leurs enfants aux centres sanitaires. La prévalence des retards de croissance et du dépérissement a progressé et la qualité nutritionnelle des aliments complémentaires pour enfants a reculé¹¹.

La hausse du taux d'activité des femmes pourrait provoquer un recul, ou une baisse de la qualité, des soins apportés aux enfants à la maison. Ce phénomène est susceptible de perturber l'allaitement, la préparation des aliments à domicile et les pratiques sanitaires. Il peut aussi empêcher les mères de solliciter une aide médicale lorsque les enfants sont malades. En outre, les enfants plus âgés pourraient être contraints de s'occuper des plus jeunes à la place des mères, alors qu'ils sont moins aptes à le faire. Il est aussi possible que l'augmentation du travail des enfants, que ce soit à la maison ou à l'extérieur, affecte leur nutrition et leur éducation.

Sur la voie des engagements du Sommet

Les réponses politiques sont-elles efficaces et durables?

La hausse brutale à l'échelle mondiale du prix des aliments a suscité dans le monde une large gamme de réactions. Les premières mesures ont essentiellement visé à garantir une offre alimentaire adéquate au niveau local, à maintenir les prix à un niveau abordable pour les consommateurs et à fournir une aide sociale aux plus vulnérables. Ainsi a-t-on allégé les taxes à l'importation; imposé des restrictions à l'exportation pour préserver les disponibilités vivrières nationales; mis en œuvre des mesures de contrôle des prix; attribué des subventions et procédé à des prélèvements sur les stocks afin de stabiliser les approvisionnements et les prix. Dans un premier temps tout au moins, on a moins insisté sur les réponses axées sur l'offre agricole. Pourtant, les gouvernements de plusieurs pays en développement ont pris des mesures pour fournir aux agriculteurs le soutien nécessaire pour dynamiser la production alimentaire nationale.

Une enquête sur les politiques adoptées par 77 pays a montré qu'en 2007 et au début de 2008 la moitié environ des pays avaient réduit leurs taxes sur les importations de céréales et qu'ils étaient un peu plus nombreux à avoir imposé des contrôles des prix ou des subventions à la consommation en vue de maintenir les prix alimentaires nationaux en deçà des prix mondiaux¹². Un quart des gouvernements ont imposé des restrictions à l'exportation et la même part environ a pris des mesures pour accroître l'offre intérieure en puisant dans les stocks de céréales vivrières. Seuls 16 pour cent des pays étudiés n'avaient pas mis en œuvre de politiques pour réduire l'impact de la flambée des prix alimentaires. Ces réponses ont été extrêmement variables selon les régions. C'est en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes que les interventions ont été les moins nombreuses.

L'impact, l'efficacité et la durabilité de certaines de ces mesures politiques ne sont pas toujours bien clairs. Premièrement,

en maintenant les prix des produits à la sortie de l'exploitation à des niveaux artificiellement bas, elles peuvent décourager une réponse de l'offre, pourtant si nécessaire, et d'éventuels gains de productivité. Deuxièmement, les restrictions à l'exportation réduisent l'offre sur les marchés internationaux, entraînant un renchérissement et aggravant d'autant la situation mondiale. Troisièmement, la multiplication des subventions et/ou la baisse des taxes et des tarifs douaniers renforcent la pression sur les budgets nationaux et réduisent les ressources budgétaires disponibles pour les investissements publics et les autres dépenses de développement, pourtant indispensables. Pour résumer, certaines des politiques mises en œuvre tendent à nuire aux producteurs et à leurs partenaires commerciaux et alimentent en réalité l'instabilité des cours mondiaux. L'expérience a démontré que l'efficacité des mesures de contrôle des prix n'est généralement que très passagère. De plus, elles exercent une forte pression budgétaire sur les gouvernements et n'encouragent pas les agriculteurs à agir pour accroître l'offre. Dans un certain nombre de pays qui ont imposé des contrôles aux exportations (voire les ont purement et simplement

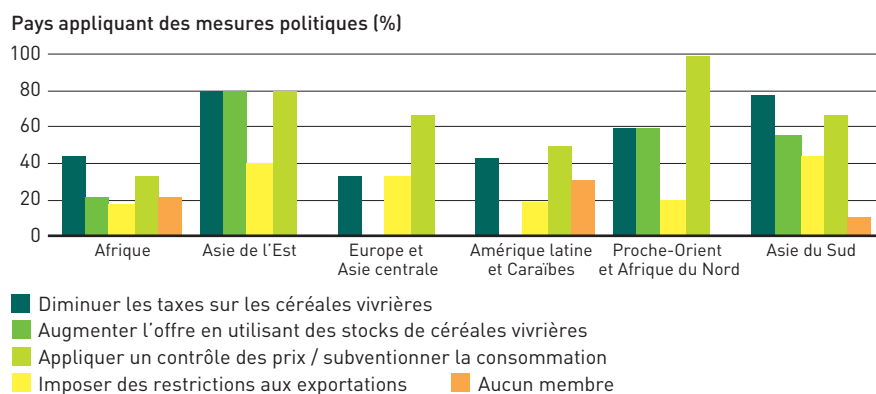
interdites), certains agriculteurs ont réduit leurs emblavures du fait des prix artificiellement bas des céréales au niveau national et du coût excessif des intrants (carburant, semences et engrais). Comme le montre l'encadré, les politiques publiques n'ont guère réussi à protéger les économies nationales des chocs de prix externes.

La voie d'avenir: la stratégie sur deux fronts

Les mesures prises pour répondre à la flambée des prix alimentaires visaient dans un premier temps à améliorer l'offre alimentaire locale et à atténuer les répercussions immédiates sur les consommateurs. Cependant, il est apparu clairement que, afin de relever les défis à court et long terme de la flambée des prix alimentaires tout en renforçant les opportunités qui en découlent, les gouvernements nationaux et la communauté internationale doivent mettre en œuvre des politiques et des mesures cohérentes. La solution durable au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde consiste à accroître la production et la productivité dans le monde en développement, en particulier dans les PFRDV, et à s'assurer que

28

Mesures politiques pour enrayer le problème des prix alimentaires élevés, par région



Note: Sur la base d'informations préliminaires collectées par le personnel de la Banque mondiale et modifiées par la FAO (avril 2008).

Source: FAO.



les populations pauvres et vulnérables aient accès aux aliments dont elles ont besoin. Dans cette perspective, la FAO a plaidé pour une *approche sur deux fronts* servant de cadre stratégique global à la lutte contre la faim. Ce cadre, désormais largement adopté par la communauté du développement, vise à répondre aux défis à court et à long termes de la sécurité alimentaire et il apparaît très adapté au contexte actuel de flambée des prix. Il s'agit, dans un premier temps, de promouvoir une réponse de l'offre du secteur agricole et le développement des zones rurales moyennant des mesures appropriées d'incitation et d'investissements dans les biens publics. L'objectif est d'accroître les disponibilités vivrières comme les capacités rémunératrices de l'agriculture et de l'économie rurale, en tant que moyens de promouvoir le développement rural global. Pour que les politiques puissent sensiblement réduire la pauvreté, il est essentiel d'accorder la plus grande attention aux capacités de production des petits agriculteurs. Sur le second front, il faut assurer aux pauvres et aux personnes vulnérables un accès immédiat à la nourriture, en leur offrant des filets de sécurité et des mesures de protection sociale.

Les deux composantes de la stratégie sont essentielles. Le développement de l'agriculture et de l'économie rurale offre aux pauvres des possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence, condition *sine qua non* pour réduire durablement l'insécurité alimentaire. L'amélioration de l'accès direct à la nourriture et à la nutrition renforce et optimise les capacités humaines et le potentiel productif des personnes exposées au risque de carences nutritionnelles. Cela leur permet également de tirer le meilleur parti des opportunités qu'offre le développement. Étant donné que 75 pour cent des pauvres vivent dans des zones rurales, il est essentiel de se concentrer sur l'agriculture et le développement rural pour réduire et durablement la pauvreté.

Les compromis

Du fait des prix élevés des aliments et des carburants, les pays en développement sont confrontés à des choix macroéconomiques difficiles. Dans le monde, l'inflation est à la hausse et les prix des aliments augmentent encore plus vite que ceux des autres biens et services, particulièrement au sein des pays en développement. La maîtrise de l'inflation impose des compromis difficiles qui ont de lourdes implications sur la sécurité alimentaire. La hausse des taux d'intérêt, si elle permet de résorber les pressions inflationnistes, tend à réduire les investissements et à augmenter le taux de change, ce qui nuit aux exportations, à la croissance et à l'emploi. Cela pourrait réduire les revenus des plus pauvres et limiter leur accès à la nourriture. À l'inverse, la poursuite d'une augmentation rapide des prix entraînera une érosion de la valeur des salaires réels et du pouvoir d'achat des salariés, ce qui pèsera sur la sécurité alimentaire.

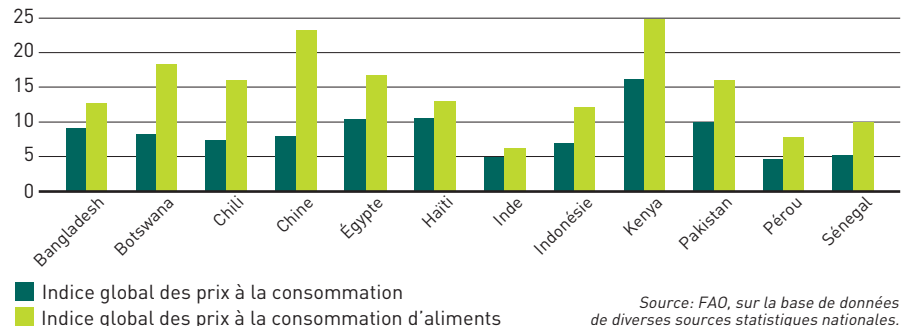
Les tentatives des gouvernements de protéger les consommateurs au moyen de subventions généralisées ou de filets de sécurité sont toujours coûteuses et créent des contraintes budgétaires pour les pays à faible revenu. Si les prix intérieurs augmentent au même rythme que les prix mondiaux, acquérir des aliments pour les revendre aux groupes ciblés ne entraînera une augmentation des dépenses budgétaires. Toute

restriction des exportations visant à soutenir la consommation intérieure aura pour conséquence une baisse des recettes d'exportation et des recettes en devises. Certains pays peuvent être en mesure de financer leurs déficits budgétaires durant une période limitée mais d'autres, aux systèmes financiers plus rudimentaires, pourraient avoir besoin d'une aide extérieure importante pour maîtriser ces déséquilibres macroéconomiques. Les PFRDV seront soumis à des pressions particulièrement fortes et devront peut-être réduire leurs budgets de développement et réaffecter leurs devises à l'achat de produits alimentaires adéquats et abordables plutôt que de les consacrer à d'autres importations essentielles.

En conclusion, les gouvernements doivent opérer des compromis difficiles du fait des prix alimentaires élevés. Ils peuvent: i) réduire leurs subventions et risquer une détérioration rapide de la sécurité alimentaire; ii) réduire leurs investissements dans les biens publics comme la santé, l'éducation et les infrastructures et risquer ainsi de ralentir le rythme de leur croissance et le développement à plus long terme; ou iii) n'opter pour aucune de ces deux solutions et encourir le risque de voir se développer d'importants déséquilibres macroéconomiques tout aussi pernicieux pour la croissance et le bien-être à long terme.

Hausse des prix alimentaires et inflation généralisée

Variation de février 2007 à février 2008 (%)



Source: FAO, sur la base de données de diverses sources statistiques nationales.

Sur la voie des engagements du Sommet

Réduire la pauvreté grâce aux petites exploitations agricoles

Prix des aliments, production et sécurité alimentaire

L'augmentation de la production alimentaire permettrait de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande à des prix inférieurs. La flambée des prix alimentaires pourrait inciter les producteurs agricoles à accroître leurs investissements et leur production. Les premiers signes indiquent que le secteur agricole a réagi par une augmentation des surfaces ensemencées et de la production.

Quoi qu'il en soit, la nécessité d'accroître la production alimentaire ne doit pas être perçue uniquement dans le contexte des «déséquilibres» actuels entre l'offre et la demande. Tout comme l'augmentation de la productivité alimentaire et agricole, celle de la production sera essentielle pour satisfaire à la croissance continue de la demande effective au cours des prochaines années. La demande d'aliments pour la consommation humaine et animale continuera de se développer du fait de l'urbanisation, de la croissance économique et de la hausse des revenus, ce qui favorisera la demande de produits de plus forte valeur, viande et produits laitiers en particulier. D'ici à 2050, la demande alimentaire doublera sous l'effet de la croissance démographique et socioéconomique.

Pour répondre à ce défi dans les pays en développement, le rendement céréalier devra augmenter de 40 pour cent alors que les besoins nets en eau d'irrigation connaîtront une hausse de 40 à 50 pour cent. En outre, quelque 100 à 200 millions d'hectares de terre supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires, essentiellement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine¹³. On estime que 80 pour cent de l'augmentation de la production agricole mondiale devra provenir de l'augmentation des rendements. Il convient également d'ajouter à ces chiffres la demande croissante en matière première bio-énergétique.

Au-delà du simple équilibre entre besoins et disponibilités au niveau mondial, une question centrale en matière de sécurité alimentaire consiste à savoir qui participe aux réponses à court et long termes apportées par l'agriculture pour faire face à la flambée des prix et satisfaire aux futurs besoins alimentaires. Autrement dit, augmenter la production alimentaire est une condition nécessaire mais non suffisante pour traiter l'aggravation récente de l'insécurité alimentaire causée par la hausse du prix des aliments (dont témoigne le basculement dans la faim de 75 millions de personnes supplémentaires) et l'insécurité structurelle à long terme représentée par les quelque 850 millions de personnes qui souffraient déjà de malnutrition avant la récente flambée.

Pourquoi les petits agriculteurs?

Pour s'assurer que l'augmentation de la production renforce la sécurité alimentaire, les pays en développement doivent pouvoir exploiter leur potentiel d'augmentation de la production et de la productivité agricoles grâce à un cadre d'ensemble plus favorable, tandis que les gouvernements nationaux et les dona-

teurs internationaux doivent accroître leurs investissements dans l'agriculture et le développement rural¹⁴.

La gravité de la faim dans le monde et les difficultés à la réduire même lorsque l'offre est importante et les prix bas montrent qu'il existe un problème fondamental d'accès à l'alimentation. Même des prix alimentaires faibles ne permettront pas de le résoudre totalement car il dépend aussi de la capacité des pauvres à produire assez de nourriture ou à générer assez de revenus pour en acheter.

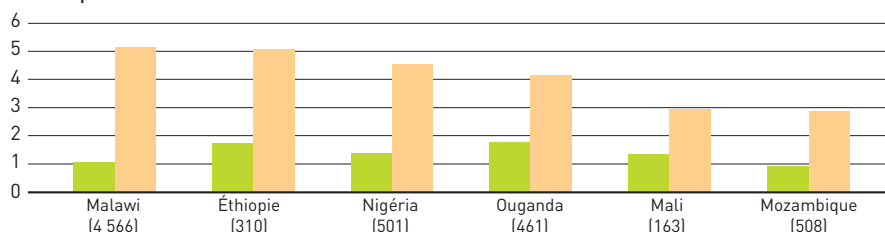
D'autre part, comme la plupart des ménages ruraux pauvres tirent une part importante de leurs revenus de leur propre production agricole, l'accroissement de la productivité agricole entretient un lien étroit avec la réduction de la pauvreté rurale. Il s'ensuit que l'augmentation de la production et de la productivité alimentaires doit aller au-delà d'un simple objectif de baisse des prix sur les marchés mondiaux, pour offrir une possibilité concrète de réduction de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales.

Pour y parvenir, tout dépendra de la mesure dans laquelle les petits agriculteurs – qui représentent 90 pour cent des ruraux pauvres – pourront participer à

29

Mais: écarts de rendement exploitables en Afrique subsaharienne

Tonnes par hectare



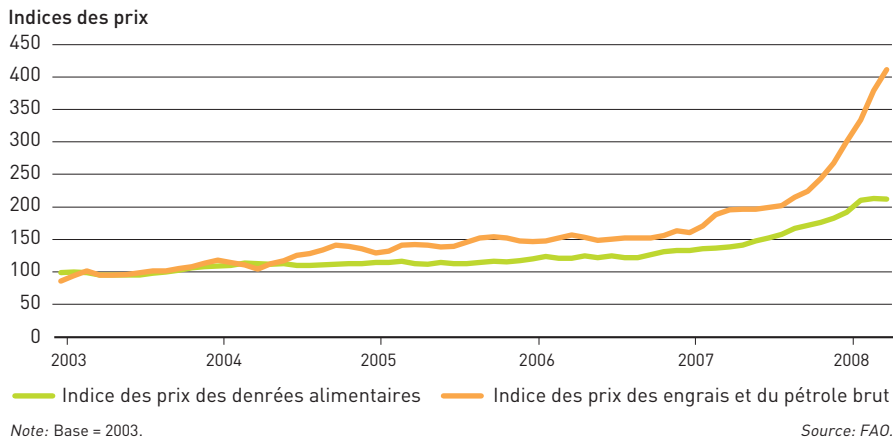
■ Rendement national moyen à l'hectare
■ Rendement moyen dans les démonstrations en exploitation

Notes: Le nombre de parcelles figure entre parenthèses. Variétés améliorées par pollinisation libre dans tous les cas, à l'exception du Nigéria, qui utilise des hybrides. Les données concernent 2001 pour l'Éthiopie, le Mozambique, le Nigéria et l'Ouganda, 2002 pour le Malawi, et une moyenne de 2001, 2002 et 2004 pour le Mali.

Source: Banque mondiale, 2007. Rapport sur le développement dans le monde en 2008: l'agriculture au service du développement. Washington, États-Unis d'Amérique.



Les prix des intrants sont supérieurs aux prix alimentaires



des activités productives et rémunératrices, tant agricoles que non agricoles¹⁵.

Les deux tiers environ des 3 milliards de ruraux vivent des revenus tirés de quelque 500 millions de petites exploitations de moins de deux hectares. Les efforts visant à développer la production agricole doivent par conséquent se concentrer en grande partie sur l'accroissement de la productivité de ces petits agriculteurs. À eux seuls ils constituent environ 80 pour cent de l'agriculture africaine, produisant essentiellement des aliments de base¹⁶. En les excluant des futures stratégies, on ne ferait que les marginaliser davantage, augmenter la pauvreté au sein des zones rurales et accélérer la migration des ruraux pauvres vers les zones urbaines.

Une croissance agricole à assise large intégrant les petits agriculteurs pourrait fortement contribuer à réduire la pauvreté. En plus d'accroître les disponibilités vivrières et de réduire le prix des aliments, une meilleure productivité des petites exploitations améliorerait les revenus et générerait une plus forte demande de biens et de services produits localement, entraînant un développement socioéconomique à assise large dans les zones rurales. Cette dynamique est une

des principales raisons expliquant pourquoi la croissance agricole est jusqu'à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle d'autres secteurs¹⁷.

De plus, bien souvent, les petites exploitations jouissent d'un meilleur potentiel d'accroissement de la productivité car elles utilisent efficacement la main-d'œuvre familiale. Dans plusieurs pays asiatiques (par exemple la Chine, l'Inde et l'Indonésie), les politiques visant à encourager les petits agriculteurs et à favoriser une répartition plus équitable des terres agricoles expliquent les réussites observées durant la révolution verte.

L'effet délétère du renchérissement des intrants

Une réponse axée sur la productivité des petites exploitations doit être accompagnée de mesures d'incitation visant à encourager les agriculteurs en assurant des prix à la production plus élevés et un accès amélioré aux intrants, à des prix abordables. Malheureusement, le prix d'un grand nombre d'intrants agricoles – engrais, pesticides et transport – est étroitement lié à celui des carburants fossiles. De janvier 2007 à avril 2008, le prix des engrais et du pétrole brut a

augmenté plus vite que ceux des denrées alimentaires, atténuant l'effet incitatif exercé sur la production par l'augmentation du prix des aliments. Dans la mesure où le prix des intrants représente une part considérable des charges variables totales des activités agricoles, cette tendance réduit l'effet que le renchérissement pourrait avoir pour stimuler une réponse axée sur la production.

Les contraintes structurelles

Une croissance agricole à assise large requiert des efforts importants et systématiques pour atténuer les diverses contraintes pesant sur les petits agriculteurs. Ces efforts leur permettront d'accroître la productivité de leurs exploitations tout en satisfaisant à des exigences plus strictes en matière de sécurité et de qualité des aliments produits.

Les technologies. L'accès à un flux constant de technologies adaptées aux particularités des situations contribue à améliorer la productivité, en particulier dans un contexte de limitation des ressources foncières, et représente donc un facteur important pour les petits producteurs. Dans les zones arides par exemple, les investissements visant à améliorer les technologies d'irrigation et à développer les cultures résistantes à la sécheresse contribuent à réduire la variabilité des prix et des revenus en atténuant l'incidence des périodes de sécheresse. Le manque de financements publics en faveur de la recherche et du développement agricole a lourdement entravé l'accès des agriculteurs à des technologies leur permettant d'accroître leur productivité. Rares sont ceux qui participent à des arrangements contractuels avec des acheteurs (par exemple, chaînes de valorisation de produits agricoles ou contrats de sous-traitance agricole), ce qui faciliterait pourtant l'accès à des semences, des intrants ou des machines de meilleure qualité.

Sur la voie des engagements du Sommet

L'accès aux marchés. L'accès à des marchés viables tant pour les denrées de base que pour les produits à forte valeur est une condition indispensable pour assurer le développement agricole et une meilleure productivité. L'accès aux marchés diffère entre les diverses régions en développement. C'est l'Afrique sub-

saharienne qui souffre du plus gros déficit en ce domaine, en particulier ses petits agriculteurs. Ces derniers souffrent: i) d'un manque d'infrastructures et de réseaux de transports; ii) d'une information médiocre sur les marchés; iii) de normes et niveaux de qualité inadéquats ou mal appliqués; et iv) de la mauvaise

organisation des agriculteurs pour la vente en gros. Tant que ces obstacles ne seront pas levés, un petit nombre de gros producteurs continuera de dominer le marché agricole.

Les infrastructures. Les routes et les installations de stockage sont des biens

Utilisation d'engrais en Afrique subsaharienne: les subventions sont-elles la solution?

En Afrique subsaharienne la consommation d'engrais n'était que de 8 kg par hectare en 2002, soit à peine un kg de plus qu'en 1982 et 7 de plus qu'en 1962. Cette quantité représente moins de 10 pour cent de celle de la plupart des autres régions en développement. C'est sans doute ce qui explique que le rendement des céréales n'y ait augmenté que de 50 pour cent entre 1962 et 2002, alors qu'il a presque triplé sur cette période dans le reste du monde en développement. De plus, du fait de ce faible usage d'engrais, les nutriments des sols africains risquent de se trouver épuisés.

Les facteurs responsables de cet usage limité sont: les carences des infrastructures, qui augmentent leur prix et en réduisent la disponibilité, les risques élevés qu'impliquent l'instabilité des prix et le manque d'irrigation, l'absence de crédits et un environnement commercial défavorable fait de réglementations, de taxes et de redevances dans lequel le secteur public (qui a tendance à allouer

les disponibilités de manière inefficace) remplace le secteur privé pour assurer l'approvisionnement en engrais.

Lorsque le prix des engrais augmente plus rapidement que celui des produits agricoles (ce qui n'incite pas les agriculteurs à augmenter leur production), les petits agriculteurs, qui sont des acheteurs nets d'aliments peuvent se trouver particulièrement touchés, car ils sont alors contraints d'utiliser une partie des fonds réservés à l'achat d'engrais. De nombreux pays africains pauvres peuvent ainsi réduire l'usage d'engrais ce qui, à brève échéance, pourrait même réduire le niveau de production, pourtant déjà bien trop faible.

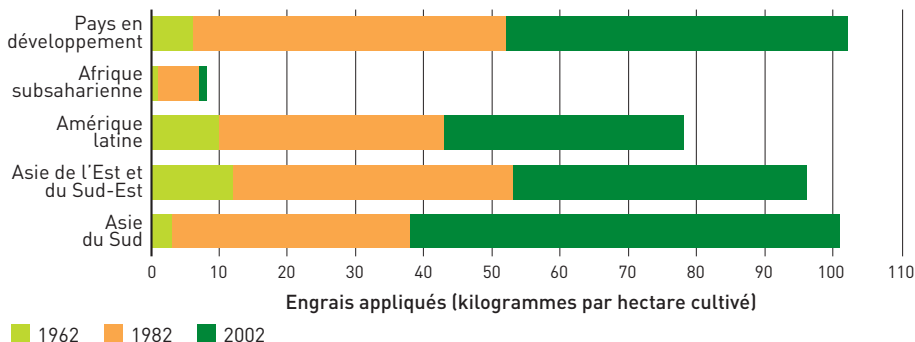
L'augmentation rapide du prix des engrais a ramené au premier plan la question des subventions. Elles pourraient se justifier quand elles offrent la perspective de gains de productivité significatifs, qu'elles constituent une forme de transfert de revenus plus économique que d'autres mesures (par

exemple, l'aide alimentaire) et qu'elles n'ont pas d'incidence négative sur les mécanismes du marché. Les bons remboursables auprès des commerçants, les offres de démonstration visant à stimuler la demande et les garanties visant à encourager les importateurs à offrir des crédits à leurs fournisseurs constituent autant de subventions «intelligentes», compatibles avec le marché.

Si les subventions à l'achat d'intrants sont utilisées pour stimuler une réponse de l'offre, plusieurs contraintes doivent être prises en compte. Dans certaines zones, l'offre peut être insuffisante et les subventions risqueraient d'entraîner une inflation locale. Les subventions sont coûteuses et peuvent peser sur les budgets des gouvernements, réduisant des dépenses dans d'autres domaines importants tels que l'éducation et la santé (les donateurs internationaux pourraient contribuer à réduire ces contraintes). Si des efforts de ciblage sont faits pour réduire les dépenses budgétaires, certaines difficultés administratives pourraient empêcher aux subventions de parvenir aux bénéficiaires qui en ont le plus besoin. Il apparaît ainsi que si les subventions aux engrais peuvent constituer une réponse efficace à court terme, elles ne constituent pas une solution durable. Chaque fois que l'on y recourt, elles doivent impliquer le secteur privé afin d'améliorer et de bâtir des systèmes de commercialisation à long terme.

Sources: Données FAOSTAT et M. Morris, V.A. Kelly, R.J. Kopicki et D. Byerlee. 2007. *Fertilizer use in African agriculture: lessons learned and good practice guidelines*. Banque mondiale, Washington.

Utilisation des engrais





publics essentiels permettant de réduire les coûts de commercialisation et de multiplier les opportunités économiques pour tous les ménages. Dans les zones rurales, l'accès aux infrastructures de transport et aux services sociaux est encore plus réduit pour les plus pauvres.

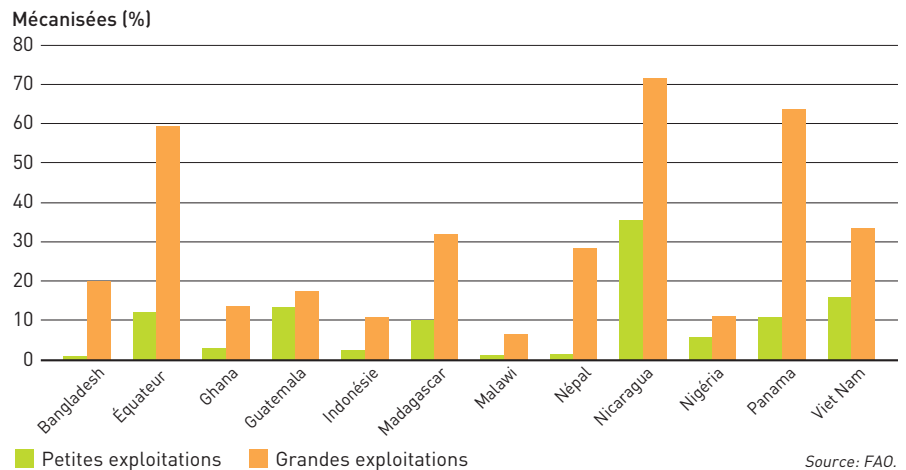
Les actifs. L'accès au capital physique et son utilisation varient considérablement entre les pays et même à l'intérieur de ceux-ci. Les petits propriétaires terriens recourent systématiquement à des pratiques à moindre intensité de capital. De même, le capital humain est étroitement lié au niveau de richesse. Les chefs des ménages les plus pauvres sont généralement moins instruits que ceux des ménages les plus riches. L'accès aux actifs détermine en grande partie leur capacité à faire face à un renchérissement des denrées alimentaires et à accroître leurs revenus ou leur production. De nombreux actifs jouant un rôle de garantie, les ménages qui en disposent suffisamment peuvent exploiter plus efficacement les opportunités d'investissement et d'expansion agricole.

Le crédit. Un pourcentage important de petits agriculteurs pâtit d'un accès insuffisant au crédit, ce qui pourrait les empêcher de se procurer et d'utiliser au moment opportun les intrants nécessaires. Certaines chaînes de valorisation de cultures commerciales sont parvenues à résoudre le problème du manque de crédit dans les zones rurales en faisant bénéficier directement les agriculteurs et leurs associations de crédits aux intrants, les remboursements intervenant à la vente des produits¹⁸. Dans la mesure où toute augmentation du prix des aliments permet aux petits agriculteurs de tirer de meilleurs revenus de la production d'aliments de base, leur accès aux liquidités et au crédit pourrait s'améliorer.

Les risques. Dans les pays en développement, l'agriculture artisanale est par

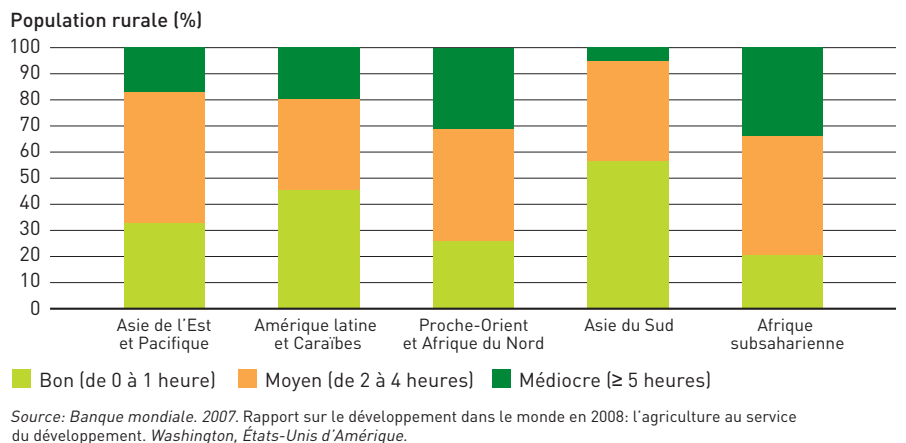
31

Mécanisation: petites et grandes exploitations



32

Accès aux marchés: délai de commercialisation



nature une activité à haut risque; en outre, au cours de ces dernières années, on a assisté à une augmentation à la fois des prix alimentaires et de leur variabilité sur les marchés mondiaux. Dans la mesure où cette plus grande variabilité se répercute sur les marchés intérieurs, elle affecte les petits agriculteurs et peut décourager une réponse de l'offre. De plus, comme d'ailleurs la plupart des agriculteurs, ils ne bénéficient ni d'as-

surances couvrant leurs récoltes ou leurs troupeaux ni d'autres instruments de réduction des risques qui leur permettraient de faire face à la variabilité de la production. Ils adoptent par conséquent des stratégies de production plus prudentes ou bien diversifient leurs activités économiques dans des domaines autres que l'agriculture. Cette contrainte limite toute perspective d'intensification de la production agricole et l'adoption de

Sur la voie des engagements du Sommet

techniques agricoles plus sophistiquées. Les innovations récentes dans le domaine des assurances contre les risques météorologiques laissent augurer une réduction des dépenses administratives qui devrait permettre aux cultivateurs de mieux s'assurer.

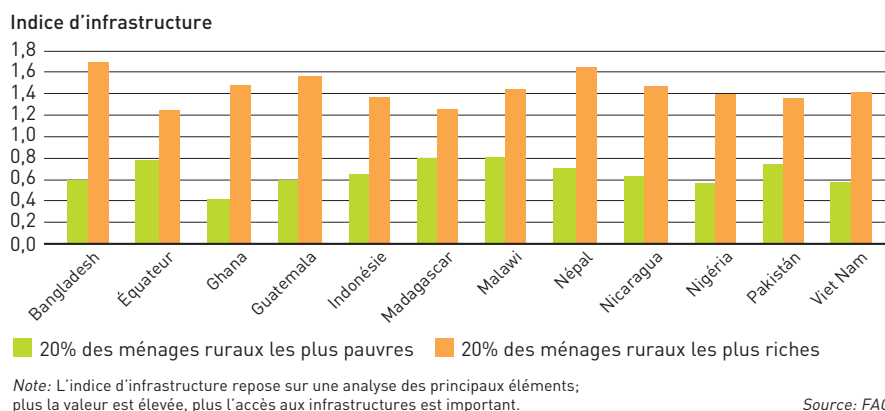
Aider les petits agriculteurs à réaliser leur potentiel

Les incitations qu'offre la flambée des prix alimentaires créent un environnement favorable pour faire progresser le calendrier des réformes agricoles en vue de satisfaire aux futurs besoins alimentaires, sans engager de dépenses excessives, moyennant une hausse de la productivité agricole, qui devrait réduire la pauvreté. Il conviendra ainsi de miser sur les petites exploitations, particulièrement dans les pays où l'économie est essentiellement agricole.

Afin de traduire cette opportunité en une série de mesures concrètes et d'améliorations mesurables des conditions d'existence des petits agriculteurs, les gouvernements et les partenaires du

33

Accès des ménages ruraux aux infrastructures



développement devront avant tout s'y investir totalement. Ils devront faire preuve d'une volonté politique sans faille pour supprimer les nombreuses contraintes pesant sur les motivations et les comportements des petits agriculteurs. Aujourd'hui, le renchérissement des aliments semble offrir pour certaines cultures de base et produits agricoles des opportunités d'intensification de la

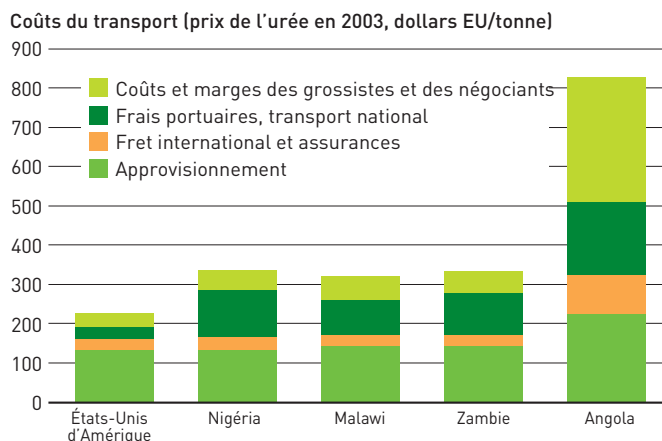
production qui n'existaient auparavant que pour des cultures d'exportation à forte valeur. Il s'agit d'une évolution positive quant on sait que le développement des aliments de base réduit davantage la pauvreté que la croissance des exportations à forte valeur¹⁹. Mais pour élargir ces initiatives prometteuses, il convient d'abord d'étudier les enseignements de plusieurs années de programmes et

Les infrastructures de transport au service du développement

Les investissements dans les infrastructures de transport sont essentiels pour assurer un développement agricole durable. Dans les pays en développement, la production agricole décentralisée et à petite échelle nécessite de vastes réseaux de transport afin d'améliorer l'accès aux marchés, de réduire le prix des engrais revendus au détail et d'augmenter le prix des produits récoltés par les agriculteurs. Dans de nombreux pays africains, ils offriraient ainsi des bénéfices considérables en termes de réduction de la pauvreté¹.

Les services de transport dynamisent le commerce et la croissance agricole et à améliorer le bien-être, tout en réduisant la marge entre le prix payé au producteur et celui acquitté par le consommateur. La figure montre que la différence entre le coût des intrants dans plusieurs pays d'Afrique et aux États-Unis d'Amérique s'explique presque entièrement par les frais de transport.

¹ X. Diao, S. Fan, D. Headey, M. Johnson, A. Nin Pratt et B. Yu. (à paraître). *Accelerating Africa's food production in response to rising food prices - impacts and requisite actions*. Xinshen, Juin 2008. Document de travail de l'IFPRI.



Source de la figure: D.I. Gregory and B.L. Bumb. 2006. Factors affecting the supply of fertilizer in sub-Saharan Africa. Agriculture and Rural Development Discussion Paper 24. Washington, États Unis d'Amérique.



L'irrigation dans les régions pauvres

La capacité de produire davantage d'aliments pour une population mondiale toujours croissante s'est considérablement renforcée au cours des récentes décennies du fait de l'extension des cultures irriguées. L'augmentation de la part de ces terres a constitué un socle solide à partir duquel accroître la productivité et réduire l'instabilité des rendements. La demande en eau étant en hausse et le changement climatique imposant de nouvelles restrictions, l'efficacité de la gestion des ressources hydriques disponibles est devenue une condition essentielle pour améliorer la productivité agricole et renforcer la sécurité alimentaire.

Dans environ 25 pour cent des systèmes mondiaux de cultures irriguées, ces ressources sont utilisées à un rythme plus rapide qu'elles ne se renouvellent. Plus inquiétant encore, l'eau semble se faire rare dans certaines régions. Le libre accès à ces

ressources ou aux systèmes d'irrigation ou l'existence de droits de propriété laxistes entraînent une surexploitation des nappes et des pratiques d'irrigation non durables qui épuisent les sols, les polluent ou, dans le meilleur des cas, accroissent les coûts d'irrigation. La dégradation des sols est également une des conséquences d'un usage inefficace des ressources hydriques et de pratiques inadaptées de gestion de l'irrigation, qui entraînent une réduction globale de la productivité et une perte accrue de terres arables. Les petits agriculteurs sont les premières victimes de ces pratiques car, souvent, ils n'ont ni la possibilité de protéger leurs droits à l'eau ni les ressources nécessaires pour investir dans des outils de pompage plus efficaces.

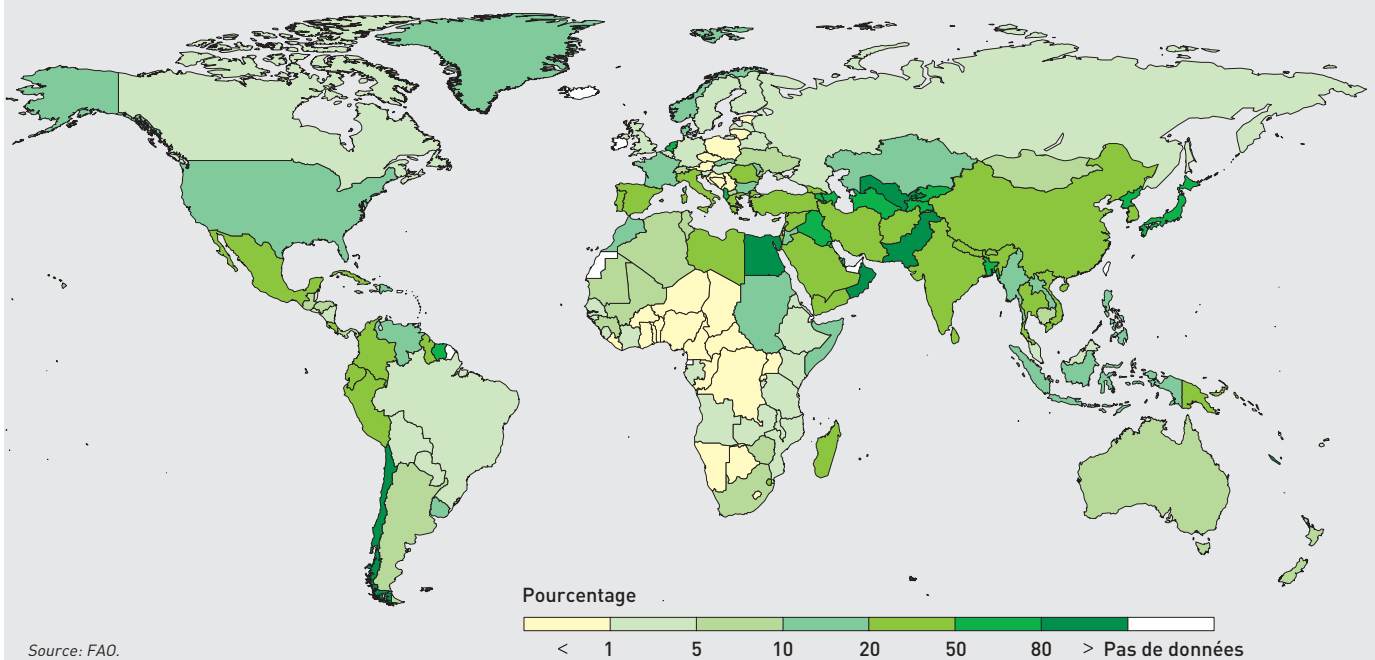
En Afrique, moins de 5 pour cent des terres arables sont irriguées. Il serait très profitable aux petits agriculteurs d'étendre

leurs surfaces irriguées pour accroître et stabiliser leur production tout en réduisant les incertitudes liées aux précipitations. Les projets d'investissements dans l'irrigation ont des taux de rendement très élevés, estimés à plus de 15 pour cent, voire 30 pour cent en Afrique subsaharienne¹. Leur multiplication a également pour conséquence une nette amélioration du bien-être des populations concernées. On estime ainsi qu'au Kenya, une augmentation de 1 pour cent de ces investissements a entraîné une réduction de la pauvreté d'environ 5 pour cent².

¹ Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Washington.

² J. Thurlow, J. Kiringai et M. Gautam. 2007. *Rural investments to accelerate growth and poverty reduction in Kenya*. Document de travail n° 723. IFPRI, Washington.

Pourcentage de la superficie totale des terres arables par rapport aux surfaces cultivées irriguées en permanence



Sur la voie des engagements du Sommet

projets visant à améliorer la productivité des petits agriculteurs.

Si certaines des contraintes auxquelles sont confrontés les petits agriculteurs sont semblables en dépit de contextes différents, les priorités peuvent différer selon les pays et les environnements. Dans les pays africains dont l'économie est essentiellement agricole, on s'efforcera sans doute plutôt d'améliorer la productivité des cultures vivrières de base et l'accès des agriculteurs aux marchés plus importants. Les politiques publiques et la mobilisation des ressources devront donner la priorité à la recherche et au développement pour les denrées, compte tenu des divers environnements agroécologiques, et à l'amélioration des infrastructures de commercialisation.

Cependant, dans les zones à haut potentiel disposant d'un bon accès aux marchés, l'établissement de liens entre, d'une part, les petits agriculteurs et, de l'autre, les nouvelles chaînes de produits à forte valeur et les gros détaillants offre des perspectives très intéressantes, pour autant que les agriculteurs puissent prendre en charge certains aspects de plus en plus importants tels que les stratégies de marque, le calibrage et la normalisation. L'amélioration de l'accès aux marchés internationaux (moins du quart de la production totale africaine est exportée) et le développement des marchés locaux permettra d'augmenter les revenus des petits agriculteurs au vu de leur avantage de coût pour la production de cultures primaires²⁰.

La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et la Zambie offrent de nombreux exemples d'entreprises qui sont parvenues à produire et à commercialiser de nouveaux produits, tels que des fruits tropicaux et des fleurs coupées.

Comprendre les opportunités du marché, évaluer les techniques culturales appropriées, identifier les contraintes et les limites pesant sur la production et la commercialisation (par exemple, routes de desserte, crédits, intrants abordables)

L'Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires

Afin de répondre au renchérissement rapide des aliments, la FAO a lancé en décembre 2007 l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires. Son objectif immédiat est d'accroître rapidement la production lors des campagnes agricoles 2008 et 2009 en favorisant l'accès direct des petits agriculteurs aux intrants. Afin de soutenir cet effort, la FAO a fait appel aux donateurs pour un investissement immédiat de 1,7 milliard de dollars EU.

Cette initiative vise principalement à stimuler de toute urgence la production vivrière dans les pays les plus touchés afin d'améliorer l'offre au niveau local. Elle cherche à aider les gouvernements à formuler des plans d'action nationaux pour conduire des interventions de sécurité alimentaire s'articulant autour d'une stratégie sur deux fronts: accroître la production alimentaire tout en garantissant l'accès à la nourriture pour les groupes de population les plus vulnérables touchés par la hausse des prix alimentaires et leur plus grande instabilité.

L'aide de la FAO prend diverses formes: **i) des interventions visant à améliorer l'accès des petits agriculteurs aux intrants**

essentiels (par exemple, semences, engrais, aliments pour animaux) et à améliorer les pratiques agricoles (par exemple, gestion de l'eau et des sols, réduction des pertes après récolte); ii) un soutien aux politiques et un appui technique; iii) des mesures visant à faciliter l'accès des petits agriculteurs aux marchés; et iv) une réponse d'ordre stratégique visant à amortir les effets de la hausse des prix alimentaires à court, moyen et long terme par le biais d'investissements accrus et durables dans l'agriculture.

Dans le cadre de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, un partenariat solide a été mis en place entre la FAO, la Banque mondiale, les organismes des Nations Unies basés à Rome (le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial) et d'autres partenaires du développement, en se fondant sur les complémentarités et les synergies pour répondre de façon efficace et pratique à la fois aux effets de la flambée des prix sur la sécurité alimentaire dans les pays et aux besoins connexes en matière de développement.

Pour de plus amples informations sur cette initiative, veuillez consulter la page suivante: www.fao.org/worldfoodsituation/isfp/fr

sont les premières étapes qui permettront de renforcer le soutien aux petits agriculteurs. Afin d'améliorer l'accès aux techniques et aux marchés, une possibilité serait d'organiser la production et la commercialisation des denrées sur la base de l'agriculture contractuelle ou de la sous-traitance agricole.

Enfin, la recherche en matière de sécurité alimentaire a souligné l'existence d'interactions puissantes et positives entre cultures commerciales et production vivrière et permis d'établir des méthodes innovantes pour résoudre de nombreuses contraintes rencontrées par les petits agriculteurs. Les cultures

commerciales à forte valeur destinées aux marchés internationaux, régionaux ou nationaux, permettent souvent un meilleur accès au crédit, aux équipements et aux intrants, ce qui serait impossible dans le cas des cultures vivrières traditionnelles. Sous certaines conditions, elles contribuent à accroître la production alimentaire et à générer de meilleurs revenus et permettent aux exploitations d'accumuler davantage de capital. La diversification des systèmes de cultures contribue à une plus grande résistance des systèmes de production et à rendre les moyens d'existence plus durables et moins vulnérables aux chocs.



Garantir l'accès à l'alimentation

Les personnes les plus vulnérables aux chocs causés par la flambée des cours alimentaires doivent être immédiatement protégées contre la baisse de leur pouvoir d'achat. Ces mesures de protection permettront non seulement de sauver des vies mais également de renforcer les moyens d'existence et d'œuvrer pour un développement à plus long terme. Les filets de sécurité et la protection sociale peuvent prévenir et réduire la malnutrition, dont les conséquences se font sentir durant toute une existence. Des moyens d'existence plus sûrs préviennent les ventes d'actifs en catastrophe, permettent l'investissement dans la santé et l'éducation et empêchent les ménages de sombrer dans le cercle vicieux de la pauvreté.

L'expression «filet de sécurité» recouvre divers types de programmes d'aide aux groupes de population vulnérables: distribution d'aliments, transferts en espèces, alimentation et création d'emplois. De nombreux pays disposent d'un ou plusieurs programmes, d'ampleur variable. Cependant, dans le contexte actuel de hausse des prix alimentaires, tous n'en proposent pas, du fait de leur coût budgétaire et de leur complexité administrative.

Les transferts en espèces comprennent la distribution de liquidités ou de bons convertibles. Ils peuvent ou non dépendre de la participation des bénéficiaires à des programmes en matière de santé, d'éducation ou de travaux publics. Ils sont adaptés là où les marchés alimentaires fonctionnent correctement et où l'objectif de l'intervention est d'améliorer la capacité d'acheter des aliments. Les transferts sans conditions permettent aux ménages de décider par eux-mêmes comment utiliser l'argent distribué: achat d'aliments, d'articles non alimentaires essentiels ou investissements. Ces interventions peuvent également contribuer au développement de marchés locaux, alimentaires ou autres, car elles incitent le secteur privé à s'impliquer dans des

filères de commercialisation plus stables et aux volumes plus importants. Cependant, lorsque la hausse des prix alimentaires est rapide, il conviendra d'ajuster la valeur des transferts pour préserver le pouvoir d'achat, ce qui peut compliquer la planification budgétaire.

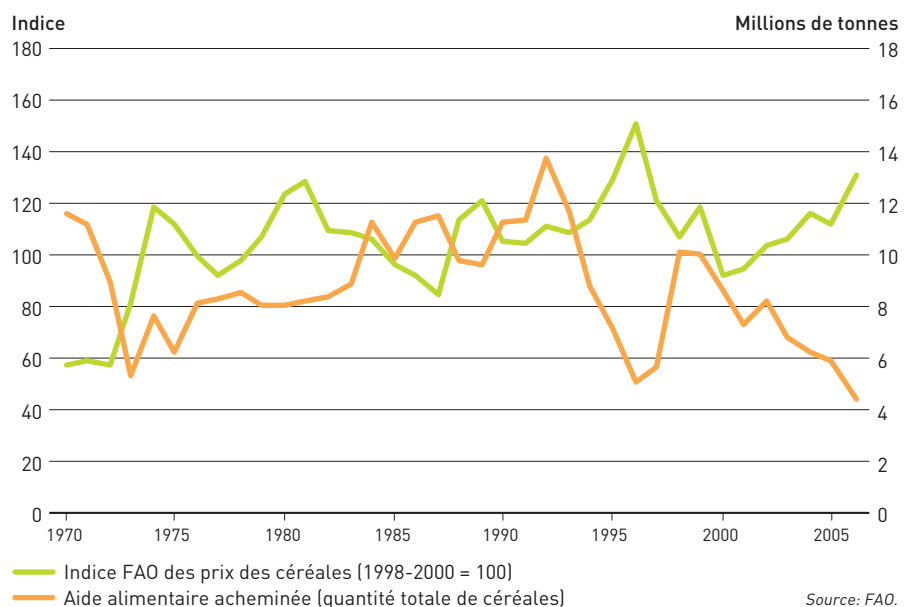
D'autres approches visant à améliorer l'accès à l'alimentation (par exemple les bons alimentaires) sont également appropriées lorsque les marchés alimentaires locaux fonctionnent correctement et que la cause première de la faim est un accès insuffisant à la nourriture. Les bons alimentaires peuvent contribuer au développement des marchés locaux, essentiellement ceux de produits alimentaires, tout en étant plus acceptables politiquement. Il apparaît également plus difficile de les «détourner» vers des consommations «non souhaitées» et ils peuvent être auto-ciblés (les ménages moins pauvres étant plus intéressés par des espèces que par des bons, alimentaires ou non). De plus, leurs coûts de transaction sont moindres que ceux des distri-

butions alimentaires directes. Toutefois ces coûts restent toutefois supérieurs à ceux des transferts en espèces, et les bons alimentaires pourraient peser sur la capacité des ménages à choisir les dépenses les plus appropriées. En outre, la revente des bons au marché noir pourrait saper les objectifs de ces programmes.

Les programmes axés sur l'approvisionnement en nourriture permettent aux particuliers ou aux ménages de se procurer directement des aliments ou des compléments alimentaires. Ils sont particulièrement bien adaptés lorsque les marchés alimentaires ne fonctionnent pas correctement, c'est-à-dire là où les transferts en espèces ou les autres formes de soutien aux revenus sont moins efficaces. Par exemple, la distribution d'espèces ou de bons alimentaires dans des zones où les aliments sont difficiles à se procurer pourrait perturber les marchés locaux et faire augmenter les prix. En général, l'aide alimentaire directe ou les programmes «vivres contre

34

Prix internationaux des céréales et aide alimentaire



Sur la voie des engagements du Sommet

travail» sont mieux adaptés à de telles situations et constituent le premier filet de sécurité déployé par le Programme alimentaire mondial. D'autres types de programmes de distribution directe de nourriture se justifient lorsque certains membres du ménage sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire ou à la malnutrition. Il pourrait ainsi être nécessaire de distribuer de la nourriture ou des compléments alimentaires dans les établissements scolaires.

L'aide alimentaire directe est fondamentalement différente de la distribution d'espèces ou de bons alimentaires; elle est particulièrement appropriée lorsque la faim est causée par une insuffisance de disponibilités vivrières. En outre, ces programmes sont souvent plus acceptables politiquement, peut-être parce qu'il est plus difficile de détourner l'aide vers une consommation non souhaitable. Il convient de noter que l'aide alimentaire est souvent constituée de dons faits au pays et que la quantité d'aide disponible se trouve fréquemment réduite lorsque les cours mondiaux augmentent. Quoi qu'il en soit, le fait que cette aide soit souvent gratuite pourrait inciter les gouvernements à ignorer d'autres solutions plus appropriées et durables.

Étant donné l'importance des moyens d'existence agricoles pour les personnes pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne et dans un contexte de flambée des prix des denrées, les filets de sécurité productifs peuvent également jouer un rôle important. Dans des pays comme l'Éthiopie et le Malawi, les instruments traditionnels de la politique agricole, notamment les subventions aux intrants, et les approches innovantes d'assurance des cultures, sont désormais partie intégrante de la protection sociale. À court terme, les difficultés d'accès aux intrants essentiels comme les semences et les engrais pourraient peser sur la réponse axée sur l'offre apportée par les petits agriculteurs du

fait de la hausse des cours. Dans ces cas, les mesures de protection sociale, y compris la distribution de ces intrants, directement ou par le biais de systèmes de bons ou de «subventions intelligentes», peuvent constituer une réponse appropriée. Ces programmes, s'ils sont mis en œuvre efficacement, peuvent accroître la production locale et les revenus de petits producteurs et atténuer les hausses de prix sur les marchés locaux, améliorant ainsi l'état nutritionnel des ménages acheteurs nets d'aliments.

Si, dans un contexte de prix alimentaires élevés, l'idée d'un filet de sécurité apparaît évidente, la formulation, la conception et la mise en œuvre d'un tel programme sont complexes. Il existe de nombreuses possibilités et aucune d'entre elles n'est intrinsèquement «meilleure». La solution adoptée dépendra des objectifs et conditions locaux, et de nombreux filets de sécurité associent des composantes des options que nous avons évoquées. Plus important encore, elle doit être fonction des besoins et de la situation du pays ou de la région ainsi que de l'opinion des bénéficiaires plutôt que des besoins et priorités des pays et organismes donateurs.

Carences nutritionnelles

Les problèmes de nutrition des enfants et des adultes peuvent s'aggraver si le renchérissement des aliments perdure et des mesures immédiates doivent donc être prises pour en limiter les conséquences négatives. Pour que puissent être mis en œuvre des interventions et des programmes appropriés, il convient de bien connaître le contexte national car l'impact nutritionnel des mécanismes d'adaptation variera considérablement selon les circonstances et les groupes de population. Les interventions d'aide alimentaire doivent avoir pour objectif de préserver ou d'améliorer la diversité des régimes alimentaires afin d'éviter

une augmentation des carences en micronutriments.

Les programmes et interventions comprennent des mesures directes, comme des suppléments en micronutriments ou des distributions d'aliments enrichis au bénéfice de groupes très vulnérables tels que les enfants ou les femmes enceintes ou allaitantes. Ces mesures palliatives doivent être complétées par d'autres, à plus long terme, permettant effectivement aux ménages à faible revenu d'accéder à des régimes diversifiés, à un coût abordable. En voici quelques exemples: soutien aux petites industries alimentaires pour leur permettre de produire des aliments de sevrage de bonne qualité nutritionnelle; soutien et promotion de l'allaitement; diffusion de messages pertinents en matière de nutrition; et mesures de surveillance de la croissance. Les informations recueillies au Bangladesh dans les années 90 semblent indiquer que les politiques alimentaires macroéconomiques visant à maintenir le prix des aliments de base à un niveau abordable peuvent, associées à d'autres interventions alimentaires et nutritionnelles, contribuer à réduire le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale²¹. Étant donné l'importance du statut des femmes en matière de nutrition infantile, des mesures concrètes doivent viser à éradiquer toute discrimination fondée sur le sexe et à réduire les rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes.



Pour conclure

Faire face aux menaces

L'augmentation spectaculaire des prix mondiaux des aliments représente une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle entraîne également de nombreux problèmes d'ordre social, politique et environnemental ayant eux-mêmes des répercussions sur les activités de développement et l'aide humanitaire. La crise alimentaire met en danger la vie de mil-

lions de personnes parmi les plus vulnérables et menace d'annuler les avancées faites depuis une dizaine d'années en matière de réduction de la faim et de la pauvreté. Déjà, avant la flambée, on estimait qu'il existait quelque 850 millions de personnes sous-alimentées. La crise pourrait conduire des millions de personnes supplémentaires, tant dans les zones rurales qu'urbaines, à s'enfoncer dans la misère et la famine.

Une crise de cette nature et de cette

ampleur impose, à l'échelon mondial, une réponse urgente à la fois exhaustive, cohérente et coordonnée afin d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les pays en développement. Elle doit traiter les besoins immédiats comme à plus long terme et cibler les pauvres des zones urbaines et rurales, notamment les petits agriculteurs des pays touchés (dont la capacité à profiter du renchérissement des aliments est rudement mise à mal

Suivi de la Conférence de haut niveau organisée par la FAO

Lorsque les dirigeants mondiaux se sont retrouvés à Rome au début du mois de juin 2008 à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire, ils ont à nouveau confirmé qu'il était «inacceptable que 862 millions de personnes soient encore sous-alimentées dans le monde aujourd'hui» et ont instamment invité la communauté internationale «à prendre des mesures immédiates, urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires».

Il a été reconnu qu'il était nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour sauver les vies et les moyens d'existence des personnes qui en sont victimes, et urgent d'aider les pays en situation d'insécurité alimentaire à développer leur agriculture et leur production vivrière. La Conférence de haut niveau a formulé un certain nombre de recommandations.

Mesures immédiates et à court terme

Ces mesures auront pour objectif de:

- répondre immédiatement aux demandes d'aide afin de traiter les situations d'urgence en matière de faim et de malnutrition en élargissant les programmes d'aide et de filets de sécurité;
- fournir un soutien en matière de budget et/ou de balance des paiements, réexa-

miner le service de la dette et simplifier les procédures d'admissibilité aux mécanismes financiers existants à l'appui de l'agriculture et de l'environnement;

- accroître l'accès des petits agriculteurs aux semences, engrais, aliments pour animaux, assistance technique et autres intrants;
- améliorer les infrastructures commerciales;
- s'assurer que les politiques alimentaires, sur les échanges agricoles et, plus généralement, commerciales soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous, en menant à bien rapidement le Cycle de négociations commerciales de Doha et en limitant les mesures restrictives qui pourraient accroître la volatilité des cours mondiaux.

Mesures à moyen et long termes

La crise actuelle a mis en évidence la fragilité des systèmes vivriers mondiaux et leur vulnérabilité aux chocs. S'il est urgent de s'attaquer aux conséquences de la flambée des prix des produits alimentaires, il est également crucial d'associer des mesures à moyen et à long termes, notamment:

- adopter un cadre d'intervention axé sur les populations en faveur des pauvres vivant dans les zones rurales, périurbai-

nes et urbaines et des moyens d'existence des populations dans des pays en développement et accroître les investissements dans l'agriculture;

- préserver la diversité biologique et accroître la résilience des systèmes actuels de production vivrière face aux défis du changement climatique;
- accroître nettement les investissements dans la science et la technologie pour l'alimentation et l'agriculture et renforcer la coopération en matière de recherche, de mise au point, d'application, de transfert et de diffusion de technologies améliorées et d'approches en matière de politiques;
- établir des conditions en ce qui concerne la gouvernance et les politiques qui facilitent l'investissement dans des technologies agricoles améliorées;
- poursuivre les efforts en matière de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce et les politiques qui ont des effets de distorsion sur les marchés;
- relever les défis et possibilités relatifs aux biocarburants, compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, d'énergie et de développement durable.

Sur la voie des engagements du Sommet

par la carence d'intrants, d'investissements, d'infrastructures et d'accès au marché).

Un appel pour une action concertée urgente

Le 28 avril 2008, le Secrétaire général des Nations Unies a mis sur pied une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qu'il préside lui-même. Elle est composée des responsables des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et des parties concernées du Secrétariat de l'ONU. Conçue pour servir de catalyseur à des mesures urgentes et immédiates, elle a élaboré un Cadre global d'action afin de guider les acteurs locaux et mondiaux (institutions et gouvernements). La FAO a joué un rôle essentiel au sein de l'Équipe. Elle a contribué au contenu stratégique et technique général du cadre global d'action et contribuera largement à sa mise en œuvre.

Ce cadre définit les mesures prioritaires qui permettraient d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale et de poursuivre la réduction de la pauvreté dans le contexte actuel de crise alimentaire. Conformément à la Déclaration approuvée par les dirigeants mondiaux à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mon-

diale organisée par la FAO au mois de juin 2008 (voir l'encadré) et aux messages fondamentaux dans ce rapport, le cadre mondial d'action préconise d'agir sur deux fronts pour apporter une réponse globale à la crise alimentaire mondiale. Il s'agit d'abord de *satisfaire aux besoins immédiats des populations en situation d'insécurité alimentaire et ensuite de renforcer la résilience et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à plus long terme*. Ces deux types d'intervention nécessitent une attention urgente et bénéficieraient d'un renforcement des systèmes de coordination, d'évaluation, de contrôle et de surveillance.

L'investissement dans l'agriculture est primordial

La FAO est convaincue qu'un renforcement des investissements agricoles, centrés sur les petits agriculteurs et sur le développement rural, pourrait permettre à l'agriculture de devenir un secteur économique dynamique, ce qui aurait des effets positifs sur la réduction de la pauvreté. Pour parvenir à ces objectifs, l'amélioration de la productivité agricole devra s'accompagner d'un redoublement des investissements en faveur du développement de marchés locaux et régionaux et d'une réforme ambitieuse des pratiques commerciales créatrices de distorsions. Il conviendra parallèlement d'adopter

des modèles durables de production agricole pour s'assurer que ces solutions nouvelles cadrent avec les besoins environnementaux à long terme.

Affronter le défi

Les dirigeants doivent jouer un rôle central dans toute réponse à l'échelon mondial. Les gouvernements nationaux doivent montrer la voie, mais ils ont besoin du soutien et de la coopération renouvelés du secteur privé, de la société civile, de la communauté humanitaire et du système international. Les implications financières de la crise et des réponses envisagées sont d'une ampleur considérable et exigent l'engagement politique et financier de toutes les parties prenantes. Jusqu'ici, les réactions sont nettement insuffisantes par rapport à l'importance des besoins. De nouvelles allocations de ressources doivent venir compléter les financements actuels et ne pas détourner de ressources d'autres secteurs sociaux vitaux nécessaires à la réalisation des OMD, tels que la santé et l'éducation.

Ces mesures ne pourront être entreprises et ces résultats obtenus que dans le cadre de partenariats à tous les niveaux. La FAO continuera d'assurer son rôle de direction et de coordination, tout en aidant les gouvernements nationaux et les communautés affectées à relever ce qui constitue un véritable défi mondial.

Annexe technique

Mise à jour des paramètres

Cette annexe technique décrit l'incidence de la révision de deux paramètres essentiels de la méthodologie utilisée par la FAO pour évaluer la sous-alimentation. Ces paramètres révisés ont été introduits suite aux nouvelles statistiques de population communiquées en 2006 par la Division de la population des Nations Unies et les nouveaux chiffres en matière de besoins énergétiques humains établis en 2004 par la FAO, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)²². La FAO utilise ces deux paramètres pour calculer les besoins énergétiques alimentaires minimaux par personne, qui sont à la fois propres à chaque pays et différents chaque année. Ces nouveaux paramètres ont été mis en application à partir de la période de référence 1990-92 et pour toutes les années ultérieures au cours desquelles la FAO a publié des résultats. De ce fait, les statistiques en matière de sous-alimentation et les avancées et reculs par rapport aux objectifs de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont évolué sur la totalité de la période examinée. Cela a parfois même considérablement modifié les estimations pays par pays qui figurent au Tableau 1 (page 48).

Besoins énergétiques alimentaires minimaux

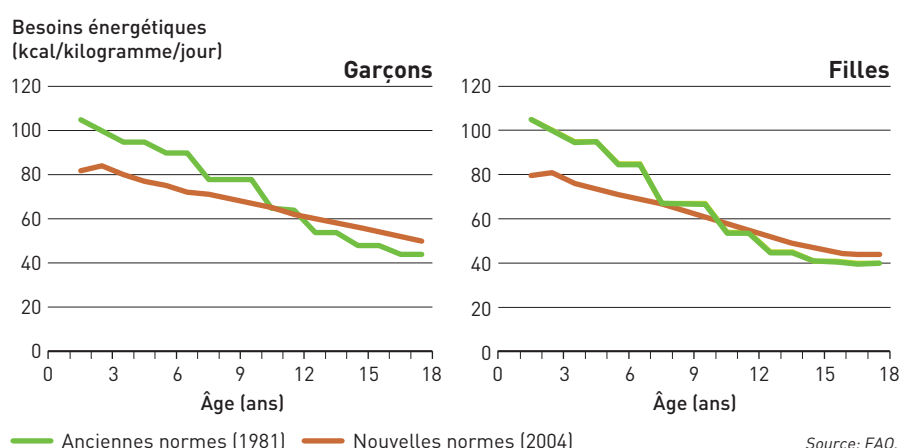
Les nouvelles normes en matière de besoins énergétiques humains publiées par la FAO, l'UNU et l'OMS sont les plus significatives en termes d'incidence sur les estimations de la sous-alimentation. Utilisées pour la première fois dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, ces nouvelles normes affectent les besoins énergétiques alimentaires minimaux (BEAM). Ces BEAM constituent l'un des facteurs fondamentaux de la méthodologie de la FAO en matière de sous-alimentation car ils permettent de fixer

une valeur limite, ou seuil, afin d'estimer le nombre de personnes souffrant de la faim dans un pays donné et la prévalence (pourcentage) de cette population. Lorsque ce seuil varie, le nombre et le pourcentage de personnes considérées comme sous-alimentées varient également.

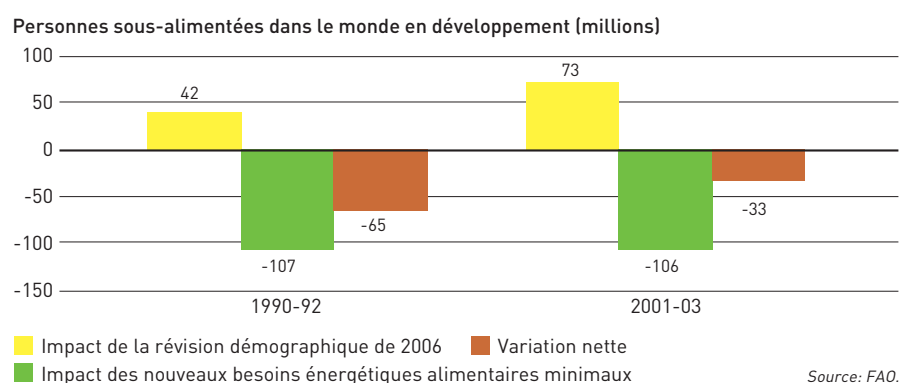
Les besoins énergétiques alimentaires varient en fonction du sexe et de l'âge, ainsi que du niveau d'activité. Ainsi, les BEAM, c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire à une activité physique légère et à un poids minimum acceptable par

rapport à la taille, varient-ils d'un pays à l'autre et d'une année sur l'autre en fonction de la structure par sexe et par âge de telle ou telle population. Pour une population dans son intégralité, le BEAM global est la moyenne pondérée de l'ensemble des BEAM des différents groupes par sexe/âge au sein de la population. On l'exprime en kilocalories (kcal) par personne et par jour. La consommation énergétique alimentaire d'un pourcentage important de la population est proche de la valeur limite, en particulier dans les pays ayant une forte prévalence

Variations des besoins énergétiques recommandés, 1981 et 2004



Variations dues aux estimations démographiques révisées et aux besoins énergétiques minimaux



Annexe technique

de sous-alimentation; ainsi les BEAM sont-ils un paramètre extrêmement sensible. Dans la plupart des pays, les nouvelles normes relatives aux besoins énergétiques humains ont eu pour conséquence une baisse globale et de la quantité de nourriture requise et de la prévalence de la sous-alimentation.

Ces nouvelles normes ont entraîné une réduction des BEAM des enfants et une légère hausse de ceux s'appliquant aux adultes et aux adolescents. La différence a été la plus importante au sein des pays comptant un pourcentage relativement élevé d'enfants de moins de 12 ans. La Figure A compare les anciennes et les nouvelles normes s'appliquant aux filles et aux garçons. En moyenne, ces nouvelles normes ont abouti à une baisse mondiale des BEAM de 88 kcal par personne et par jour, soit une réduction des besoins alimentaires équivalant à presque 60 millions de tonnes de céréales. Leur effet a donc été de *réduire* le nombre estimé de personnes sous-alimentées dans les pays en développement de 107 millions dans la période de base 1990-92 et de 106 millions en 2001-03 (période la plus récente pouvant être utilisée aux fins de comparaison), et ce lorsque tous les autres facteurs sont stables (colonnes vertes dans la Figure B).

Révision des estimations de population

Cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* utilise les estimations de population révisées réalisées en 2006 par la Division de la population des Nations Unies. Elles correspondent à la période 1950-2005 et contiennent des projections s'appliquant jusqu'en 2050. Les estimations de cette révision 2006 sont plus élevées pour la plupart des pays; de ce fait, les estimations de population des pays en développement sont, pour la période de référence 1990-92, supérieures de 35 millions de personnes aux précédentes estimations, et supérieures de quelque 53 millions pour la période 2003-05.

Étant donné que les disponibilités énergétiques alimentaires totales pour chaque pays utilisées pour calculer le taux de sous-alimentation n'ont pas varié, les aliments disponibles sont partagés entre un plus grand nombre d'individus, ce qui réduit d'autant l'apport énergétique par personne, augmentant ainsi la prévalence de la sous-alimentation dans la plupart des pays du fait des changements au sein de la population.

Les répartitions par âge et par sexe ont également été mises à jour dans les estimations de population révisées de

2006. Les changements les plus significatifs sont ceux concernant les tendances du vieillissement à long terme. En règle générale, au fur et à mesure que les pays se développent, les taux de croissance de la population diminuent et l'espérance de vie augmente. Le nombre d'adultes augmentant par rapport à celui des enfants, les besoins alimentaires croissent, tout comme la sous-alimentation. Entre 1990-92 et 2003-05, le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays en développement a augmenté de 66 millions du fait du vieillissement de la population, lorsque tous les autres facteurs sont maintenus constants.

Les pyramides de population en Chine illustrent bien ces tendances démographiques. Alors que, relativement au nombre des enfants, la population chinoise adulte augmentait de 1990-02 à 2003-05, les BEAM augmentaient en moyenne de 43 kcal par personne et par jour, entraînant une hausse de 70 millions du nombre de personnes sous-alimentées.

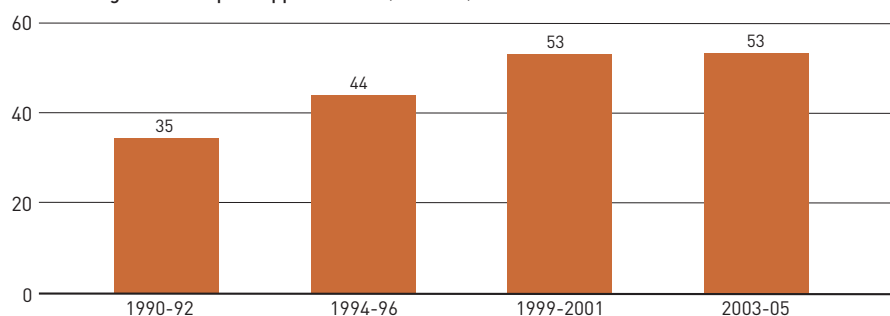
L'effet cumulé de la croissance démographique et des changements relatifs à la structure par âge et par sexe, associé à la redistribution des aliments disponibles pour la consommation humaine selon la révision de 2006, ont eu pour effet une *augmentation* du nombre estimé de personnes sous-alimentées dans le monde en développement (+ 42 millions de personnes environ en 1990-92 et + 73 millions en 2001-03), lorsque tous les autres facteurs sont maintenus constants (colonnes jaunes dans la Figure B). Cette augmentation est supérieure dans les pays comptant une vaste population et un fort taux de croissance démographique.

Impact net

Ces changements majeurs apportés aux paramètres clés que la FAO utilise pour établir ses estimations sur la faim dans le monde ont abouti à divers changements à la fois quant au nombre de personnes sous-alimentées et aux tendances de la

C Différence entre les estimations démographiques effectuées par les Nations Unies en 2002 et 2006 pour les pays en développement

2006 en augmentation par rapport à 2002 (millions)

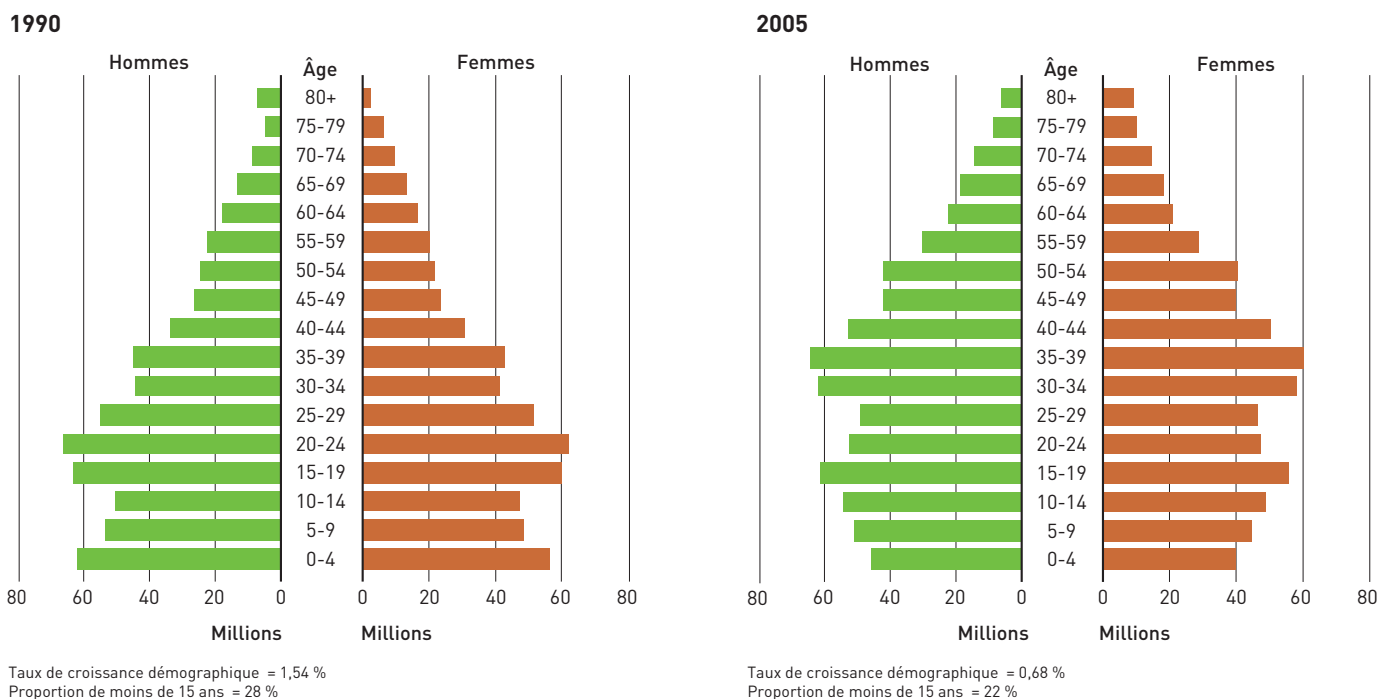


Source: Division de la population, Nations Unies.



D

Évolution de la structure démographique de la Chine



sous-alimentation dans le monde, thèmes que nous avons abordés dans la partie centrale de ce rapport.

Ces nouveaux besoins énergétiques, associés aux révisions de 2006 des estimations de population, ont abouti à une réduction des estimations de la sous-alimentation dans le monde en développement (-65 millions de personnes pour la période de base 1990-92 et -33 millions de personnes pour 2001-03 – colonnes marron dans la Figure B).

Autres modifications des données

Un certain nombre d'autres changements ont été apportés aux données concernant les estimations de la sous-alimentation mondiale. Le «monde en développement» inclut désormais des pays de la Communauté des États indépendants

(CEI), à l'exception du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la République de Moldova et de l'Ukraine (désormais considérés comme faisant partie de l'Europe). Cela a eu pour effet d'ajouter 10 millions de personnes sous-alimentées au nombre total correspondant dans les pays en développement durant la période de base (1990-92).

De plus, de nouvelles informations ont conduit la FAO à modifier considérablement les chiffres concernant la Chine, l'Indonésie et Myanmar, ajoutant 50 millions de personnes sous-alimentées dans la période de base. Le processus d'examen permanent des bilans alimentaires et des comptes disponibilités/utilisation a également conduit la FAO à modifier légèrement les chiffres d'un grand nombre de pays, ce qui a eu pour résultat global d'augmenter de 5 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans

les pays en développement durant la période de base. L'impact global de ces autres changements a été d'accroître de 65 millions le nombre de personnes sous-alimentées au sein des pays en développement durant la période de base et de 48 millions en 2001-03.

Annexe technique

Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des Objectifs du Millénaire pour le développement² dans les pays en développement³

| MONDE Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation] | Population totale | | | | Nombre de personnes sous-alimentées | Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5* | Tendance du SMA | Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale | | | Ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5** | Tendance de l'OMD |
|--|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|---|--|--------------------|--|-----------|----------------|---|----------------------|
| | 2003-05 (millions) | 1990-92 | 1995-97 (millions) | 2003-05 | | | | 1990-92 à 2003-05 | 1990-92 | 1995-97 (%) | | |
| MONDE | 6 406,0 | 841,9 | 831,8 | 848,0 | 1,0 | ▲ | 16 | 14 | 13 | 0,8 | ▼ | |
| Pays développés | 1 264,9 | 19,1 | 21,4 | 15,8 | 0,8 | ▼ | - | - | - | so | so | |
| Pays en développement | 5 141,0 | 822,8 | 810,4 | 832,2 | 1,0 | ▲ | 20 | 18 | 16 | 0,8 | ▼ | |
| ASIE ET PACIFIQUE*** | 3 478,6 | 582,4 | 535,0 | 541,9 | 0,9 | ▼ | 20 | 17 | 16 | 0,8 | ▼ | |
| Asie de l'Est | 1 386,1 | 183,5 | 152,0 | 131,8 | 0,7 | ▼ | 15 | 12 | 10 | 0,6 | ▼ | |
| Chine [2] | 1 312,4 | 178,0 | 143,7 | 122,7 | 0,7 | ▼ | 15 | 12 | 9 | 0,6 | ▼ | |
| Mongolie [4] | 2,6 | 0,7 | 1,0 | 0,8 | 1,1 | ▲ | 30 | 40 | 29 | 1,0 | ▼ | |
| République de Corée [1] | 47,7 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Rép. pop. dém. de Corée [4] | 23,5 | 4,2 | 6,7 | 7,6 | 1,8 | ▲ | 21 | 31 | 32 | 1,6 | ▲ | |
| Asie du Sud-Est | 544,5 | 105,6 | 88,6 | 86,9 | 0,8 | ▼ | 24 | 18 | 16 | 0,7 | ▼ | |
| Cambodge [4] | 13,7 | 3,8 | 4,8 | 3,6 | 0,9 | ▼ | 38 | 41 | 26 | 0,7 | ▼ | |
| Indonésie [3] | 223,2 | 34,5 | 26,7 | 37,1 | 1,1 | ▲ | 19 | 13 | 17 | 0,9 | ▼ | |
| Malaisie [1] | 25,2 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Myanmar [3] | 47,6 | 18,1 | 14,8 | 8,8 | 0,5 | ▼ | 44 | 34 | 19 | 0,4 | ▼ | |
| Philippines [3] | 82,9 | 13,3 | 12,8 | 13,3 | 1,0 | ◄ | 21 | 18 | 16 | 0,8 | ▼ | |
| Rép. dém. populaire lao [3] | 5,6 | 1,1 | 1,3 | 1,1 | 1,0 | ◄ | 27 | 26 | 19 | 0,7 | ▼ | |
| Thaïlande [3] | 62,6 | 15,7 | 12,3 | 10,9 | 0,7 | ▼ | 29 | 21 | 17 | 0,6 | ▼ | |
| Viet Nam [3] | 83,8 | 18,7 | 15,6 | 11,5 | 0,6 | ▼ | 28 | 21 | 14 | 0,5 | ▼ | |
| Asie du Sud | 1 468,4 | 282,5 | 284,8 | 313,6 | 1,1 | ▲ | 25 | 22 | 21 | 0,9 | ▼ | |
| Bangladesh [4] | 150,5 | 41,6 | 51,4 | 40,1 | 1,0 | ▼ | 36 | 40 | 27 | 0,7 | ▼ | |
| Inde [4] | 1 117,0 | 206,6 | 199,9 | 230,5 | 1,1 | ▲ | 24 | 21 | 21 | 0,9 | ▼ | |
| Népal [3] | 26,6 | 4,0 | 5,3 | 4,0 | 1,0 | ◄ | 21 | 24 | 15 | 0,7 | ▼ | |
| Pakistan [4] | 155,4 | 25,7 | 23,7 | 35,0 | 1,4 | ▲ | 22 | 18 | 23 | 1,0 | ▲ | |
| Sri Lanka [4] | 19,0 | 4,6 | 4,4 | 4,0 | 0,9 | ▼ | 27 | 24 | 21 | 0,8 | ▼ | |
| Asie centrale | 57,7 | 4,0 | 4,7 | 6,5 | 1,6 | ▲ | 8 | 9 | 11 | 1,4 | ▲ | |
| Kazakhstan [1] | 15,1 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Kirghizistan [1] | 5,2 | 0,8 | 0,6 | ns | so | ▼ | 17 | 13 | - | so | ▼ | |
| Ouzbékistan [3] | 26,2 | 1,0 | 1,1 | 3,6 | 3,7 | ▲ | 5 | 5 | 14 | 3,0 | ▲ | |
| Tadjikistan [4] | 6,5 | 1,8 | 2,4 | 2,2 | 1,2 | ▲ | 34 | 42 | 34 | 1,0 | ◄ | |
| Turkménistan [2] | 4,8 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,8 | ◄ | 9 | 9 | 6 | 0,6 | ▼ | |
| Asie de l'Ouest | 15,9 | 6,1 | 4,4 | 2,2 | 0,4 | ▼ | 38 | 27 | 14 | 0,4 | ▼ | |
| Arménie [4] | 3,0 | 1,6 | 1,1 | 0,6 | 0,4 | ▼ | 46 | 34 | 21 | 0,5 | ▼ | |
| Azerbaïdjan [3] | 8,3 | 2,0 | 2,1 | 1,0 | 0,5 | ▼ | 27 | 27 | 12 | 0,4 | ▼ | |
| Géorgie [3] | 4,5 | 2,5 | 1,2 | 0,6 | 0,2 | ▼ | 47 | 24 | 13 | 0,3 | ▼ | |
| AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES | 544,2 | 52,6 | 51,8 | 45,2 | 0,9 | ▼ | 12 | 11 | 8 | 0,7 | ▼ | |
| Amérique du Nord et centrale | 141,9 | 9,3 | 10,2 | 8,8 | 0,9 | ▼ | 8 | 8 | 6 | 0,8 | ▼ | |
| Costa Rica [1] | 4,3 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| El Salvador [3] | 6,6 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 1,3 | ▲ | 9 | 11 | 10 | 1,1 | ▲ | |
| Guatemala [3] | 12,4 | 1,3 | 1,7 | 2,0 | 1,6 | ▲ | 14 | 17 | 16 | 1,2 | ▲ | |
| Honduras [3] | 6,7 | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,8 | ▼ | 19 | 16 | 12 | 0,6 | ▼ | |
| Mexique [1] | 103,4 | ns | 4,3 | ns | so | so | - | 5 | - | so | so | |
| Nicaragua [4] | 5,4 | 2,2 | 1,9 | 1,2 | 0,5 | ▼ | 52 | 40 | 22 | 0,4 | ▼ | |
| Panama [3] | 3,2 | 0,4 | 0,6 | 0,5 | 1,2 | ▲ | 18 | 20 | 17 | 0,9 | ▼ | |
| Caraïbes | 33,7 | 7,5 | 8,6 | 7,6 | 1,0 | ▲ | 26 | 28 | 23 | 0,9 | ▼ | |
| Cuba [1] | 11,2 | 0,6 | 1,5 | ns | so | ▼ | 5 | 14 | - | so | ▼ | |

(suite)



Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des Objectifs du Millénaire pour le développement² dans les pays en développement³

| MONDE Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation] | Population totale | | | | Nombre de personnes sous-alimentées | Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5* | Tendance du SMA | Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale | | | Ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5** | Tendance de l'OMD |
|--|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|---|--|--------------------|--|-----------|----------------|---|----------------------|
| | 2003-05 (millions) | 1990-92 | 1995-97 (millions) | 2003-05 | | | | 1990-92 à 2003-05 | 1990-92 | 1995-97 (%) | | |
| Haïti [5] | 9,2 | 4,5 | 4,8 | 5,3 | 1,2 | ▲ | 63 | 60 | 58 | 0,9 | ▼ | |
| Jamaïque [2] | 2,7 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | 0,5 | ▼ | 11 | 7 | 5 | 0,4 | ▼ | |
| République dominicaine [4] | 9,3 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 1,0 | ◀▶ | 27 | 24 | 21 | 0,8 | ▼ | |
| Trinité-et-Tobago [3] | 1,3 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 1,0 | ◀▶ | 11 | 13 | 10 | 0,9 | ▼ | |
| Amérique du Sud | 368,6 | 35,8 | 33,0 | 28,8 | 0,8 | ▼ | 12 | 10 | 8 | 0,7 | ▼ | |
| Argentine [1] | 38,4 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Bolivie [4] | 9,0 | 1,6 | 1,5 | 2,0 | 1,2 | ▲ | 24 | 20 | 22 | 0,9 | ▼ | |
| Brésil [2] | 184,3 | 15,8 | 15,6 | 11,7 | 0,7 | ▼ | 10 | 10 | 6 | 0,6 | ▼ | |
| Chili [1] | 16,1 | 0,9 | ns | ns | so | ▼ | 7 | - | - | so | ▼ | |
| Colombie [3] | 44,3 | 5,2 | 4,2 | 4,3 | 0,8 | ▼ | 15 | 11 | 10 | 0,7 | ▼ | |
| Équateur [3] | 12,9 | 2,5 | 2,0 | 1,9 | 0,8 | ▼ | 24 | 17 | 15 | 0,6 | ▼ | |
| Guyana [2] | 0,7 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,3 | ▼ | 18 | 10 | 6 | 0,3 | ▼ | |
| Paraguay [3] | 5,8 | 0,7 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | ◀▶ | 16 | 11 | 11 | 0,7 | ▼ | |
| Pérou [3] | 27,0 | 6,1 | 4,9 | 3,9 | 0,6 | ▼ | 28 | 20 | 15 | 0,5 | ▼ | |
| Suriname [2] | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,7 | ◀▶ | 11 | 8 | 7 | 0,6 | ▼ | |
| Uruguay [1] | 3,3 | 0,2 | ns | ns | so | ▼ | 5 | - | - | so | ▼ | |
| Venezuela (Rép. bolivarienne du) [3] | 26,3 | 2,1 | 3,1 | 3,2 | 1,6 | ▲ | 10 | 14 | 12 | 1,2 | ▲ | |
| PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD*** | 420,0 | 19,1 | 29,6 | 33,0 | 1,7 | ▲ | 6 | 8 | 8 | 1,3 | ▲ | |
| Proche-Orient | 270,1 | 15,0 | 25,3 | 28,4 | 1,9 | ▲ | 7 | 11 | 11 | 1,4 | ▲ | |
| Arabie saoudite [1] | 23,0 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Émirats arabes unis [1] | 3,9 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Iran (Rép. islamique d') [1] | 68,7 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Jordanie [1] | 5,4 | ns | 0,2 | ns | so | so | - | 5 | - | so | so | |
| Koweït [1] | 2,6 | 0,4 | 0,1 | ns | so | ▼ | 20 | 5 | - | so | ▼ | |
| Liban [1] | 4,0 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Rép. arabe syrienne [1] | 18,4 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Turquie [1] | 72,0 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Yémen [4] | 20,5 | 3,8 | 5,0 | 6,5 | 1,7 | ▲ | 30 | 31 | 32 | 1,1 | ▲ | |
| Afrique du Nord | 149,9 | 4,0 | 4,3 | 4,6 | 1,2 | ▲ | - | - | - | so | so | |
| Algérie [1] | 32,4 | ns | 1,5 | ns | so | so | - | 5 | - | so | so | |
| Égypte [1] | 71,6 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Jamahiriya arabe libyenne [1] | 5,8 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Maroc [1] | 30,2 | 1,2 | 1,4 | ns | so | ▼ | 5 | 5 | - | so | ▼ | |
| Tunisie [1] | 10,0 | ns | ns | ns | so | so | - | - | - | so | so | |
| Afrique subsaharienne*** | 698,3 | 168,8 | 194,0 | 212,1 | 1,3 | ▲ | 34 | 34 | 30 | 0,9 | ▼ | |
| Afrique centrale | 93,1 | 22,0 | 38,4 | 53,3 | 2,4 | ▲ | 34 | 51 | 57 | 1,7 | ▲ | |
| Cameroun [4] | 17,4 | 4,3 | 5,1 | 4,0 | 0,9 | ▼ | 34 | 35 | 23 | 0,7 | ▼ | |
| Congo [4] | 3,5 | 1,0 | 1,2 | 0,8 | 0,8 | ▼ | 40 | 43 | 22 | 0,5 | ▼ | |
| Gabon [1] | 1,3 | 0,0 | ns | ns | so | ▼ | 5 | - | - | so | ▼ | |
| République centrafricaine [5] | 4,1 | 1,4 | 1,8 | 1,8 | 1,2 | ▲ | 47 | 50 | 43 | 0,9 | ▼ | |
| Rép. dém. du Congo, [5] | 56,9 | 11,4 | 26,5 | 43,0 | 3,8 | ▲ | 29 | 57 | 76 | 2,6 | ▲ | |
| Tchad [5] | 9,8 | 3,7 | 3,8 | 3,8 | 1,0 | ▲ | 59 | 51 | 39 | 0,7 | ▼ | |
| Afrique de l'Est | 242,4 | 77,1 | 86,1 | 86,0 | 1,1 | ▲ | 45 | 44 | 35 | 0,8 | ▼ | |
| Burundi [5] | 7,6 | 2,6 | 3,6 | 4,8 | 1,9 | ▲ | 44 | 57 | 63 | 1,4 | ▲ | |
| Érythrée****[5] | 4,4 | 2,1 | 2,1 | 3,0 | 1,4 | ▲ | 67 | 64 | 68 | 1,0 | ▲ | |

(suite)

Annexe technique

Tableau 1. Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des Objectifs du Millénaire pour le développement² dans les pays en développement³

| MONDE Région/sous-région/pays [catégorie de sous-alimentation] | Population totale | | | | Ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5* | Tendance du SMA | Proportion de personnes sous-alimentées sur la population totale | | | Ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5** | Tendance de l'OMD |
|--|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|--|--------------------|--|-----------|----------------|---|----------------------|
| | 2003-05 (millions) | 1990-92 | 1995-97 (millions) | 2003-05 | | | 1990-92 à 2003-05 | 1990-92 | 1995-97 (%) | | |
| Éthiopie****[5] | 77,0 | 37,4 | 39,3 | 35,2 | 0,9 | ▼ | 71 | 63 | 46 | 0,6 | ▼ |
| Kenya [4] | 34,7 | 8,0 | 8,4 | 11,0 | 1,4 | ▲ | 33 | 30 | 32 | 1,0 | ▼ |
| Ouganda [3] | 28,0 | 3,6 | 5,1 | 4,1 | 1,1 | ▲ | 19 | 23 | 15 | 0,8 | ▼ |
| Rép.-Unie de Tanzanie, [5] | 37,5 | 7,5 | 12,7 | 13,0 | 1,7 | ▲ | 28 | 41 | 35 | 1,2 | ▲ |
| Rwanda [5] | 9,1 | 3,2 | 3,3 | 3,6 | 1,2 | ▲ | 45 | 56 | 40 | 0,9 | ▼ |
| Soudan [4] | 36,2 | 8,3 | 7,2 | 7,4 | 0,9 | ▼ | 31 | 24 | 21 | 0,7 | ▼ |
| Afrique australe | 99,2 | 32,4 | 35,8 | 36,8 | 1,1 | ▲ | 45 | 43 | 37 | 0,8 | ▼ |
| Angola [5] | 15,6 | 7,2 | 7,3 | 7,1 | 1,0 | ▼ | 66 | 58 | 46 | 0,7 | ▼ |
| Botswana [4] | 1,8 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 1,7 | ▲ | 20 | 24 | 26 | 1,3 | ▲ |
| Lesotho [3] | 2,0 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 1,2 | ▲ | 15 | 13 | 15 | 1,0 | ◀▶ |
| Madagascar [5] | 18,1 | 3,9 | 5,4 | 6,6 | 1,7 | ▲ | 32 | 37 | 37 | 1,2 | ▲ |
| Malawi [4] | 12,9 | 4,3 | 3,7 | 3,8 | 0,9 | ▼ | 45 | 36 | 29 | 0,7 | ▼ |
| Maurice [2] | 1,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 1,0 | ◀▶ | 7 | 6 | 6 | 0,9 | ▼ |
| Mozambique [5] | 20,1 | 8,2 | 8,6 | 7,5 | 0,9 | ▼ | 59 | 52 | 38 | 0,6 | ▼ |
| Namibie [3] | 2,0 | 0,4 | 0,5 | 0,4 | 0,9 | ◀▶ | 29 | 29 | 19 | 0,7 | ▼ |
| Swaziland [3] | 1,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 1,8 | ▲ | 12 | 20 | 18 | 1,5 | ▲ |
| Zambie [5] | 11,3 | 3,3 | 3,9 | 5,1 | 1,5 | ▲ | 40 | 41 | 45 | 1,1 | ▲ |
| Zimbabwe [5] | 13,0 | 4,3 | 5,5 | 5,2 | 1,2 | ▲ | 40 | 46 | 40 | 1,0 | ◀▶ |
| Afrique de l'Ouest | 263,7 | 37,3 | 33,8 | 36,0 | 1,0 | ▼ | 20 | 16 | 14 | 0,7 | ▼ |
| Bénin [3] | 8,2 | 1,5 | 1,7 | 1,6 | 1,1 | ▲ | 28 | 26 | 19 | 0,7 | ▼ |
| Burkina Faso [3] | 13,5 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,0 | ◀▶ | 14 | 12 | 10 | 0,7 | ▼ |
| Côte d'Ivoire [3] | 18,3 | 2,0 | 2,4 | 2,6 | 1,3 | ▲ | 15 | 16 | 14 | 0,9 | ▼ |
| Gambie [4] | 1,6 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 2,3 | ▲ | 20 | 31 | 30 | 1,5 | ▲ |
| Ghana [2] | 22,1 | 5,4 | 3,0 | 1,9 | 0,3 | ▼ | 34 | 16 | 9 | 0,3 | ▼ |
| Guinée [3] | 8,8 | 1,2 | 1,3 | 1,5 | 1,3 | ▲ | 19 | 18 | 17 | 0,9 | ▼ |
| Libéria [5] | 3,4 | 0,6 | 0,9 | 1,3 | 2,2 | ▲ | 30 | 39 | 40 | 1,3 | ▲ |
| Mali [3] | 11,3 | 1,1 | 1,3 | 1,2 | 1,1 | ▲ | 14 | 15 | 11 | 0,8 | ▼ |
| Mauritanie [2] | 2,9 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 1,2 | ◀▶ | 10 | 8 | 8 | 0,8 | ▼ |
| Niger [4] | 12,8 | 3,1 | 3,8 | 3,7 | 1,2 | ▲ | 38 | 40 | 29 | 0,7 | ▼ |
| Nigéria [2] | 138,0 | 14,7 | 10,8 | 12,5 | 0,8 | ▼ | 15 | 10 | 9 | 0,6 | ▼ |
| Sénégal [4] | 11,5 | 2,3 | 3,0 | 3,0 | 1,3 | ▲ | 28 | 32 | 26 | 0,9 | ▼ |
| Sierra Leone [5] | 5,4 | 1,9 | 1,8 | 2,5 | 1,3 | ▲ | 45 | 43 | 47 | 1,0 | ▲ |
| Togo [5] | 6,1 | 1,8 | 1,8 | 2,3 | 1,2 | ▲ | 45 | 39 | 37 | 0,8 | ▼ |

Notes: Se reporter à la page 55.



Tableau 2. Indicateurs choisis relatifs à l'alimentation, la nutrition et le développement, classés par catégorie de sous-alimentation, groupes de revenu et régions

| CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION par groupes de revenu ¹ | DEA ² par habitant | Contribution des groupes d'aliments à la disponibilité énergétique totale ³ | | | | Contribution des nutriments à la disponibilité énergétique totale ⁴ | | | Part de l'agriculture dans le PIB total | Population urbaine | Malnutrition infantile (données les plus récentes) | |
|--|-------------------------------|--|----|----|----|--|-----------|----------|---|--------------------|--|-----------|
| | | C | RT | HG | PA | HC | Protéines | Graisses | | | 2005 | 2003-2005 |
| Région/pays | (kcal/jour) | (% kcal) | | | | (% kcal) | | | (%) | (%) | (%) | |
| DE 35 % OU PLUS DE SOUS-ALIMENTÉS | | | | | | | | | | | | |
| Faible revenu | | | | | | | | | | | | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | |
| Haïti | 1 840 | 49 | 8 | 6 | 7 | 76 H | 9 L | 15 L | 28* | 38 | 22 | 24 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Burundi | 1 630 | 17 | 36 | 1 | 2 | 84 H | 11 R | 6 L | 35 | 10 | 39 | 53 |
| Rép. dém. du Congo | 1 500 | 20 | 56 | 8 | 2 | 80 H | 6 L | 14 L | 46 | 32 | 31 | 38 |
| Érythrée | 1 530 | 68 | 4 | 11 | 5 | 70 R | 12 R | 18 R | 23 | 19 | 40 | 38 |
| Éthiopie | 1 810 | 66 | 14 | 3 | 5 | 79 H | 11 R | 10 L | 47 | 16 | 38 | 47 |
| Libéria | 2 010 | 40 | 24 | 20 | 3 | 68 R | 7 L | 25 R | 66 | 57 | 26 | 39 |
| Madagascar | 2 010 | 58 | 20 | 4 | 7 | 79 H | 9 L | 12 L | 28 | 27 | 42 | 48 |
| Mozambique | 2 070 | 45 | 34 | 9 | 2 | 78 H | 8 L | 15 L | 27 | 34 | 24 | 41 |
| République centrafricaine | 1 900 | 23 | 31 | 15 | 12 | 61 R | 9 L | 30 H | 56 | 38 | 29 | 38 |
| Rép.-Unie de Tanzanie | 2 010 | 53 | 17 | 7 | 6 | 76 H | 10 L | 14 L | 46 | 24 | 44 | 50 |
| Rwanda | 1 940 | 16 | 39 | 4 | 3 | 82 H | 9 L | 9 L | 42 | 18 | 23 | 45 |
| Sierra Leone | 1 910 | 50 | 10 | 15 | 4 | 67 R | 10 L | 23 R | 46 | 40 | 30 | 40 |
| Tchad | 1 980 | 53 | 8 | 6 | 6 | 62 R | 12 R | 26 | 21 | 25 | 37 | 41 |
| Togo | 2 020 | 49 | 26 | 10 | 3 | 72 R | 9 L | 19 R | 44 | 39 | 26 | 24 |
| Zambie | 1 890 | 62 | 14 | 7 | 5 | 74 R | 10 L | 16 R | 23 | 35 | 20 | 50 |
| Zimbabwe | 2 040 | 56 | 2 | 13 | 6 | 66 R | 9 L | 24 R | 19 | 35 | 17 | 29 |
| Revenu moyen inférieur | | | | | | | | | | | | |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Angola | 1 880 | 37 | 27 | 11 | 8 | 71 R | 9 L | 20 R | 8 | 53 | 31 | 45 |
| DE 20 A 34 % DE SOUS-ALIMENTÉS | | | | | | | | | | | | |
| Faible revenu | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | |
| Bangladesh | 2 230 | 80 | 2 | 7 | 3 | 81 H | 9 L | 11 L | 20 | 25 | 48 | 43 |
| Cambodge | 2 160 | 73 | 3 | 3 | 9 | 76 H | 10 L | 14 L | 31 | 19 | 36 | 37 |
| Pakistan | 2 340 | 49 | 1 | 16 | 15 | 63 R | 10 L | 27 R | 21 | 34 | 38 | 37 |
| Rép. pop. dém. de Corée | 2 150 | 61 | 7 | 6 | 7 | 74 R | 11 R | 15 L | nd | 61 | 23 | 37 |
| Tadjikistan | 2 070 | 66 | 3 | 9 | 10 | 66 R | 11 R | 23 R | 24 | 25 | 17 | 27 |
| Proche-Orient et Afrique du Nord | | | | | | | | | | | | |
| Yémen | 2 010 | 59 | 1 | 11 | 8 | 69 R | 11 | 21 R | 14* | 27 | 46 | 53 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Gambie | 2 140 | 53 | 1 | 21 | 6 | 60 R | 9 L | 30 H | 33 | 53 | 20 | 22 |
| Kenya | 2 040 | 50 | 6 | 8 | 12 | 69 R | 11 R | 20 R | 27 | 21 | 20 | 30 |
| Malawi | 2 130 | 56 | 18 | 3 | 2 | 78 H | 10 L | 12 L | 33 | 17 | 31 | 45 |
| Niger | 2 140 | 66 | 2 | 6 | 5 | 70 R | 11 R | 19 R | 40* | 17 | 19 | 46 |
| Sénégal | 2 150 | 62 | 3 | 15 | 8 | 65 R | 10 L | 25 R | 17 | 41 | 17 | 16 |
| Revenu moyen inférieur | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | |
| Arménie | 2 310 | 52 | 6 | 7 | 15 | 69 R | 12 R | 19 R | 21 | 64 | 3 | 13 |
| Inde | 2 360 | 58 | 2 | 13 | 6 | 71 R | 9 L | 20 R | 18 | 29 | 43 | 48 |
| Mongolie | 2 190 | 45 | 3 | 9 | 29 | 56 R | 13 R | 31 H | 25 | 57 | 6 | 21 |
| Sri Lanka | 2 360 | 56 | 2 | 3 | 6 | 74 R | 9 L | 17 R | 17 | 15 | 29 | 14 |

(suite)

Annexe technique

Tableau 2. Indicateurs choisis relatifs à l'alimentation, la nutrition et le développement, classés par catégorie de sous-alimentation, groupes de revenu et régions

| CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION par groupes de revenu ¹ | DEA ² par habitant | Contribution des groupes d'aliments à la disponibilité énergétique totale ³ | | | | Contribution des nutriments à la disponibilité énergétique totale ⁴ | | | Part de l'agriculture dans le PIB total | Population urbaine | Malnutrition infantile (données les plus récentes) | |
|--|-------------------------------|--|----|----|----|--|-----------|----------|---|--------------------|--|-----------|
| | | C | RT | HG | PA | HC | Protéines | Graisses | | | 2005 | 2003-2005 |
| Région/pays | (kcal/jour) | (% kcal) | | | | (% kcal) | | | (%) | (%) | (%) | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | |
| Bolivie | 2 170 | 41 | 7 | 10 | 16 | 66 R | 10 L | 24 R | 14 | 64 | 8 | 27 |
| Nicaragua | 2 350 | 53 | 1 | 9 | 10 | 70 R | 10 R | 20 R | 19 | 59 | 10 | 20 |
| République dominicaine | 2 300 | 29 | 3 | 18 | 14 | 61 R | 9 L | 30 H | 12 | 66 | 5 | 7 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Cameroun | 2 230 | 39 | 17 | 10 | 6 | 70 R | 10 L | 19 R | 20 | 54 | 19 | 30 |
| Congo | 2 330 | 27 | 33 | 14 | 7 | 69 R | 9 L | 22 R | 5 | 60 | 14 | 26 |
| Soudan | 2 290 | 49 | 1 | 6 | 24 | 60 R | 13 R | 27 R | 34 | 40 | 41 | 43 |
| Revenu moyen supérieur | | | | | | | | | | | | |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Botswana | 2 200 | 45 | 7 | 10 | 12 | 67 R | 12 | 21 R | 2 | 57 | 13 | 23 |
| De 10 A 19 % DE SOUS-ALIMENTÉS | | | | | | | | | | | | |
| Faible revenu | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | |
| Myanmar | 2 380 | 60 | 1 | 10 | 8 | 68 R | 11 | 21 R | 57** | 30 | 32 | 32 |
| Népal | 2 430 | 68 | 4 | 10 | 5 | 73 R | 10 L | 17 R | 36 | 15 | 39 | 49 |
| Ouzbékistan | 2 440 | 58 | 2 | 12 | 18 | 62 R | 12 R | 25 R | 28 | 37 | 5 | 15 |
| Rép. dém. populaire lao | 2 300 | 72 | 3 | 2 | 7 | 77 H | 11 R | 12 L | 44 | 20 | 40 | 42 |
| Viet Nam | 2 650 | 68 | 1 | 4 | 13 | 73 R | 10 L | 17 R | 21 | 26 | 25 | 30 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Bénin | 2 290 | 39 | 32 | 9 | 4 | 71 R | 10 L | 19 R | 32 | 40 | 23 | 38 |
| Burkina Faso | 2 620 | 73 | 1 | 5 | 5 | 68 R | 12 R | 20 R | 32 | 18 | 37 | 35 |
| Côte d'Ivoire | 2 520 | 31 | 33 | 13 | 4 | 73 R | 8 L | 19 R | 23 | 45 | 20 | 34 |
| Guinée | 2 540 | 47 | 14 | 14 | 3 | 70 R | 9 L | 21 R | 20 | 33 | 26 | 35 |
| Mali | 2 570 | 67 | 2 | 8 | 10 | 69 R | 11 R | 19 R | 37 | 30 | 33 | 38 |
| Ouganda | 2 380 | 21 | 22 | 7 | 6 | 73 R | 9 L | 17 R | 33 | 12 | 20 | 32 |
| Revenu moyen inférieur | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | |
| Azerbaïdjan | 2 530 | 55 | 6 | 6 | 14 | 71 R | 11 R | 17 R | 10 | 51 | 7 | 13 |
| Géorgie | 2 480 | 56 | 4 | 7 | 18 | 67 R | 13 | 21 R | 17 | 52 | 3 | 12 |
| Indonésie | 2 440 | 64 | 6 | 7 | 5 | 74 R | 9 L | 17 R | 13 | 47 | 28 | 42 |
| Philippines | 2 470 | 55 | 3 | 6 | 13 | 73 R | 9 L | 17 R | 14 | 62 | 28 | 30 |
| Thaïlande | 2 490 | 48 | 2 | 7 | 12 | 71 R | 9 L | 20 R | 10 | 32 | 9 | 12 |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | |
| Colombie | 2 670 | 34 | 6 | 12 | 16 | 68 R | 9 L | 23 R | 12 | 72 | 7 | 12 |
| El Salvador | 2 530 | 50 | 2 | 8 | 11 | 69 R | 11 R | 20 R | 11 | 60 | 10 | 19 |
| Équateur | 2 300 | 33 | 3 | 19 | 18 | 58 R | 10 L | 32 H | 7 | 62 | 9 | 23 |
| Guatemala | 2 270 | 52 | 1 | 9 | 8 | 69 R | 10 L | 21 R | 23 | 47 | 23 | 49 |
| Honduras | 2 590 | 46 | 1 | 11 | 13 | 67 R | 10 L | 23 R | 14 | 46 | 11 | 25 |
| Paraguay | 2 590 | 29 | 14 | 17 | 15 | 58 R | 10 L | 32 H | 22 | 58 | 5 | 14 |
| Pérou | 2 450 | 44 | 14 | 6 | 11 | 73 R | 11 R | 16 R | 7 | 72 | 8 | 24 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | |
| Lesotho | 2 430 | 79 | 3 | 2 | 5 | 77 H | 11 R | 12 L | 17 | 19 | 20 | 38 |
| Namibie | 2 290 | 45 | 14 | 8 | 13 | 69 R | 11 R | 20 R | 12 | 35 | 24 | 24 |
| Swaziland | 2 320 | 46 | 5 | 5 | 15 | 67 R | 11 R | 21 R | 11 | 24 | 10 | 30 |

(suite)



Tableau 2. Indicateurs choisis relatifs à l'alimentation, la nutrition et le développement, classés par catégorie de sous-alimentation, groupes de revenu et régions

| CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION par groupes de revenu ¹ | DEA ² par habitant | Contribution des groupes d'aliments à la disponibilité énergétique totale ³ | | | | Contribution des nutriments à la disponibilité énergétique totale ⁴ | | | Part de l'agriculture dans le PIB total | Population urbaine | Malnutrition infantile (données les plus récentes) | | | | |
|--|-------------------------------|--|----|----|----|--|-----------|----------|---|--------------------|--|-----------|-------------------|----------------------|----|
| | | C | RT | HG | PA | HC | Protéines | Graisses | | | 2005 | 2003-2005 | Poids insuffisant | Retard de croissance | |
| Région/pays | (kcal/jour) | (% kcal) | | | | (% kcal) | | | (%) | (%) | (%) | | | | |
| Revenu moyen supérieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Panama | 2 390 | 43 | 2 | 12 | 17 | 65 | R | 11 | R | 23 | R | 8 | 70 | 8 | 18 |
| Venezuela (Rép. bolivarienne du) | 2 450 | 38 | 3 | 17 | 15 | 63 | R | 11 | R | 27 | R | 4*** | 93 | 5 | 13 |
| Revenu élevé | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Trinité-et-Tobago | 2 760 | 36 | 2 | 13 | 14 | 65 | R | 10 | L | 25 | R | 1 | 12 | 6 | 4 |
| DE 5 A 9 % DE SOUS-ALIMENTÉS | | | | | | | | | | | | | | | |
| Faible revenu | | | | | | | | | | | | | | | |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ghana | 2 690 | 30 | 40 | 7 | 4 | 78 | H | 8 | L | 14 | L | 37 | 47 | 18 | 22 |
| Mauritanie | 2 790 | 47 | 1 | 13 | 18 | 64 | R | 12 | R | 24 | R | 24 | 40 | 32 | 35 |
| Nigéria | 2 600 | 44 | 19 | 13 | 3 | 69 | R | 9 | L | 22 | R | 23 | 47 | 29 | 38 |
| Revenu moyen inférieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Chine | 2 990 | 51 | 6 | 7 | 21 | 61 | R | 12 | R | 27 | R | 13 | 40 | 7 | 11 |
| Turkménistan | 2 780 | 60 | 2 | 9 | 20 | 64 | R | 13 | R | 23 | R | 20* | 46 | 11 | 15 |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Guyana | 2 830 | 46 | 4 | 6 | 16 | 69 | R | 11 | | 20 | | 31 | 28 | 14 | 11 |
| Revenu moyen supérieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brésil | 3 090 | 33 | 4 | 15 | 20 | 59 | R | 11 | R | 30 | H | 6 | 84 | 6 | 11 |
| Jamaïque | 2 810 | 32 | 6 | 13 | 17 | 62 | R | 11 | R | 27 | R | 6 | 53 | 4 | 3 |
| Suriname | 2 710 | 41 | 2 | 14 | 11 | 67 | R | 9 | L | 24 | R | 6 | 74 | 13 | 10 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | | | | |
| Maurice | 2 880 | 47 | 1 | 14 | 14 | 64 | R | 11 | R | 25 | R | 6 | 42 | 15 | 10 |
| MOINS DE 5 % DE SOUS-ALIMENTÉS | | | | | | | | | | | | | | | |
| Faible revenu | | | | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Kirghizistan | 3 120 | 56 | 8 | 3 | 18 | 71 | R | 13 | R | 16 | R | 32 | 36 | 3 | 14 |
| Revenu moyen inférieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Proche-Orient et Afrique du Nord | | | | | | | | | | | | | | | |
| Algérie | 3 100 | 56 | 3 | 11 | 10 | 69 | R | 11 | R | 20 | R | 8 | 63 | 4 | 11 |
| Égypte | 3 320 | 64 | 2 | 6 | 6 | 73 | R | 11 | R | 16 | R | 15 | 43 | 6 | 18 |
| Iran (Rép. islamique d') | 3 100 | 56 | 4 | 8 | 9 | 71 | R | 11 | R | 18 | R | 10 | 66 | 11 | 15 |
| Jordanie | 2 820 | 45 | 2 | 17 | 11 | 62 | R | 10 | L | 28 | R | 3 | 82 | 4 | 9 |
| Maroc | 3 190 | 62 | 2 | 9 | 6 | 72 | R | 11 | R | 17 | R | 13 | 58 | 10 | 18 |
| Rép. arabe syrienne | 3 000 | 46 | 2 | 16 | 12 | 59 | R | 11 | R | 30 | H | 20 | 50 | 10 | 22 |
| Tunisie | 3 280 | 49 | 2 | 16 | 10 | 63 | R | 11 | R | 26 | R | 12 | 65 | 4 | 12 |
| Revenu moyen supérieur | | | | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Kazakhstan | 3 110 | 43 | 6 | 10 | 23 | 61 | R | 12 | R | 26 | R | 7 | 57 | 4 | 13 |
| Malaisie | 2 860 | 45 | 2 | 14 | 18 | 62 | R | 11 | R | 27 | R | 8 | 66 | 11 | na |

(suite)

Annexe technique

Tableau 2. Indicateurs choisis relatifs à l'alimentation, la nutrition et le développement, classés par catégorie de sous-alimentation, groupes de revenu et régions

| CATÉGORIE DE PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION par groupes de revenu ¹ | DEA ² par habitant | Contribution des groupes d'aliments à la disponibilité énergétique totale ³ | | | | Contribution des nutriments à la disponibilité énergétique totale ⁴ | | | Part de l'agriculture dans le PIB total | Population urbaine | Malnutrition infantile (données les plus récentes) | | | | |
|--|-------------------------------|--|----|----|----|--|-----------|----------|---|--------------------|--|-----------|-------------------|----------------------|----|
| | | C | RT | HG | PA | HC | Protéines | Graisses | | | 2005 | 2003-2005 | Poids insuffisant | Retard de croissance | |
| Région/pays | (kcal/jour) | (% kcal) | | | | (% kcal) | | | (%) | (%) | (%) | | | | |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Argentine | 3 000 | 35 | 3 | 12 | 26 | 59 | R | 12 | R | 29 | R | 9 | 90 | 4 | 4 |
| Chili | 2 980 | 39 | 3 | 13 | 20 | 60 | R | 11 | R | 29 | R | 4 | 87 | 1 | 1 |
| Costa Rica | 2 790 | 34 | 2 | 14 | 17 | 64 | R | 10 | L | 26 | R | 9 | 61 | 5 | 6 |
| Cuba | 3 280 | 41 | 8 | 6 | 9 | 76 | H | 10 | L | 15 | L | nd | 76 | 4 | 5 |
| Mexique | 3 270 | 44 | 1 | 10 | 17 | 63 | R | 11 | R | 26 | R | 4 | 76 | 5 | 13 |
| Uruguay | 2 920 | 42 | 4 | 9 | 23 | 63 | R | 12 | R | 26 | R | 9 | 92 | 5 | 11 |
| Proche-Orient et Afrique du Nord | | | | | | | | | | | | | | | |
| Jamahiriya arabe libyenne | 3 020 | 43 | 2 | 17 | 12 | 61 | R | 10 | L | 29 | R | nd | 85 | 5 | 15 |
| Liban | 3 160 | 34 | 6 | 16 | 15 | 57 | R | 11 | R | 32 | H | 6 | 86 | 4 | 11 |
| Turquie | 3 340 | 49 | 3 | 15 | 10 | 63 | R | 11 | R | 26 | R | 11 | 67 | 4 | 12 |
| Afrique subsaharienne | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gabon | 2 760 | 33 | 18 | 6 | 13 | 70 | R | 12 | R | 18 | R | 5 | 83 | 12 | 21 |
| Revenu élevé | | | | | | | | | | | | | | | |
| Asie et Pacifique | | | | | | | | | | | | | | | |
| République de Corée | 3 030 | 44 | 1 | 13 | 13 | 64 | R | 11 | R | 25 | R | 3 | 81 | nd | nd |
| Proche-Orient et Afrique du Nord | | | | | | | | | | | | | | | |
| Arabie saoudite | 3 060 | 48 | 1 | 13 | 13 | 64 | R | 11 | R | 25 | R | 3 | 81 | 14 | 20 |
| Émirats arabes unis | 3 040 | 44 | 1 | 8 | 19 | 63 | | 13 | | 24 | | 2 | 77 | 14 | 17 |
| Koweït | 3 070 | 40 | 1 | 18 | 18 | 56 | R | 11 | R | 33 | H | nd | 98 | 10 | 24 |

Notes: Se reporter à la page 55.



Notes pour le Tableau 1

¹ **Objectif du Sommet mondial de l'alimentation:** réduire de moitié, entre 1990-92 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.

² **Objectif 1 du Millénaire pour le développement, objectif 1C:** réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim. Indicateur 1.9: Part de la population vivant sous le seuil minimum de consommation énergétique alimentaire (sous-alimentation).

³ Les estimations relatives à la période 2003-05 sont les plus récentes et la période de référence est 1990-92. Pour les pays qui n'existaient pas pendant la période de référence, la proportion de sous-alimentés de 1990-92 se base sur 1993-95 et le nombre de personnes sous-alimentées est basé sur leur population en 1990-92 et cette proportion.

Les pays révisent régulièrement leurs statistiques officielles passées et présentes. Les données démographiques des Nations Unies sont également révisées régulièrement. Lorsque c'est le cas, la FAO révisé ses estimations de la sous-alimentation en conséquence. Les utilisateurs sont donc invités à considérer les modifications des estimations dans le temps uniquement pour une même publication sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et à ne pas comparer des données publiées dans des éditions correspondant à des années différentes.

Les chiffres entre crochets qui suivent le nom des pays désignent la catégorie de prévalence (proportion de la population sous-alimentée en 2003-05):

[1] < 5 % de personnes sous-alimentées

[2] 5-9 % de personnes sous-alimentées

[3] 10-19 % de personnes sous-alimentées

[4] 20-34 % de personnes sous-alimentées

[5] ≥ 35 % de personnes sous-alimentées

Notes pour le Tableau 2

¹ Les pays sont classés selon les groupes de revenus de la Banque mondiale. À des fins opérationnelles et analytiques, la Banque mondiale a classé des pays selon le produit intérieur brut par habitant en 2007 calculé selon la méthode Atlas de la Banque mondiale. Les groupes sont les suivants: faible revenu – de 935 dollars EU ou moins; revenu moyen inférieur – de 936 à 3 705 dollars EU; revenu moyen supérieur – de 3 706 à 11 455 dollars EU; et revenu élevé, de 11 456 dollars EU ou plus.

² DEA = Disponibilité énergétique alimentaire.

³ Principaux groupes d'aliments: C = céréales; RT = racines et tubercules; HG = huiles et graisses; et PA = produits d'origine animale, à l'exclusion des graisses. Non présentés: d'autres produits d'origine végétale (féculents, arachides, graines oléagineuses, édulcorants, légumes et condiments). Les «produits d'origine animale» englobent la viande, les abats, les produits laitiers, les œufs et le poisson.

⁴ Composition du régime alimentaire en fonction de la contribution des nutriments énergétiques (hydrates de carbone, protéines et graisse) à la disponibilité énergétique totale pour la consommation humaine: H = élevée – proportion supérieure à 75, 15 et 30 pour cent pour les hydrates de carbone, les protéines et les graisses, respectivement; R = dans les limites recommandées; et L = faible – proportion inférieure à 55, 10 et 15 pour cent pour les hydrates de carbone, les protéines et les graisses, respectivement.

Les pays en développement pour lesquels les données sont insuffisantes ne figurent pas dans le tableau.

* Ratio nombre actuel/nombre de référence de sous-alimentés – ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5

** Ratio actuel/de référence de la prévalence des sous-alimentés – ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5

*** Les estimations provisoires pour l'Afghanistan et l'Iraq, Proche-Orient et Afrique du Nord), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Asie et Pacifique) et la Somalie (Afrique de l'Est), qui ne sont pas citées séparément, ont toutefois été incluses dans les chiffres globaux régionaux. Les pays développés ont été inclus dans les estimations mondiales.

**** L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas deux entités distinctes en 1990-92, mais les estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans l'Ex-République démocratique populaire d'Éthiopie sont incluses dans les chiffres régionaux et sous-régionaux globaux pour cette période.

LÉGENDE

– Proportion inférieure à 5 pour cent de sous-alimentés.

so Sans objet.

0,0 Zéro ou inférieur à la moitié de l'unité présentée.

ns non significatif.

SOURCES

Population totale: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2007. *World Population Prospects: The 2006 Revision*. New York, États-Unis d'Amérique.

Sous-alimentation: estimations de la FAO.

Sauf indication contraire, les données se rapportent à la période 2003-05.

* Les données font référence à 2003.

** Les données font référence à 2000.

*** Les données font référence à 2004.

LÉGENDE

nd Donnée non disponible.

SOURCES

Contribution énergétique à la consommation humaine, énergie provenant des aliments et des nutriments: FAO.

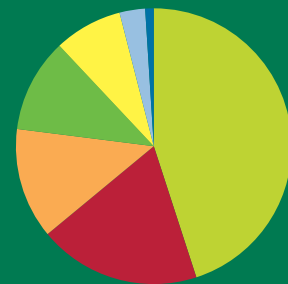
Groupes de revenu et contribution de l'agriculture au PIB: Banque mondiale (base de données en ligne sur les indicateurs de développement dans le monde).

Part de la population urbaine: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2008. *World Urbanization Prospects: The 2007 Revision*. New York, États-Unis d'Amérique.

Prévalence du poids insuffisant et du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans: UNICEF/OMS.

Notes

- 1 Vous trouverez d'autres analyses des principales causes de la flambée des prix alimentaires en 2007-08 dans la publication de la FAO: *La situation des marchés des produits agricoles 2008* (à paraître) et *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2008*.
- 2 OCDE-FAO. 2008. OCDE-FAO *Perspectives agricoles 2008-2017*. Paris, publication de l'OCDE.
- 3 Agence internationale de l'Énergie. 2006. *World Energy Outlook*. Paris. Publication de l'OCDE.
- 4 *Op. cit.*, voir note 2.
- 5 Centre de recherches sur l'épidémiologie des catastrophes, Université catholique de Louvain, Bruxelles. 2008. Disaster Data: A Balanced Perspective. CRED Crunch, 11: 1-2 (disponible à l'adresse suivante: www.emdat.be/Documents/CredCrunch/Cred%20Crunch%2011.pdf).
- 6 Un pays à faible revenu et à déficit vivrier se caractérise par un faible revenu par habitant qui, selon les règles de la Banque mondiale, lui permet de prétendre à des financements de la part d'associations internationales de développement, par une position d'importation structurelle nette (sur trois ans) des denrées alimentaires de base et par une continuité de son statut de PFRDV ou une «persistance de la situation» dans le temps. La plupart des PFRDV se situent en Afrique (37) et en Asie (21).
- 7 Pour de plus amples informations sur les PFRDV qui importent des produits pétroliers et des céréales vivrières, voir FAO. 2008. *La flambée des prix des denrées alimentaires: faits, perspectives, effets et actions requises*. Document d'information pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, Rome 3-5 juin 2008 (disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/foodclimate/conference/doclist/en/?no_cache=1).
- 8 La liste complète des pays sérieusement touchés par la hausse de prix des carburants et des denrées alimentaires est disponible sur la page Web de la FAO consacrée au Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture: www.fao.org/GIEWS/ENGLISH/HOTSPOTS/index.htm
- 9 T. Fouéré, B. Mair, F. Delpeuch, Y. Martin-Prével, F. Tchibindat et G. Adoua-Oyila. 2000. Dietary changes in African urban households in response to currency devaluation: foreseeable risks for health and nutrition. Dans *Public Health Nutrition*, 3: 293-301.
- 10 S.A. Block, L. Kiess, P. Webb, S. Kosen, R. Moench-Pfanner, M.W. Bloem et C.P. Timmer. 2004. Macro shocks and micro outcomes: child nutrition during Indonesia's crisis. Dans *Economics and Human Biology*, 2(1): 21-44.
- 11 Y. Martin-Prével, F. Delpeuch, P. Traissac, J.P. Massamba, G. Adoua-Oyila, K. Coudert et S. Trèche. 2000. Deterioration in the nutritional status of young children and their mothers in Brazzaville, Congo, following the 1994 devaluation of the CFA franc. Dans *Bulletin de l'Organisation mondiale de la santé*, 78(1): 108-118.
- 12 H. Zaman, C. Delgado, D. Mitchell et A. Revenga (à paraître). *Rising food prices: are there right policy choices?* Development Outreach. Banque mondiale, Washington.
- 13 FAO. 2008. *Adaptation aux changements climatiques et atténuation de leurs effets: défis et opportunités pour la sécurité alimentaire*. Document d'information préparé pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, Rome 3-5 juin 2008 (disponible à l'adresse suivante: <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/meeting/013/k2545f.pdf>).
- 14 Pour plus de détails sur l'amélioration de la productivité agricole, voir FAO. (à paraître). *La situation des marchés des produits agricoles 2008*. Rome.
- 15 R. Birner et D. Resnick. 2005. Policy and politics for smallholder agriculture. Dans *The future of small farms: proceedings of a research workshop*, p. 283-311, Wye, Royaume-Uni, 26-29 juin 2005. IFPRI, Washington.
- 16 P.B.R. Hazell, C. Poulton, S. Wiggins et A. Dorward. 2007. *The future of small farms for poverty reduction and growth*. Document de travail n° 42. IFPRI, Washington.
- 17 Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: l'agriculture au service du développement*. Washington.
- 18 Pour des exemples de crédits aux intrants, voir: J. Govereh, J. Nyoro et T.S. Jayne. 1999. *Smallholder commercialization, interlinked markets and food crop productivity: cross-country evidence in east and southern Africa*. Département d'économie agricole et Département d'économie, Michigan State University. J. Tefft. (à paraître). White "gold": cotton in Francophone West Africa. Dans S. Hagglade et P. Hazell, édés. *Successes in African agriculture: lessons for the future*. IFPRI, Washington.
- 19 X. Diao, P.B.R. Hazell, D. Resnick et J. Thurlow. 2007. *The role of agriculture in development: implications for sub-Saharan Africa*. Rapport de recherche n° 153. IFPRI, Washington.
- 20 X. Diao et P.B.R. Hazell. 2004. *Exploring market opportunities for African smallholders*. Rapport n° 6 de la Conférence Afrique 2020. IFPRI, Washington.
- 21 H. Torlesse, L. Kiess et M.W. Bloem. 2003. Association of household rice expenditure with child nutritional status indicates a role for macroeconomic food policy in combating malnutrition. Dans *The Journal of Nutrition*, 133: 1320-1325.
- 22 FAO. 2004. *Human energy requirements*. Rapport d'une Consultation conjointe d'experts FAO/OMS/UNU, Rome 17-24 octobre 2001. Premier document de la série de rapports techniques sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO. Rome.



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Quand les prix des produits de base ont flambé en 2007-2008, la crainte d'une crise alimentaire mondiale menaçant les conditions de subsistance de millions de personnes et provoquant une vague de faim et de pauvreté a conduit la communauté internationale à organiser des réunions en vue de décider de mesures immédiates pour atténuer les impacts élevés des prix sur les populations de la planète les plus pauvres et vulnérables.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008 présente les dernières statistiques sur la prévalence à l'échelle mondiale de la sous-alimentation. Il examine l'impact des prix élevés des denrées alimentaires et conclut que la faim chronique dans le monde a augmenté rapidement, qu'elle touche à présent largement plus de 900 millions de personnes et menace de compromettre l'accomplissement des objectifs de réduction de la faim fixés à l'horizon 2015 par le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et qui constituent le premier objectif du Millénaire pour le développement.

Ce rapport conclut que ce sont les plus pauvres, les sans-terres et les ménages dirigés par une femme qui subissent de plein fouet la hausse des prix des denrées alimentaires, laquelle diminue les revenus réels et augmente l'insécurité alimentaire et la malnutrition chez les populations pauvres en réduisant la quantité et la qualité des aliments consommés. Partout dans le monde, les gouvernements ont pris des mesures pour enrayer les effets négatifs des prix alimentaires élevés. Ces mesures ont toutefois des effets limités, voire parfois des répercussions néfastes sur les cours mondiaux et leur stabilité.

Le rapport examine aussi comment les prix élevés des denrées alimentaires présentent une opportunité pour relancer la petite agriculture dans les pays en développement. Moyennant des mesures incitatives appropriées, les ménages d'agriculteurs pourraient obtenir des avantages immédiats. Le rapport plaide pour que la FAO suive une approche globale sur deux fronts pour remédier à l'impact négatif des prix élevés des denrées alimentaires sur la faim dans le monde. Cette stratégie consisterait à mettre en œuvre des mesures qui soient de nature à permettre au secteur agricole, en particulier aux petits exploitants des pays en développement, de faire face à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, tout en établissant des filets de sécurité ciblés et en exécutant des programmes de protection sociale en faveur des populations les plus affectées par l'insécurité alimentaire et les plus vulnérables.



ISBN 978-92-5-206049-9



TC/M/10291F/1/10.08/1250